

La Guerre

– Rapport d'activités 2023 –



Bamako, Juin 2024



De droite à gauche: Moussa Coulibaly (Responsable DAF) – Boubacar Bougoudogo (Responsable DER) –Badiégue Diallo (Comptable) – Djénéba Diarra (Assistante de recherche) – Pr. Massa Coulibaly (Directeur exécutif)



Ousmane Z Traoré (Responsable DEF)

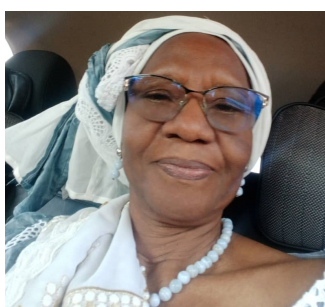


Fatoumata Sow (Responsable DIC)

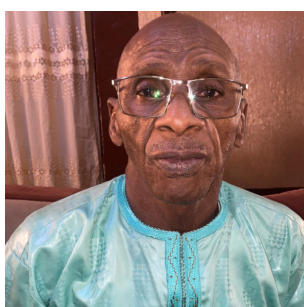


Lansine Sountoura (Chercheur associé)

Membres du Comité d'orientation (CO)



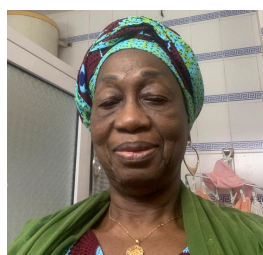
Coumba Touré



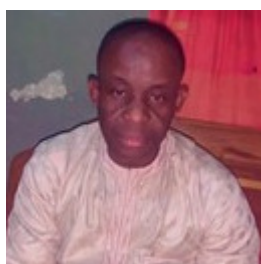
Modibo Dolo



Aoua Saran Dembélé



Nafissatou Konaré



Me. Diakaridia Djiré

Table des matières

Avant-propos	1
Résumé exécutif	4
Introduction	5
1. Études et recherche	6
1.1. Théories et pratiques de l'émergence économique.....	6
1.1.1. La théorie de l'émergence économique.....	6
1.1.2. Théories du développement économique territorial	8
1.1.3. Diagnostic de l'agriculture et de l'alimentation au Mali	9
1.1.4. Diagnostic cartographique des infrastructures du Mali	12
1.1.5. Diagnostic des entreprises du Mali.....	14
1.2. Développement durable.....	15
1.2.1. Concept et approches du développement durable	16
1.2.2. Priorités populaires de développement versus performances du gouvernement	17
1.2.3. Le difficile accès aux services sociaux au Mali	19
1.2.4. Quid des changements climatiques	21
1.3. Capital humain	22
1.3.1. Diagnostic sociodémographique de la population du Mali	22
1.3.2. Potentiel d'emploi des femmes et jeunes dans l'économie	25
1.3.3. Faire face aux pandémies genre Covid-19	27
1.4. Genre	28
1.4.1. De la candidature féminine aux élections.....	29
1.4.2. Cadre de vie et bien-être des ménages.....	30
1.4.3. Le vivre ensemble malien.....	32
1.5. Analyse prospective	33
1.5.1. De la démarche prospective.....	33
1.5.2. L'analyse structurelle et ses outils.....	35
1.6. Gouvernance.....	36
1.6.1. Transparence budgétaire.....	36
1.6.2. Conditions économiques certes difficiles mais optimisme des maliens en l'avenir	39
1.6.3. Perceptions de corruption dans la gestion des fonds Covid-19	40
1.6.4. Le soutien à la démocratie à l'épreuve des alternatives autocratiques	42
1.7. Offres diverses d'études et de recherche	43
1.7.1. Elaboration de baseline du programme de coopération suisse 2022-2025.....	43
1.7.2. Enquête de satisfaction sur la performance du secteur minier au Mali	44
1.7.3. Services mobiles de garde d'enfants pour les femmes du secteur informel.....	44
1.7.4. Enquête de perceptions de la sécurité sociale au Mali	45
1.7.5. Bilan commun de pays pour la formulation du nouveau CF2025-2029.....	46
2. Enquêtes.....	48
2.1. Enquête auprès des entreprises pour le Forum économique mondial.....	48
2.2. OBI.....	48
3. Formation et renforcement des capacités.....	49
3.1. Ateliers de formation.....	49
3.1.1. Analyse structurelle et MICMAC	49
3.1.2. Modélisation en équilibre général calculable	49
3.1.3. Initiation au logiciel GAMS	50
3.2. Renforcement de capacités	51
3.2.1. Analyse morphologique et son logiciel MORPHOL.....	51
3.2.2. Construction de scénarios de long terme et de vision prospective	52
4. Communication et information.....	53
4.1. Dissémination.....	53
4.1.1. Dissémination 2 des résultats d'enquêtes Afrobarometer	53
4.1.2. Dissémination 3 des résultats d'enquêtes Afrobarometer	53

4.2.	Séminaires et conférences	54
4.2.1.	Atelier de construction des scénarios, de la vision et des orientations stratégiques	54
4.2.2.	Atelier de finalisation de la formulation de la vision et détermination des cibles	54
4.2.3.	Atelier de cadrage méthodologique	54
4.2.4.	Lancement officiel du processus d'élaboration de la vision Mali 2063	55
4.2.5.	Atelier d'élaboration de la MCS 2019 à Bamako	55
4.2.6.	Atelier de retraite finalisation de la MCS 2019 à Koulikoro	56
4.2.7.	Forum CEM d'échanges et de dialogue avec les chercheurs locaux	56
4.2.8.	Formation des membres du CPM sur le MME-DNPD rénové	57
4.2.9.	Atelier de cadrage du premier semestre du CPM	58
4.2.10.	Compte rendu de la 41 ^{ème} réunion statutaire du CPM	58
4.2.11.	Compte rendu de la 42 ^{ème} réunion statutaire du CPM	59
4.2.12.	Atelier de validation du rapport provisoire ODHD/LCP	60
4.2.13.	Atelier d'examen du rapport provisoire du RNDH 2023 ODHD/LCP	61
4.2.14.	Présentation du modèle macro-climatique aux membre du CPM	63
4.2.15.	Atelier de planification du Round 10 Afrobarometer	63
4.3.	Ateliers de validation scientifique	63
4.3.1.	Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation	63
4.4.	Café	64
5.	Publications	67
5.1.	Les Great_Cahiers	67
5.2.	Le Great_Savoir	69
5.3.	La Great_Formation	71
5.4.	Base de connaissances	71
6.	Partenariat	72
6.1.	Institutions de recherche	72
6.2.	Administration publique	72
6.3.	Partenaires techniques et financiers	72
7.	Fonctionnement institutionnel	73
7.1.	Programmation et responsabilisation des activités	73
7.2.	Réunions statutaires	74
8.	Suivi budgétaire	75
8.1.	Système de gestion	75
8.2.	Structure et évolution des dépenses	75
8.2.1.	Structure des dépenses	75
8.2.2.	Evolution des dépenses de 2016 à 2023	76
8.3.	Sources de financement	76
9.	Programme d'activités 2024	78
	Conclusions	80

Avant-propos

Si j'étais soldat, je nous sortirais de la guerre et non nous y conduire



Depuis plus d'une décennie, le Mali est confronté à une insécurité jamais connue auparavant, insécurité semée par une horde de groupes armés terroristes dont on sait aujourd'hui qu'elle bénéficie de soutiens multiformes de vendeurs d'armes et de désolation dans le monde. A la rébellion du Nord se sont greffés des mouvements

islamistes radicaux, des affres de terrorisme et de conflit violent. Hier, Ançar Dine (Les défenseurs de la religion) à ne pas confondre avec son homonyme (de 1992) du prédicateur Chérif Ousmane Haïdara, MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) et leur fusion en 2017. Aujourd'hui encore, JNIM ou GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), lié à Al-Qaïda, dirigé par Iyad Ag Ghaly, EIGS (Etat islamique au grand Sahara), affilié à Daesch ou l'Etat islamique, dirigé par Abou Houzeifa, alias Hugo, Katiba Macina du prédicateur peulh Amadou Koufa, et AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) de l'Algérien Abou Oubaïda Youssef al-Annab.

Face à l'occupation grandissante de son territoire, le Mali a bénéficié hier de l'aide de forces armées étrangères, censées l'aider à venir à bout de la terreur obscurantiste. Il s'agit de l'opération française Serval depuis janvier 2013, puis celle Barkhane en remplacement de Serval en août 2014, de la MINSUMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-unies pour la stabilisation au Mali) en avril 2013 et du G5 Sahel de février 2014. La présence d'autant de forces armées amies ne conjurera pas le mal qui persiste comme un cancer incurable. Dans un contexte de désespoir national et de fatalité, des mouvements sociaux s'organisent avec des manifestations de rue, des grèves et des défiances du pouvoir en place. Puis intervient le coup d'Etat militaire d'août 2020 pour que les militaires prennent à bras-le-corps la question de la défense de la patrie. Un soutien populaire spontané s'organise autour de cette défense, des sacrifices sont consentis sans calcul, la résistance militaire s'organise, le pays est en danger de partition, de perte de souveraineté et de disparition géostratégique. Les sanctions tous azimuts de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), appuyées par l'UA (Union africaine) et quelques chancelleries occidentales n'y feront rien, au contraire, les positions se durcissent et l'heure semble désormais au courage et au cran. Les populations font montre d'une incroyable résilience, l'unité est désormais faite entre les gouvernants et les citoyens. Cet élan de patriotisme et de sursaut national autorise davantage de dépenses militaires au détriment de tout ou presque. Des résultats, de moins en moins timides sont engrangés sur le front. Le second semestre 2021 sera décisif augurant des offensives encore plus importantes en 2022, année où seront mises fin à l'appartenance du Mali au G5 Sahel (mai 2022) et la présence de la force militaire française Barkhane (août 2022). La guerre se poursuit avec l'aide de la seule MINUSMA qui à son tour devra laisser le terrain, depuis juin 2023.

Le pays reste en guerre jusqu'à prendre la ville refuge de Kidal, le 14 novembre 2023, avec toujours une intensification de la lutte anti-terroriste. Le 25 janvier 2024, est mis fin à l'Accord d'Alger, faute de paix retrouvée, désormais remplacé par un dialogue inter-maliens, avril-mai 2024 et dont les recommandations et orientations serviront de boussole au retour à la paix et à la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. On le voit bien, parler de la guerre, sujet lugubre s'il en est, s'est imposé à ce pays et à ses habitants. Même les think tanks comme GREAT s'en mêlent comme pour

témoigner de son ancrage national, au-delà de la science et de ses valeurs organisationnelles. Cela, sans préjugé ni a priori, sans non plus tomber dans une quelconque orientation politique contraire à sa nature apolitique et à but non lucratif. C'est aussi ça les conséquences de la guerre, ne laisser personne indifférent.

Le Mali fait doublement son expérience de la guerre, sans y être préparé et sans réunir les conditions d'entrer en guerre, lesquelles conditions sont dans le monde moderne la surproduction à grande échelle dans un monde fini avec une demande d'achat encore moins infinie. Cette expérience est d'autant plus douloureuse que la gouvernance locale d'hier n'a manifestement pas été capable de défendre la patrie lorsqu'elle a été mise en danger. Elle semblait plutôt s'être enlisée dans des intérêts étrangers en tout cas contraires au salut de la nation, défense qu'elle entendait sous-traiter avec des armées étrangères qui viendraient forcément à bout de groupes armés vu leur supériorité en puissance de feu. Non seulement la guerre n'a pu être empêchée et n'a pas non plus été gagnée par les forces armées étrangères, la honte sur toutes les lignes. Au contraire, la gouvernance d'hier a été contrainte à signer la paix en se soumettant sans combattre, sans la moindre destruction des forces armées ennemies. Puis vint le sursaut national, y compris dans son pan militaire, sursaut en réalité national dans sa manifestation formelle sinon panafricaniste dans son contenu tant le soutien en Afrique est franc et visible. Le renversement de posture, de la soumission à la révolte, a ainsi un côté pionnier en lançant hardiment un défi à la condescendance béate occidentale.

Le Mali gagnera ou ne gagnera pas sa guerre grâce à l'armée et non en dépit d'elle. L'armée a fait des prouesses en l'espace de trois ans avec un engouement jamais démenti pour l'équipement et la formation des soldats. On a enfin compris que la fin de la guerre entre Etats n'est pas la fin de l'armée ni sa relégation aux oubliettes des politiques publiques, bien au contraire il faut la renforcer pour écarter les velléités de reconquête du territoire par des hordes d'Etats hostiles à la tête de terroristes, de jihadistes et autres mercenaires sans état d'âme. La gouvernance d'hier avait transformé bien d'ennemis en tuteurs. On a vu émerger de nouveaux types de conflits qui à bien des égards se singularisent par leur déroulement, les acteurs en jeu, les objectifs et moyens des belligérants. Venir à bout de tels conflits serait aussi glorieux qu'une guerre de décolonisation où l'on s'émancipe d'une tutelle illégitime. Cela demande de comprendre les modes d'actions de l'ennemi y compris celui du recrutement surtout via des messages religieux ou tout simplement idéologiques, l'enrôlement de jeunes désœuvrés, l'appât financier surtout en direction des mercenaires, la stratégie ennemie d'anéantir des infrastructures civiles pour saper le moral des populations et notre effort de guerre.

La guerre au Mali est qualifiée d'asymétrique à l'instar des guérillas aux combattants plutôt mobiles, aux guerres civiles en lien avec l'absence d'Etat, au terrorisme islamiste mais pas seulement. Elle fait partie de ces nouvelles formes de guerre où l'ennemi reste à identifier clairement et où il n'est pas envisagé une quelconque signature de paix avec lui contrairement à ce qui se passe à l'issue d'un conflit entre le vainqueur et le vaincu, ici l'ennemi est anéanti ou la guerre se poursuit. La lutte contre le terrorisme n'est assimilable à une guerre que si cette lutte est en réalité dirigée contre les Etats qui se servent de ces moyens de conflit comme arme de guerre pour dominer un territoire comme le nôtre, sinon l'expression serait inappropriée. Auquel cas, les terroristes seraient importés sans idéologie, se servant sur le terrain de quelques fanatiques islamistes.

Cette guerre asymétrique a quelque part eu une utilité historique sans quoi le Mali voire l'Afrique ne se serait pas libéré des chaînes de la dépendance béate d'une soi-disant protection militaire étrangère. Face à l'aspiration à l'indépendance et à la paix, nul ne devrait se soumettre à la puissance d'un autre Etat ni d'une organisation internationale, mais plutôt aller au charbon et indiquer la voie royale à suivre. Désirer la paix et la démocratie, c'est d'abord œuvrer à la victoire de l'armée sur le terrorisme. C'est le chemin de la libération d'un peuple jadis colonisé, hier paralysé par ses dirigeants et ses chefs religieux, toujours ignoré l'éveil à la révolte d'un peuple que le passé douloureux n'a pu déviriliser, la révolte contre une situation devenue insupportable. La gouvernance d'hier nous a médiocrisé, elle a abusé de notre ignorance, de notre faiblesse et de notre résignation. Le Mali doit s'auto-garantir sa sécurité par la force de son armée et le sang de tous ses citoyens. Déjà, la guerre a révélé la faiblesse de notre gouvernance politique, démolit bien de façades trompeuses, mis à nu bien de faux amis. La

guerre aura été utile voire nécessaire, celle du renouveau contre l'ordre ancien, de l'avenir contre le passé, un passé fait de dépendance et d'aliénation, en somme une autre guerre de libération nationale.

De nombreux théoriciens ont considéré la guerre comme une continuation de la politique. Parmi eux, le stratège militaire chinois Sun Tzu, l'écrivain italien de la Renaissance, Machiavel, le célèbre auteur de "De la guerre", Carl von Clausewitz, etc. Aussi, la guerre est-elle perçue comme un outil politique au service d'objectifs politiques, le bulletin de vote au bout du fusil. Pour les uns, pillage et exploitation de ressources d'autrui, pour les autres, reconquête de souveraineté et de progrès social. Le Mali était devenu le maillon le plus faible de la domination de l'Afrique avec plusieurs forces armées étrangères et une tentative d'implantation définitive de forces armées hostiles, raison pour laquelle, il deviendra l'épicentre de la lutte pour la souveraineté et l'indépendance.

Au Mali, la guerre a mis à mal le droit international y compris celui humanitaire ou droit de Genève. Personne n'aura été poursuivi pour non-assistance à population civile déprotégée, personne pour appui à des groupes armés terroristes, personne pour avoir travesti les droits de l'homme, personne pour finalement n'avoir servi à rien sinon à gaspiller des fortunes après étalage de sa force et de son arrogance. Pas de rétablissement de la paix, pas son maintien, pas d'imposition de la paix aux forces belligérantes, pas de soutien au renforcement des institutions étatiques, pas de désarmement des groupes armés terroristes bien au contraire leurs obscures sources de ravitaillement sont nombreuses et jamais taries, aucune voie de sortie de conflit. Il aura fallu un sursaut patriotique, un renouveau dans le partenariat géopolitique et géostratégique, une démonstration de forces et finalement une mutualisation régionale d'efforts de guerre à l'instar de la construction de l'entité régionale intégrée AES (Alliance des Etats du Sahel).

De conflits armés, la guerre est aussi économique vu qu'une part conséquente du budget national est consacrée à l'effort de guerre, au détriment de bien de secteurs productifs et de services sociaux de base. L'arbitrage beurre-canon est rarement en faveur du premier. A cette économie particulière de guerre, il manque la réorganisation de l'industrie et de beaucoup d'autres branches productives pour booster la capacité productive du pays en faveur de l'effort de guerre. L'accroissement de la demande publique de matériel de guerre et de munitions appelle à davantage d'investissements dans l'industrie de l'armement, dans la production nationale en faveur des besoins d'alimentation, d'habillement et de soins des soldats. Il faut rappeler que lors de la seconde guerre mondiale, "les dépenses militaires des États-Unis ont représenté jusqu'à 37% du PIB américain et 90% des dépenses fédérales" (Bellais R, 2022). Il faut donc de l'argent pour faire la guerre et il faut fabriquer cet argent.

A la phase actuelle, qu'on voudrait descendante, de la guerre contre le terrorisme, l'enjeu demeure la préparation de l'outil de défenses afin de maintenir ou de rendre l'armée capable de faire face aux agressions et de rendre le pays crédible militairement pour dissuader tout ennemi extérieur potentiel. L'outil de défense ne doit pas seulement être acheté à l'étrangère mais aussi produit localement. A la dépense massive d'aujourd'hui pour stopper l'effondrement devrait succéder la constance sur plusieurs années de moins de dépenses militaires avec une industrie de l'armement en construction et à la conquête du marché africain. Les soubresauts de notre guerre ont révélé que l'ennemi n'est pas seulement des individus armés mais aussi des Etats et des organismes régionaux et internationaux à peine visibles sur le champ de bataille. Cette complexité expose à des risques de velléités de revanche de tous ceux qui nous combattraient, d'où la vigilance permanente, la préparation et l'anticipation.

Résumé exécutif

De façon générale, l'année 2023 a été marquée par de nombreux défis, surtout sécuritaire mais aussi économique. Si le défi sécuritaire a été relevé par la reprise de la région de Kidal, le défi économique persiste avec le retrait des partenaires techniques et financiers mais aussi par des difficultés de financement de l'économie nationale. De plus, le Mali a décidé de cheminer avec le Burkina et le Niger pour créer l'Alliance des Etats du Sahel (AES), alliance consacrée par la Charte du Liptako-Gourma rendue publique le samedi 16 septembre 2023. Nonobstant ce contexte national géopolitique et économique difficile, GREAT a pu mettre en œuvre son programme d'activités annuel, bien sûr avec quelques ajustements importants. En effet, de 9 domaines d'études et recherche programmées, GREAT n'a pu exécuter que des thématiques dans 6 domaines, cela, après des modifications et même des changements de domaines. Par exemple, les domaines d'études et de recherche du développement social, du capital social, des politiques économiques et de l'économie des filières n'ont pu être mis en œuvre. Au contraire, les domaines relativement aux théories et pratiques du développement et du capital humain ont été insérés dans le programme d'activités. Au-delà des études et recherche, GREAT a pu mener non seulement quelques enquêtes mais participé à des séances de formation et de renforcement de capacités. D'autres champs de travail ont pu être déroulés, tels que la communication et l'information, les publications, le partenariat, le fonctionnement institutionnel et le suivi budgétaire.

Au total, GREAT a exécuté 21 études et recherche au cours de l'année 2023, 5 dans le domaine des théories et pratiques de l'émergence économique, 4 dans le domaine du développement durable, 3 dans le domaine du capital humain, 3 dans le domaine du genre, 2 dans le domaine de l'analyse prospective et 4 dans le domaine de la gouvernance. Cette année, GREAT a consolidé les acquis dans le cadre de son partenariat avec l'Etat du Mali. En effet, GREAT a et continue de jouer un rôle important dans l'étude prospective Mali 2063 devant construire le Mali du futur à l'image de l'étude prospective Mali 2025. Cette étude a mobilisé le directeur exécutif mais aussi le personnel de GREAT dans l'étude diagnostic et dans la construction des scénarios de développement du pays à l'horizon 2063. Il faut noter que ce travail a été piloté par la Cellule technique CSLP et a bénéficié du financement national et montre l'ancrage avec les politiques dans un contexte géopolitique marqué par le retrait de la communauté internationale.

GREAT a également pu, sur la base de données d'enquêtes et de recensement, rédigé des papiers respectivement sur le diagnostic de l'agriculture et de l'alimentation au Mali (EAC), le diagnostic des entreprises du Mali (RGUE), ainsi que le cadre de vie et les bien-être des ménages, le diagnostic cartographique des infrastructures du Mali et le diagnostic sociodémographique de la population du Mali (tous ces trois tirés du RGPH5), toutes choses démontrant la grande expertise de GREAT dans l'analyse, le nettoyage et le traitement de données quantitatives. Pour relever ses défis de mobilisation de ressources mais et de diversification partenariale, GREAT a postulé à 5 appels à soumission d'offres qui n'ont malheureusement pas abouti malgré l'expertise et la compétence de l'organisation. En plus, GREAT a mené une vingtaine d'activités de communication et d'information dont 15 en termes de participation aux séminaires et conférences, 2 ateliers de dissémination, un atelier de validation et un café. Le centre a également publié une vingtaine de papiers, dont 12 Great_Savoir et 8 Great_Cahiers retraçant ses activités de recherche au cours de l'année 2023 en plus de l'actualisation de sa base de connaissances sur internet.

Pour l'année 2024, GREAT prévoit mettre en œuvre des études et recherche dans les domaines de la croissance et du développement, des études d'impacts, du développement social, du capital social, des politiques économiques, de la gouvernance, du genre et de l'analyse prospective, soit une trentaine de thématiques en plus des activités de formation et de renforcement de capacités.

Introduction

L'année 2023 a été marquée au plan politique par le vote d'une nouvelle Constitution mais aussi par la création avec le Burkina Faso et le Niger de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) après la sortie de ces Etats de la CEDEAO. Sur le plan sécuritaire, les forces de défense et de sécurité ont repris la région de Kidal et surtout sa capitale régionale du même nom après d'intenses combats, région dans laquelle l'Etat n'était pas présent depuis plus de 10 ans. Au plan économique, l'économie s'est montrée résiliente malgré les sanctions de la CEDEAO et le retrait de certains partenaires techniques et financiers.

Ce contexte global a eu évidemment des impacts sur la vie et le fonctionnement de GREAT au cours de l'année écoulée puisque ce centre d'excellence était en partenariat avec plusieurs organismes et réseaux de recherche étrangers. C'est ainsi qu'il a été mis fin à des partenariats avec des institutions internationales exerçant sur financement public français, financier désormais interdit aux ONG comme GREAT. Au-delà de cette situation d'ensemble, le Mali connaît la prolifération de centres de recherche et de consultants individuels sur la niche des études socioéconomiques, environnementales et autres.

GREAT est donc fier de constater que dans un environnement concurrentiel national croissant et face à la rareté ou même l'inexistence de ressources financières allouées, le leadership du directoire a permis de relever le défi de la résilience avec un impact grandissant sur le développement socio-économique du Mali. Aussi, GREAT a-t-il eu à faire face au cours de l'année écoulée à une menace financière, opérant exclusivement sur fonds propres, ce qui a entraîné d'énormes tensions de trésorerie.

La collaboration de plus en plus grande avec les services publics de l'Etat a permis de renforcer la réputation scientifique et de nous positionner comme un centre d'excellence national aux capacités techniques rigoureuses dans les domaines aussi variés que l'économie, le genre, la transparence budgétaire, etc. Ce succès constitue une opportunité vers de plus grandes ambitions visant à renforcer la renommée à travers le volume et la qualité de sa production scientifique et autres consultations.

GREAT a ainsi poursuivi sa collaboration avec la Cellule technique CSLP dans le cadre de l'étude prospective Mali 2063 et sa stratégie nationale de développement à long et moyen termes. Il a ainsi pu participer à toutes les étapes de ce processus combien important pour le pays puisque devant décider de l'avenir de plusieurs générations de maliennes et de maliens à l'orée de 2063, horizon centenaire de l'Union africaine.

En 2023, GREAT a eu à mener un peu plus d'études et recherche qu'en 2022, dans les domaines de l'émergence économique, du développement durable, du capital humain, du genre, de l'analyse prospective et de la gouvernance.

Tout comme en 2022, le présent rapport est réparti en 9 sections, à savoir (i) les études et recherche, (ii) les enquêtes, (iii) la formation et les renforcements de capacités, (iv) la dissémination, (v) les publications, (vi) les partenariats, (vii) le fonctionnement institutionnel, (viii) le suivi budgétaire et (ix) la programmation 2024.

1. Études et recherche

Cette section présente les activités d'études et de recherche effectuées par GREAT au cours de l'année 2023. Ces activités ont respectivement porté sur les théories et pratiques de l'émergence économique, le développement durable, le capital humain, le genre, l'analyse prospective, la gouvernance ainsi que des offres diverses.

1.1. Théories et pratiques de l'émergence économique

La question des économies émergentes est devenue un thème important dans le milieu des chercheurs depuis que des pays dits émergents ont pu réaliser des performances économiques immenses, tels que certains pays des BRICS. Dès lors, des chercheurs et dirigeants du monde, principalement des pays en développement, cherchent non seulement à documenter ce concept mais aussi à élaborer et mettre en œuvre des politiques basées sur ce concept qui doit permettre à terme de booster leur économie. Aussi, GREAT a-t-il initié tout un domaine de recherche dans ce sens, en scrutant dans un premier temps les théories de l'émergence économique et du développement territorial et en diagnostiquant dans un second temps l'agriculture et l'alimentation ainsi que les infrastructures sur la base de données d'enquêtes et de recensement.

1.1.1. La théorie de l'émergence économique



Le concept d'émergence serait apparu dans les années 1980 à l'aube de la libéralisation financière, pour désigner des marchés émergents présentant des opportunités de placement pour les investisseurs, soit en Amérique latine ou en Asie du Sud-est (Gaulard, 2017). Plus précisément, la notion est décrite en 1981 par l'économiste néerlandais de la SFI, Antoine van Agtmael, pour catégoriser les pays en développement porteurs d'opportunités d'investissements financiers pour les firmes des pays riches. Le

tiers-monde, terme jugé péjoratif, cédera peu à peu la place à celui de pays émergents, un sous-groupe valorisant des pays en développement. Dans les années 2000, le terme d'émergence sera popularisé avec le livre de Patrick Artus intitulé "Crises des pays émergents", qui à l'aide de faits et modèles explicatifs, montre comment du fait de leur faible capitalisation boursière, ces pays avaient violemment subi les crises de la dette des années 1990. Mais finalement, c'est sous la plume de l'économiste Jim O'Neill, Building better global economic BRICs, qui dans une note de la banque d'investissement Goldman Sachs, évoque pour la première fois la forte croissance d'un petit groupe de pays désigné par un acronyme devenu célèbre (Selenge, 2020).

Problématique	La question des pays émergents ou des économies émergentes dans le monde est devenue l'un des thèmes les plus débattus par les chercheurs, surtout en Afrique au Sud du Sahara. Son importance se justifie pour indiquer des exemples en matière de performance économique réalisée par, de plus en plus, des pays en voie de développement. Son exploitation, au niveau de l'élaboration et/ou la mise en œuvre des politiques économiques, tend à évacuer la problématique de la lutte contre la pauvreté et/ou celle de développement, au point de constater une forme de confusion (ou de fusion) sémantique au niveau des concepts : émergence économique et développement économique. Du point de vue politique, les pays en voie de développement, impliqués dans le processus de réduction de la pauvreté, se trouvent devant des objectifs diversifiés qui, toutefois, sont sous-tendus par des rationalités différentes susceptibles de compromettre l'efficacité des politiques de développement des pays.
Pertinence politique	Bien que le concept demeure mal défini, il est désormais fréquent de parler d'émergence pour qualifier les pays dont les performances témoignent de progrès importants sur le plan économique et social. Mais la question reste entière de savoir ce que recouvre cette notion, quels sont les principaux ressorts de l'émergence et comment les performances peuvent être appréciées ?
Revue de littérature	✓ Alfredo Calcagno, Stratégies de développement – Le choc des consensus ✓ CREG, Université Grenoble Alpes (2019), L'émergence en question – Marqueurs et dynamiques du développement, Les cahiers de l'Association tiers-monde n°34 – 2019, 34ème Journées sur le développement, 30 mai au 1er juin 2018 ✓ Ecarluer (), La théorie des stades et ses prolongements – Pour une théorie des étapes, in Les théories du développement économique ✓ Mylène Gaulard (2017), Économie politique de l'émergence, Ed. Campus ouvert, 12 novembre Géographie et économie, Note de Jean-Michel Crosnier
Méthodologie	Il a été fait recours essentiellement à la revue documentaire pour rédiger cette note conceptuelle sur l'émergence économique.
Données utilisées	✓ RAS
Principaux résultats	✓ 3 approches sont couramment utilisées, à savoir (i) l'approche financière, chère aux institutions financières internationales, agences de notation et banques d'affaires, axée sur la convergence des économies du Sud vers le modèle de l'économie de marché lorsque ces économies offrent d'importantes opportunités d'investissement ou de placement des capitaux, (ii) l'approche néo-institutionnelle de l'économie du développement selon une logique d'insertion des pays dits périphériques dans l'économie mondiale et respectant les règles de la mondialisation, et (iii) l'approche du développement autocentré admettant des trajectoires de développement différentes dans lesquelles l'État joue un rôle primordial ✓ l'émergence est un pari sur l'avenir, une approche prospective en est donc un élément constitutif, c'est le cas par exemple des pays comme la Malaisie, la Corée, la Chine, le Singapour et le Brésil

1.1.2. Théories du développement économique territorial



Le développement territorial représente un nouveau paradigme qui fait suite à celui du développement régional qui s'était imposé à partir des années 1960 qui lui-même est né du concept de développement intervenu à la fin de la deuxième guerre mondiale par le lancement d'un programme "audacieux

mettant le progrès scientifique et le progrès industriel au service de l'amélioration" des conditions de vie des citoyens (Tremblay, 1999). Il faut noter que depuis la constitution des États-nations, l'économie a eu tendance à s'agrandir constamment pour devenir une économie-planétaire avec la mondialisation s'étendant à l'ensemble du globe. Les premiers théoriciens de cette économie sont les classiques, à savoir Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823) et Jean-Baptiste Say (1767-1832). En effet, leurs théories ont servi de base aux théories du développement économique et du développement tout court.

Problématique	✓ Tout comme les autres pays au Sud du Sahara, le Mali connaît une forte croissance de sa population ces dernières années, soit 3.3% en 2022 contre 3.6% en 2009 (RGPH5). Ce taux aura été de 2.8% par an sur la longue période 1976-2022. Cette augmentation de la population se traduit par la densification des territoires, de forts processus migratoires et une forte urbanisation désorganisée. Partie de la capitale, Bamako, cette urbanisation commence à s'étendre à des villes secondaires et autres petites villes. ✓ Ces perspectives d'évolution posent des défis immenses au pays en termes de création d'emplois, surtout pour les jeunes, de réalisation d'infrastructures et de développement des territoires ruraux. Dans ce contexte, le développement local ne peut reposer uniquement sur les spécialisations régionales et sous-régionales et c'est de toute façon dans la pluriactivité que se résoudra l'immense défi de l'emploi. Ainsi au Mali, l'agriculture est un des moyens d'existence d'une part conséquente de la population classée comme urbaine (près de 12% des actifs ont comme activité principale l'agriculture au sens large y compris pêche, INSAT (2012)), tandis que nombre de ruraux vendent et achètent de plus en plus sur les marchés des villes secondaires en croissance. ✓ Les ressources dont disposent les collectivités territoriales sont insuffisantes et caractérisées par l'extrême faiblesse des transferts budgétaires de l'Etat central aux collectivités, une faible productivité de la fiscalité locale et en contrepartie une excessive dépendance à l'égard des contributions des partenaires extérieurs. Enfin, les financements sont essentiellement consacrés à la réalisation des infrastructures de base dans le domaine social, "occultant l'objectif de développement économique régional et local" (Sy, 2013). ✓ Enfin, la situation politique et ses conséquences sécuritaires, exacerbées depuis 2012, génèrent des mouvements de population, cristallisent les réflexions sur les identités et les cultures, avec des impacts sur les pratiques agricoles et d'élevage, les marchés, les mobilités, etc. Cette situation et son évolution conditionnent conjoncturellement mais fortement les représentations du futur et brouillent les options possibles pour l'avenir. Dans ce contexte d'ensemble, marqué par des changements de grande ampleur qui ne seront probablement pas sans incidences politiques, comment les collectivités maliennes pourront-elles gérer ses
----------------------	--

	contraintes et s'appuyer sur ses atouts et ressources.
Pertinence politique	Le territoire devient, de plus en plus, un facteur de production à côté des facteurs classiques dans la théorie économique comme le capital, le travail ou la terre. Certains territoires ont le mérite de constituer une masse critique qui permet d'attirer les entreprises et les promoteurs, voire l'innovation à travers les économies d'échelle, les économies externes et d'agglomération mais aussi sur la base de la compétitivité territoriale et du label territorial. La combinaison territoriale des facteurs et des ressources devient source de synergie et facteur de développement en créant la spécificité non transférable.
Revue de littérature	✓ André Torre (2015), Théorie du développement territorial, UMRSAD-APT, INRA, AgroParistech, Géographie, Economie, Société 17 (2015)273-288 ✓ Benoît Lévesque (), Les bases théoriques et méthodologiques de l'approche du développement territorial durable : convergences et apports spécifiques ✓ Bureau international du travail (2005), Introduction aux théories et à quelques pratiques du développement local et territorial Genève, Bureau international du Travail, ISBN 92-2-217025-3 ✓ Claudio Pirrone (2012), Théorie du développement territorial dans une économie de satiété, Université de Bretagne occidentale, thèse de doctorat ✓ OCDE/CSAO (2002), Une expérience d'approche locale de la coopération régionale sur le pays frontière S.K.BO, avec une entrée par le coton et les organisations de producteurs, Écoloc, Gérer l'économie localement en Afrique : Évaluation et prospective, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264063303-fr
Méthodologie	La revue de littérature a été utilisée pour rédiger cette étude portant sur le développement territorial au Mali.
Données utilisées	✓ RAS
Principaux résultats	✓ Le développement territorial est un mode de développement alternatif traduisant la volonté d'augmenter l'efficacité des politiques publiques en les rapprochant des acteurs locaux ✓ Le développement territorial est un nouveau discours académique qui dépasse les approches en termes de développement régional (et local) et un nouveau discours social désignant de nouvelles réalités socioéconomiques ✓ Des contrats/chartes sont utilisés comme des outils de mise en œuvre par des coordinations de développement local
Recommandations	✓ Enracinement des enjeux du développement dans un territoire complexe "vécu" où sont conciliés territoire et réseau ✓ Prise en compte des dimensions culturelles et sociales au cœur du développement contrairement à "l'économisme et le productivisme" prônés par aussi bien le libéralisme que le marxisme ✓ Le développement territorial s'insère dans une démarche de démocratie locale où le système de décision est censé associer l'ensemble des acteurs et des partenaires et également permettre d'apprécier les décisions à prendre

1.1.3. Diagnostic de l'agriculture et de l'alimentation au Mali



L'EAC 2022 a dénombré 1.6 millions d'exploitations agricoles avec en moyenne

11 personnes par exploitation ayant 22 ans d'âge moyen. Les activités culturelles sont effectuées sur 3.7 millions de parcelles, auxquelles activités s'ajoutent l'élevage, l'abattage d'animaux et de volaille ainsi que la pêche. La culture pluviale est dominante face à l'irrigation et la submersion. Le labour est majoritairement manuel et/ou attelé avec peu de motorisation même combinée à l'attelage et au manuel.

Les semences sont majoritairement d'origine locale absorbant trois cinquièmes des 10 milliards de coût annuel de semences, d'où une faible utilisation des semences améliorées pour raison d'offre insuffisante et de cherté. La sécheresse continue de causer d'énormes dégâts en termes de perte avant récolte, perte estimée à 64 milliards de fcfa.

La production agricole est encore faiblement commercialisée si ce n'est le coton, les fruits et légumes, l'arachide et autres tubercules. Peu d'exploitations agricoles bénéficient de subventions aux intrants ou d'appui à l'équipement ou encore d'aménagement de nouvelles parcelles par exemple dans les zones irrigables. Le cheptel est relativement important, des millions de bovins, ovins et caprins, produisant plus de 80 mille tonnes de viande par abattage individuel ou collectif. Il est réalisé chaque année plus de 9 milliards de fcfa de vente de poisson. C'est dire que l'agriculture offre de nombreux atouts qui mériteraient d'être davantage valorisés pour nourrir la population en constante croissance et contribuer significativement à la croissance et au développement du pays.

Les données de l'EAC 2022 ont également permis de diagnostiquer la couverture des parcelles cultivées, l'état des principales spéculations, le cheptel, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la situation sociodémographique et économique des exploitations agricoles et autres indicateurs pertinents en lien avec les intrants et produits agricoles et leurs dérivées, et ainsi de mesurer la place et le rôle de ce secteur dans l'économie nationale. L'établissement de tous ces indicateurs, à travers une multitude de fichiers disparates nécessite l'identification de chacun d'entre eux par exploitation agricole et leur traitement selon des déterminants communs, comme la région, le milieu d'exercice de l'activité, la démographie du chef d'exploitation (sexe, âge, éducation, statut matrimonial, etc.), la taille de l'exploitation en termes de superficie ou de personnes y vivant, etc.

Le rapport est structuré en 9 sections, (i) caractéristiques de l'exploitation agricole, (ii) répartition sociodémographique de l'exploitation agricole, (iii) la production végétale, (iv) les intrants agricoles, (v) le partenariat institutionnel, (vi) l'insécurité alimentaire, (vii) la main-d'œuvre agricole, (viii) l'élevage et bétail-viande, (ix) la pêche.

Problématique	Selon les dispositions de la Loi d'orientation agricole (LOA), l'exploitation agricole est une unité de production dans laquelle l'exploitant et ses associés mettent en œuvre un système d'exploitation agricole. Le RGA (Recensement général de l'agriculture) la définit plutôt comme étant une unité économique de production agricole comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et toutes les terres entièrement utilisées ou en partie et qui, soumise à une direction unique, est exploitée par un ménage ou plusieurs ménages associés pour la culture des terres ou pour l'élevage du bétail, indépendamment du titre de possession, du statut juridique, de la taille et de l'emplacement. Le chef du ménage ou l'un des chefs de ménages associés assume la responsabilité de chef d'exploitation en prenant les décisions les plus importantes de gestion de l'exploitation
Pertinence politique	✓ Le Mali fait partie des rares pays africains qui ont consacré au moins 10% de leurs ressources publiques à l'agriculture dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA/NEPAD) pour apporter un soutien conséquent au développement agricole, conformément à l'engagement de Maputo (12% sur la période 2004-2011) ✓ La contribution du secteur agricole à la stabilité économique et sociale du pays est donc capitale de par son rôle central dans l'économie nationale, dans la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus ainsi que dans la sécurité alimentaire et l'amélioration du cadre de vie des populations. Il est donc important de savoir dans quelle mesure la Politique de développement agricole (PDA) prend

	en compte les nouvelles données des contextes national, régional et international en vue de répondre aux attentes légitimes du monde rural et de la nation malienne dans son ensemble
Revue de littérature	✓ FIDA (2020), L'avenir de l'agriculture au Mali-2030-2063 – Etude de cas, défis et opportunités pour les projets, novembre ✓ INSTAT (2022), Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), 03 août ✓ Bréhima N'DIAYE, Expertise sahélienne pour l'environnement et le développement durable (ESED), Etude sur le statut des exploitants et des exploitations agricoles familiales ✓ République du Mali (2022), Résultats définitifs de la campagne agricole et la situation alimentaire et nutritionnelle au Mali en 2021 – Rapport d'analyse, septembre ✓ République du Mali (2017), Agriculture et sources de revenu au Mali – Etat des lieux à partir des données de l'EAC ✓ République du Mali (2013), Politique de développement agricole du Mali (PDA), mai
Méthodologie	Il s'est agi du traitement des données recueillies lors de l'EAC 2022, de l'analyse et de la publication des résultats.
Données utilisées	Données EAC 2022
Principaux résultats	✓ Par milieu, sur les 1.6 millions d'exploitations agricoles, 88% sont en milieu rural contre 12% pour le milieu urbain ✓ 7 régions sur les 19, regroupent 60% des exploitations agricoles du pays à l'exclusion donc de Kidal non couverte par l'enquête de 2022 ✓ Les 12% d'EA localisées en milieu urbain sont à 41% dans le district de Bamako ✓ Les exploitations agricoles sont majoritairement dirigées par les hommes, seulement 3% d'entre elles ont un chef de sexe féminin ✓ 3.7 millions de parcelles ont été énumérées, soit un peu plus de 2 parcelles par exploitation (2.3) ✓ La majorité des exploitations exerce des activités non culturelles comme l'élevage, d'animaux et/ou de volaille, l'abattage, individuel et/ou collectif ✓ 13% des exploitations agricoles ont contracté du crédit, et 43% des exploitations agricoles à Koutiala ont y accès au crédit agricole ✓ Selon EAC 2022, 18.4 millions de personnes vivent dans les exploitations agricoles, soit 82% de la population du pays selon les résultats du RGPH 2022 ✓ Les personnes de moins de 15 ans représentent au total 47% de la population des exploitations agricoles ✓ 59% de la population "agricole" au Mali est non alphabétisée ✓ Selon l'EAC 2022, trois systèmes de culture ont été retenus, le système pluvial, celui par submersion et l'irrigation ou système irrigué ✓ 88% des exploitations agricole pratiquent le système pluvial ✓ Le mode de labour dominant de la parcelle est le labour attelé recouru par 47% des exploitations agricoles ✓ La superficie totale de culture est estimée par l'EAC à 6.6 millions d'hectares sur lesquels Sikasso en a 25% ✓ 83% des exploitations agricoles ont moins de 3 ha chacune ✓ 61% des semences utilisées sont d'origine locale ✓ Selon les résultats de l'EAC, 76% des pertes avant récolte ont été enregistrées sur les cultures par suite de sécheresse ✓ Les pertes avant récolte ont été estimées à plus de 64 milliards de fcfa dont 79% des suites de sécheresse ✓ Le recours à la main-d'œuvre familiale est massif (99% des exploitations y font recours) et infantile (37% des enfants) parce que caractéristique de la petite exploitation agricole familiale ✓ L'enquête agricole a estimé le cheptel du pays, en 2022, à 12.78 millions de têtes de bovins, 12.66 millions d'ovins, 11.35 millions de caprins et 1.48 millions d'asins ✓ Les espèces de poissons capturés en 2022 sont estimées à 187 mille unités de poisson capturé dont 35% de bama, 29% de samou et 23% de tilapia, soit 87% du total pour ces trois espèces représentatives de la capture piscicole
Recommandations	Au regard des résultats de traitement des bases de données de l'EAC 2022, un certain

	nombre de défis peuvent être identifiés et auxquels les politiques publiques et les actions des exploitants agricoles et de leurs partenaires institutionnels devraient s'atteler à relever. Ainsi, face à la sécheresse récurrente, de vraies politiques d'adaptation aux changements climatiques doivent être initiées et mises en œuvre. Toutes ces nouvelles orientations couplées à un meilleur ciblage des subventions aux intrants et à l'investissement agricole moderne devraient déboucher sur davantage de commercialisation des produits agricoles et de leur transformation industrielle.
--	--

1.1.4. Diagnostic cartographique des infrastructures du Mali



Un traitement et une analyse des données du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) de 2022 a permis de faire le diagnostic cartographique des infrastructures du Mali. Ainsi, ce diagnostic servira de base à la prévision, à la planification et à la prospective en matière d'infrastructures. Par des méthodes statistiques appropriées, ce rapport examine les différents types d'infrastructure dans ses principales caractéristiques. Il recense 18 types d'infrastructures plus ou moins identifiés. Ce sont des infrastructures scolaire,

sanitaire, pharmaceutique, d'état civil, de culte, de loisir, d'hébergement, de transport, d'hydraulique, de marché, de commerce, de banque de céréales, de service administratif, d'élevage, de communication, d'audiovisuel, d'espace public et autres. Chacune de ces infrastructures est passée en revue, pour l'ensemble du pays, par région et par milieu de résidence. Le rapport est structuré en 12 sections, (i) type d'infrastructures, (ii) infrastructures d'éducation, (iii) de santé, (iv) d'hydraulique, (v) de transport, (vi) d'hébergement, (vii) de culte, sports et loisirs, (viii) infrastructures administratives, (ix) de commerce, (x) d'élevage, (xi) d'information et de communication, et (xii) autres infrastructures.

Problématique	✓ La littérature identifie des infrastructures physiques, sociales comme celles d'éducation, de soins de santé et de culture, des infrastructures informatiques et de recherche ainsi que des infrastructures touristiques. Les actifs rattachés comprennent les immeubles commerciaux, les bâtiments institutionnels, les réseaux électriques et d'adduction/distribution d'eau, les réseaux de communication, les infrastructures de génie liées aux transports, les infrastructures informatiques (datacenters, cloud computing, etc.), les égouts, etc. Leurs piliers sont les infrastructures logistiques (ports, routes, aéroports, chemin de fer, etc.), de communication (téléphonie, accès Internet), d'innovation, celles administratives et du marché financier. ✓ Les ODD ont fait des infrastructures la fondation du développement durable, avec (i) en réseau, l'énergie, les transports, les déchets, la communication numérique, et (ii) hors réseau les écoles et centres de santé, les marchés, les installations industrielles, les centres communautaires, les bâtiments publics, les logements et abris, etc. Aussi, l'ODD9 (bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) établit-il des liens entre les infrastructures et tous les ODD, cible par cible. Il porte sur 3 aspects majeurs du développement durable, les infrastructures, l'industrialisation et l'innovation, le premier étant relatif aux installations physiques fondamentales, indispensables au fonctionnement de la société et des entreprises, le second fait de l'industrialisation le moteur de la croissance économique et de la création d'emplois, ce qui fait reculer les
---------------	--

	inégalités de revenus, et enfin le troisième portant sur le renforcement des capacités technologiques des secteurs industriels et favorisant le développement de nouvelles compétences.
Pertinence politique	✓ Tout comme la plupart des pays du monde, l'essentiel des infrastructures est fourni par l'Etat au Mali malgré une participation de plus en plus importante du secteur privé à travers notamment le PPP. Le concept d'infrastructures a un large champ de définitions. Selon la littérature, l'un des principaux freins à la croissance reste la faiblesse des infrastructures dans les pays en développement si bien que nombre d'études sur le climat des affaires suggèrent fortement aux gouvernements de placer les infrastructures au sommet de leurs priorités. Selon la Banque mondiale, les pays les plus pauvres doivent consacrer au moins 9% de leur PIB aux dépenses de construction, d'entretien et d'amélioration de leurs infrastructures pour amorcer le développement. ✓ Les infrastructures – les réseaux d'énergie, d'eau, de transport et de télécommunication – jouent un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie. Dans la mesure où des investissements considérables en infrastructures sont attendus au cours des années à venir, il importe que le cadre d'action mis en place favorise des investissements propices à la croissance. Les pays dotés d'un cadre d'action plus efficace seront davantage à même de stimuler la demande, tout en veillant à ce que les investissements réalisés ne soient pas stériles. Il est donc important de savoir dans quelle mesure une augmentation des dépenses d'infrastructures constitue un instrument de relance de l'économie malienne ou encore de prise en compte des pauvres dans le développement.
Revue de littérature	✓ Jihène Malek (2014), Les infrastructures d'innovation et croissance économique en Afrique, 02 juillet ✓ https://content.unops.org/publications/Infrastructure_underpinning_sustainable_development_FR.pdf
Méthodologie	Il s'est agi d'exploiter la base de données du RGPH5 par l'utilisation de statistiques descriptives
Données utilisées	✓ Données RGPH5
Principaux résultats	✓ Par milieu, sur les 18 types d'infrastructure, 12 sont majoritairement installées en milieu rural avec le plus grand score pour la banque de céréale (98%) suivi de l'hydraulique (91%) jusqu'à 62% pour l'audiovisuel ✓ Les écoles publiques et privées sont au nombre de 11 059 établissements dont 61% publiques, ces dernières étant les plus répandues à travers les régions dont 12% à Bougouni, la plus grosse proportion ✓ Le RGPH5 a permis de dénombrer au Mali, 34 hôpitaux, 57 CSRéf, 1606 CsCom et 2650 autres centres de santé, allant du dispensaire au cabinet médical en passant par la maternité rurale, le centre de santé confessionnel et la clinique ainsi que celles non classées par ailleurs ✓ Les 4 barrages hydrauliques ont été recensés dans les seules régions de Kayes (2) et de Koulikoro et Nioro (un barrage chacune). ✓ Les autres 1343 infrastructures hydrauliques sont présentes partout sauf à Taoudenni avec une relative concentration à Kayes (16%), Nioro (13%), Bamako (12%) et Koulikoro (10%), soit la majorité de 51% du total ✓ Les 605 infrastructures d'hébergement sont réparties en cinq catégories d'établissements, à savoir les hôtels (267 établissements), les auberges/motels (138), les campements (159), les pied-à-terre (36) et les autres établissements non classés précédemment (5) ✓ Les 4320 infrastructures culturelles, de sports et loisirs se décomposent en 1995 terrains de sport, 19 salles de sport, 15 salles de jeu, 647 bars/boîtes de nuit, 187 foyers des jeunes, 159 centres culturels, 6 salles de cinéma, 9 musées, 808 places publiques, 85 monuments et 391 autres infrastructures de loisir ✓ Au total, 12 types d'infrastructures commerciales ont pu être identifiés à partir du RGPH5. Ils totalisent 6796 unités dont 599 marchés quotidiens, 1110 marchés hebdomadaires, 19 marchés bihebdomadaires, 108 supermarchés, 904 boulangeries, 72 pressings, 218 restaurants, 822 stations carburant, 302 usines, 654 agences de banques commerciales, 416 garages et 1572 autres infrastructures non classées ailleurs

Recommandations	Avec la poussée démographique et la dispersion régionale ou le morcellement territorial sous le découpage administratif et décentralisé, les défis de couverture infrastructurelle seront si nombreux et difficiles à relever qu'il faut des politiques hardies d'investissement collectif tant sur ressources publiques que régionales ou locales, privées et à travers un partenariat fécond public-privé qui sied justement à la promotion des infrastructures collectives
-----------------	---

1.1.5. Diagnostic des entreprises du Mali



Le premier Recensement général des unités économiques (RGUE) de 2022 a permis de faire un dénombrement exhaustif des entreprises et établissements exerçant sur l'ensemble du territoire. Ainsi, 278 010 entreprises employant en 2020, 571 000 personnes, ont été recensées dans l'ensemble des régions du pays avec une forte concentration dans le district de Bamako, 48% du parc économique du pays pour 47% de l'emploi. Les entreprises existent principalement sous forme individuelle (99% contre 1% de sociétés, anonymes ou à responsabilité limitée), exercent dans le secteur informel (95%

d'entre elles contre 5% dans le formel), sont à dominance commerciale (64% contre 30% dans les services, 5% industrielles et 1% dans la construction), ont une moyenne d'âge de 8 ans. Ces caractéristiques limitatives peuvent expliquer en partie les attitudes des dirigeants d'entreprises et les performances économiques et financières des unités économiques. Aussi, seulement un cinquième des entreprises utilise-t-il les TIC avec 15% d'accès Internet, 2,5% de pratique du commerce électronique, un autre quart recourt aux prêts bancaires. En termes de compétitivité, l'unité monétaire de capital rapporte moins de 2000 fcfa, ce qui traduit le peu de valeur ajoutée pour l'investissement consenti, la productivité du travail est tout autant faible, à peine 23.5 millions de fcfa par an par travailleur très inégalement répartis entre régions et taille d'entreprises avec seulement 500 000 fcfa de productivité modale et 700 000 fcfa de médiane.

Problématique	Le Recensement général des unités économiques (RGUE) s'inscrit dans le cadre de l'adaptation du pays aux changements structurels de l'économie mondiale et de la mise en œuvre du Schéma directeur de la statistique (SDS). Le RGUE a permis de répertorier toutes les unités économiques formelles et informelles du pays pour la production d'informations statistiques nécessaires à la prise de décision. L'exploitation succincte des données mises à disposition permet de dresser quelques caractéristiques des entreprises opérant au Mali, leur environnement, leurs performances et leurs perspectives.
Pertinence politique	Le Recensement général des entreprises est la meilleure source qui permet de disposer de façon exhaustive de données détaillées jusqu'aux plus petites unités administratives sur les caractéristiques générales des entreprises. Il constitue de ce fait un précieux instrument pour l'élaboration des programmes de promotion du secteur productif, tant au niveau national que des collectivités locales à la base
Revue de littérature	✓ Digital words (2020), Comment faire un diagnostic stratégique pour votre entreprise ? 23 juillet 2020 ✓ Gaoussou Kouyaté (2020), Enjeux de la démarche qualité dans les entreprises maliennes, Revue malienne de science et de technologie – ISSN 1987-1031, Vol. 1 No 23 (Juin 2020)

	✓ République du Mali (2023), Recensement général des unités économiques (RGUE) – Rapport d’analyse des données du dénombrement, mars ✓ République du Sénégal (2017), Rapport global du Recensement général des entreprises, janvier
Méthodologie	La méthode retenue après la collecte des informations auprès des entreprises par l’INSTAT est de traiter la base de données, de l’analyser et de procéder à la publication des résultats
Données utilisées	✓ Base de données RGUE
Principaux résultats	✓ Le recensement a permis de dénombrer 278 010 unités dont 48% du parc à Bamako ✓ Un peu plus de 8 unités sur 10 sont situées hors marché, le marché étant défini comme l’environnement dans lequel se rencontrent l’offre et la demande d’un bien ou un service ✓ La quasi-totalité des unités économiques recensées ont un statut unique (99%) contre seulement 1% relevant d’un siège ✓ Les entreprises dénombrées évoluent majoritairement dans le secteur informel, pour 95% contre seulement 5% dans le secteur formel ✓ Les entreprises répertoriées sont réparties entre les secteurs de l’industrie, de la construction, du commerce et des services, à raison de 5%, 1%, 64% et 30%, soit une nette dominance des entreprises commerciales et de services ✓ Les près de 13 mille unités industrielles recensées lors du RGUE se retrouvent pour la plupart dans le district de Bamako (46%) ✓ L’âge moyen des entreprises est de 8 ans, dans une fourchette de 4 ans (Taoudenni) à 11 ans (Mopti) ✓ Le parc économique est dominé par les toutes petites entreprises (TPE), soit moins de 30 millions de chiffre d’affaire et moins de 10 emplois ✓ Une entreprise sur 5 (20%) utilise des outils TIC, 15% ont un accès Internet, 2.5% effectuent du commerce électronique et 4 unités sur 1000 disposent de leur propre site web ✓ Presque la totalité des entreprises sont détenues par les privés nationaux aussi bien à la création qu’en 2022, soit 92% respectivement 91% ✓ Le chiffre d’affaires moyen des entreprises a baissé entre 2019 et 2020, passant d’un peu plus de 65 millions de fcfa à moins de 56 millions ✓ Le secteur de l’emploi est marqué au Mali par l’auto-emploi, l’informalité et la forte prédominance du secteur commercial, pour près de deux tiers (65%) pour le commerce, 29% pour les services ✓ Plus de 6 entrepreneurs sur 10 se disent satisfaits (62%) de la situation de l’activité de leur secteur, respectivement 2% de très satisfaits et 60% de satisfaits ✓ La majorité des entreprises déclare avoir produit des déchets, 52% ✓ Au Mali, plus d’un tiers des entreprises utilisent la démarche qualité (34%)
Recommandations	Deux handicaps plombent la compétitivité de l’activité économique au Mali, à savoir le peu d’intégration à l’économie numérique et la faible inclusion financière, ce qui en appelle aux défis de la digitalisation et de politiques novatrices de financement de l’économie hors du carcan monétaire de l’UMOA. Le dernier défi et non des moindres serait celui du développement du capital humain pour rendre l’économie et les entreprises plus compétitives aussi bien sur le marché domestique qu’extérieur surtout en cette époque d’approfondissement de l’intégration économique régionale, continentale et d’ouverture commerciale mondiale à tout-va.

1.2. Développement durable

Dans le cadre du développement durable, GREAT a pu explorer successivement le concept et les approches du développement durable, les priorités populaires de développement face aux performances du gouvernement, le difficile accès des populations aux services sociaux de base et les changements climatiques.

1.2.1. Concept et approches du développement durable



La multiplication, depuis quelques décennies, des crises naturelles et industrielles, ainsi que la prise de conscience des impacts environnementaux de notre modèle de développement économique qui s'accumulent depuis la révolution industrielle, ont contribué à une lente évolution des mentalités. Aussi, le concept de développement durable a-t-il émergé dans ce contexte historique particulier. Il faut rappeler que l'expression développement durable, dans le sens qui lui est donné aujourd'hui, a été employée pour la première fois en 1980, par les

Nations-unies, dans un rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) intitulé Stratégie mondiale de la conservation (1980). Si ce concept continue d'étendre son influence, c'est parce qu'il met en évidence la grande interdépendance qui existe entre la nature et les organisations humaines qui en dépendent. En effet, ce lien étroit entre tous les systèmes naturels et anthropiques nécessite une coopération accrue et soutenue pour résoudre les conflits d'usage et réduire les tensions qui agressent les systèmes vitaux de notre planète, de génération en génération. Cette coopération accrue suppose la mobilisation de tous les acteurs politiques, sociaux et économiques, que ce soit par la sensibilisation ou par la contrainte, y compris dans sa dimension financière.

L'idée du développement durable selon la définition donnée par le Rapport Brundtland (2021) est qu'il est possible de trouver un modèle économique qui concilie croissance des marchés et de la production, avec le respect des limites naturelles et des droits de l'homme. Ainsi, le développement durable est celui qui permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion, à savoir celui des besoins, en particulier ceux essentiels, et celui des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent à la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

Tel que défini, le développement durable repose sur des piliers interdépendants et vise à traduire dans des politiques et des pratiques un ensemble de principes, au chapitre desquels, il est retenu celui (i) économique, (ii) social et sociétal, (iii) environnemental et (iv) culturel (dans sa diversité, bien entendu).

Problématique	Les pays développés tout comme les pays en développement font face à un défi fondamental lié aux crises écologiques, climatique, sociale et économiques et financières. Il s'agit de repenser les modèles de développement jusqu'ici mis en œuvre pour jeter les bases d'un avenir plus durable, autrement dit intégrer les enjeux écologiques, sociaux et économiques de manière globale
Pertinence politique	Depuis au moins 2 décennies, le monde est confronté à de profonds bouleversements environnementaux ébranlant l'ensemble des sphères des sociétés humaines. La clé réside notamment dans une logique de développement qui considère les multiples dimensions et leurs interrelations dans une vision à long terme de durabilité. À cet effet, les politiques institutionnelles doivent, inévitablement, tenir compte de cette évolution et élargir leur cadre de référence en matière de développement durable. C'est pourquoi l'UNESCO (2019) estime que le développement durable invite à changer la manière d'habiter le monde. Pour ce faire, les mentalités doivent évoluer et

	l'enseignement supérieur a un rôle central à jouer dans cette transformation collective au Mali
Revue de littérature	✓ AMCOW (2019), S'attaquer à la crise de l'assainissement en Afrique ✓ Juan Casado-Asensio, Takayoshi Kato et Jens Sedemund (2020), Un développement résilient au changement climatique ✓ Banque Mondiale, OCDE (), Les bonnes pratiques émergentes pour une gestion axée sur les résultats de développement (2015, 2013)
Méthodologie	Le rapport s'est basé essentiellement sur l'utilisation de la revue de littérature et l'exploitation des rapports et autres documents pertinents
Données utilisées	✓ RAS
Principaux résultats	✓ L'économie du Mali repose sur des ressources provenant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, d'où l'extrême vulnérabilité de ce pays et de son économie au climat et à ses variabilités et changements potentiels ✓ La prise en compte du changement climatique dans la planification du développement devrait être une priorité pour le gouvernement et ses partenaires ✓ Les outils de sensibilisation et de communication du développement durable sont à utiliser pour faire connaître les bonnes actions en matière d'environnement et pour agir sur le changement de comportement favorable au développement durable
Recommandations	La prise en compte des 3 dimensions, économique, sociale et environnementale, est essentielle pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de toute politique de développement harmonieux, soucieuse du bien-être des populations

1.2.2. Priorités populaires de développement versus performances du gouvernement



En septembre 2015, à New York, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté un programme définissant 17 objectifs assortis de 169 cibles dont l'atteinte contribuera à l'amélioration des conditions de vie de tous et dans tous les pays.

Depuis janvier 2016, les Objectifs de développement durable (ODD) ont pris le relais des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans l'Agenda de développement des Nations-unies et sont supposés corriger certaines faiblesses des OMD en ayant un caractère universel et en combinant les trois dimensions du développement durable, à savoir l'économique, le social et l'environnemental.

Les 17 ODD et les 169 cibles du Programme de développement post 2015 sont suivis et examinés à l'aide d'une série d'indicateurs mondiaux (232 pour l'ensemble des cibles).

En juillet-août 2022, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobarometer au titre du round 9 pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". L'enquête a touché au total 1200 individus âgés de 18 ans ou plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako, dont 50% de femmes.

Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait aux plus importants problèmes auxquels le pays est confronté et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer.

Une liste non exhaustive de 33 problèmes auxquels le pays est confronté et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer a été tirée des réponses des participants à l'enquête Afrobarometer, lesquels participants devaient

donner d'eux-mêmes sans qu'aucune option de réponse ne leur soit lue trois plus importants problèmes à leurs yeux. Ces plus importants problèmes ont été sériés en 7 grands domaines, économie (revenu, chômage, pauvreté, impôts et taxes, crédit, gestion de l'économie), agriculture/alimentation (insécurité alimentaire, sècheresse, foncier, commercialisation agricole, etc.),

infrastructures (transports, communication, routes), services publics (éducation, logement, eau et électricité, enfants dans la rue, etc.), santé (maladies, Covid-19, Sida, etc.), gouvernance (insécurité, corruption, violence et autres tensions, discrimination, genre, démocratie, guerre), et autres (e.g. le changement climatique ou l'absence de tout problème de développement).

Problématique	En février 2016, la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement a été lancée pour promouvoir l'information, la sensibilisation et l'appropriation des ODD en vue d'assurer un leadership fort du Gouvernement afin d'assurer leur prise en compte et intégration dans les politiques et stratégies de développement garantissant leur opérationnalisation. Le Gouvernement a adopté le Décret n°2018-0623 /PM-RM du 08 août 2018 fixant les mécanismes institutionnels de pilotage et de suivi-évaluation du CREDD et des ODD qui assure un dispositif unique de mise en œuvre et de suivi-évaluation du CREDD et des ODD
Pertinence politique	Au-delà des recherches empiriques et des rapports d'étapes élaborés par les services techniques, il s'agissait pour GREAT à travers la base de données Afrobarometer Round 9 de recueillir et d'analyser les perceptions des citoyens et citoyennes sur les problèmes de développement et les ODD prioritaires ainsi que sur les performances du gouvernement
Revue de littérature	✓ République du Mali (2021), Rapport sur les tendances de mise en œuvre des ODD au Mali de 2016 à 2020, mars ✓ Pacte mondial (2020), Les 17 Objectifs de développement durable et leurs 169 cibles, 01 juin ✓ Massa Coulibaly, Kaphalo Ségorbah Silwé, et Carolyn Logan (2018), Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le début des ODD, in Synthèse de Politique Afrobaromètre n° 51 Novembre 2018 ✓ Massa Coulibaly (2018), Priorisation des problèmes de développement et des Objectifs de développement durable au Mali, in Synthèse de Politique Afrobaromètre n° 46 Mai 2018
Méthodologie	L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par GREAT, s'est déroulée sur le terrain du 6 juillet au 14 août 2022. Le présent rapport est donc issu du traitement des données recueillies auprès des populations
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ les plus importants problèmes aux yeux de maliens auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer sont, entre autres, l'insécurité alimentaire (50%), l'insécurité (48%), la santé (35%), l'éducation (23%), l'eau et l'agriculture (19% chacune), la pauvreté et le chômage (18% chacun), etc. ✓ près de 3 maliens sur 5, 58% (62% en milieu urbain et 56% en milieu rural), priorisent l'ODD 16 relatif à la gouvernance au fronton des objectifs majeurs de développement, suivi à 50% de l'ODD 2 ✓ des progrès appréciables sont enregistrés dans l'atteinte des ODD relatifs au logement, au genre, à l'opposé de ceux relatifs à l'éducation (seulement 47% des jeunes de 18-24 ans ont achevé le niveau primaire d'enseignement) ou à l'électricité (23% de taux d'accès) ✓ 42% des maliens sont victimes de pauvreté multidimensionnelle et 56% de pauvreté monétaire ✓ pour 3 maliens sur 5, le gouvernement est performant dans les domaines de la réduction de la criminalité ou de l'insécurité, l'amélioration des services de santé, la satisfaction des besoins d'éducation, la fourniture d'eau et de services d'assainissement, la lutte contre la corruption et la prévention des conflits violents ✓ pour une écrasante majorité, plus de 7 maliens sur 10, le gouvernement pêche dans la stabilité des prix, la réduction des inégalités riches-pauvres, la fourniture d'électricité, le changement climatique, l'amélioration des conditions de vie des

	pauvres et la protection de l'environnement ✓ bien que faisant mieux que ses prédécesseurs, le gouvernement actuel devrait s'atteler davantage à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, à la création d'emplois et la fourniture fiable d'électricité
Recommandations	✓ Dans l'examen de toutes les perceptions de cette enquête relatives aux problèmes de développement et ODD associés, on observe des spécificités régionales, générationnelles, selon le milieu de résidence, le sexe, le niveau d'éducation ou le statut de pauvreté des sondés. Ainsi, l'insécurité alimentaire est particulièrement prononcée dans les régions peuplées de Koulikoro et de Sikasso, l'insécurité dans les régions du nord et du centre en proie également à plus de pauvreté et de faim, le chômage à Bamako. Ainsi, l'Etat devra apporter des réponses politiques en fonction des spécificités régionales telles qu'identifiées dans ledit rapport. ✓ Sur la période 2014-2022, l'insécurité alimentaire voire la famine a plusieurs fois été le plus important problème auquel le pays a fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer. Par ODD, le Mali gagnerait à prioriser l'ODD 16 pour asseoir les bases d'une gouvernance vertueuse intégrant à la lutte contre l'insécurité, celle contre la corruption, contre les violences politiques et autres tensions ethniques, la promotion de la démocratie et davantage de justice. Mais à y regarder de près, le déficit de gouvernance ne serait que le reflet des insuffisances du capital humain à prendre à bras-le-corps les problèmes de développement du pays

1.2.3. Le difficile accès aux services sociaux au Mali



Les maliens font une appréciation plus ou moins positive de l'accès à des services publics clés, bien que certains soulignent des problèmes au service médical ainsi que des comportements inappropriés des forces de police, selon les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer au Mali.

La majorité des citoyens qui ont tenté d'obtenir un service éducatif, un document d'identité, un service médical ou l'aide des forces de police pendant l'année écoulée déclarent qu'il était facile pour eux d'obtenir

ce dont ils avaient eu besoin, même si une minorité d'entre eux déplorent un manque de courtoisie du personnel dans quelques services.

Parmi les répondants qui ont eu affaire à un hôpital public, certains disent avoir souvent fait face à une longue attente à l'hôpital, un mauvais entretien des infrastructures, un manque de médicaments et l'absentéisme des médecins.

Plus de la moitié des maliens estiment que les policiers adoptent souvent une conduite professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens. Mais ils sont nombreux à affirmer que la police utilise souvent une force excessive avec les manifestants et les criminels, arrête les conducteurs sans raison valable et s'engage dans des activités criminelles.

Problématique	L'accès aux services de base comprend l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et d'hygiène de base, aux soins de santé essentiels, à l'éducation (au minimum à l'école primaire), à l'énergie, aux régimes de protection sociale et à la mobilité de base ainsi que, dans les contextes urbains et ruraux, l'accès aux services de collecte des déchets et l'accès à l'internet haut débit. Il s'agit précisément d'améliorer la qualité et la couverture des services fournis par les acteurs publics
---------------	---

	(généralement les acteurs et les organismes gouvernementaux nationaux et infranationaux), privés (par exemple, les entreprises prestataires de services) ou philanthropiques (tels que les ONG, en l'absence de prestataires de services gouvernementaux ou privés) afin qu'ils puissent subvenir aux besoins fondamentaux des populations
Pertinence politique	La question de l'accès aux services sociaux de base peut être perçue sous l'angle du respect des droits sociaux des citoyens, surtout des plus démunis. Il est important pour le Mali comme pour tout Etat de garantir non seulement à toute personne les ressources nécessaires pour vivre conformément à la dignité humaine mais aussi l'accès à un logement décent et salubre, ainsi qu'aux services essentiels
Revue de littérature	✓ Philippe Warin (2007), L'accès aux droits sociaux dans la politique européenne pour "l'inclusion sociale", Mis en ligne sur Cairn.info le 14/09/2023 ✓ François-Xavier Merrien (2013), La protection sociale comme politique de développement : un nouveau programme d'action international
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des zones de dénombrement et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobaromètre 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ Deux tiers (66%) des citoyens déclarent avoir eu recours aux soins médicaux dans un hôpital public pendant l'année écoulée. Moins disent avoir demandé d'autres services publics tels qu'un document d'identité (32%), un service dans une école publique (31%) et l'assistance de la police (12%) ✓ Parmi les répondants qui ont demandé ces services publics au cours des 12 derniers mois, une majorité estime qu'il est facile d'obtenir le service éducatif (84%), le document d'identité (67%), l'attention médicale (66%) et l'assistance de la police (52%) ✓ Au moins, la moitié de tous les répondants estiment qu'il n'est pas probable de faire réagir quelqu'un s'ils font une demande d'assistance à la mairie (55%) ou signalent le mauvais comportement d'un enseignant dans une école publique (50%) ✓ Quant aux services de la police, la majorité des citoyens affirment qu'elle utilise "souvent" ou "toujours" une force excessive contre les criminels (55%) et arrête les conducteurs sans raison valable (55%). Le tiers (34%) dit que la police s'engage "souvent" ou "toujours" dans des activités criminelles, et 44% affirment qu'elle utilise une force excessive pour gérer les manifestations ✓ La majorité (54%) des maliens estime que les forces de l'ordre agissent "souvent" ou "toujours" de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens. Le quart (25%) des citoyens affirme qu'un tel comportement est rare ou inexistant
Recommandations	L'accès à certains services publics au Mali reste facile malgré quelques irrégularités, selon les citoyens. Pour garantir un meilleur accès aux services sociaux de base, l'Etat devra mettre en place un mécanisme de participation des citoyens aux processus décisionnels concernant lesdits services mais aussi améliorer la gouvernance et le financement des infrastructures sociales de base

1.2.4. Quid des changements climatiques



Au Mali au cours des trente dernières années, les effets du changement climatique sont devenus de plus en plus évidents. Les précipitations se

concentrent désormais sur une durée beaucoup plus courte et sont par conséquent extrêmement abondantes. Parfois les orages sont si violents qu'ils causent des inondations locales. Les sécheresses, lorsqu'elles surviennent, sont aussi plus sévères. La surexploitation des terres aggrave la situation : les sols sont épuisés par les pratiques agricoles conventionnelles et sont incapables de retenir l'eau. Les producteurs sont donc tentés chaque année d'aller vers des nouvelles terres agricoles en coupant le peu de zone boisées qui reste, aggravant la désertification et l'insécurité alimentaire.

Problématique	Les changements climatiques rendent pire la vie au Mali et nécessitent l'intervention du gouvernement ainsi que d'autres parties prenantes, selon la plus récente enquête d'Afrobarometer. Les résultats montrent que beaucoup de maliens ont noté l'aggravation des sécheresses au cours de la dernière décennie, et la majorité d'entre eux sont au courant du concept de changements climatiques. Parmi ceux qui sont informés des changements climatiques, des majorités affirment qu'ils rendent la vie pire et que le gouvernement et les Maliens ordinaires sont les premiers responsables dans la lutte contre les changements climatiques et ses impacts. Ils pensent que les parties prenantes telles que le gouvernement, le commerce et l'industrie, les citoyens ordinaires ainsi que les pays développés ont besoin de faire davantage dans la limitation des effets des changements climatiques.
Pertinence politique	Selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les impacts du changement climatique sont particulièrement forts et même drastiques à certains endroits d'Afrique, surtout en relation avec la disponibilité de l'eau. En d'autres termes, les pays sahéliens comme le Mali, se battent déjà contre des conditions semi-arides et contre la désertification qui se manifestent à travers des sécheresses périodiques et l'entière dépendance de l'agriculture à la pluviométrie. Il est largement reconnu que ces pays souffriront de manière disproportionnée des effets du changement climatique et devront lutter pour faire face aux effets négatifs du changement climatique, car ils sont généralement situés dans des zones géographiques où les risques climatiques sont les plus extrêmes. Leur manque de ressources les rend aussi particulièrement vulnérables aux malheurs et aux urgences qui se produisent à grande échelle
Revue de littérature	✓ Articles scientifiques ✓ Rapports divers
Méthodologie	L'équipe d'Afrobarometer s'est entretenue avec 1 200 adultes maliens entre le 6 juillet et le 14 août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.
Données utilisées	Données d'enquêtes Afrobarometer.
Principaux résultats	✓ Six maliens sur 10 (62%) affirment que les sécheresses sont devenues plus graves pendant les 10 dernières années. Près de quatre citoyens sur 10 (37%) pensent la même chose sur les inondations ✓ La majorité (59%) des maliens ont entendu parler des changements climatiques ✓ Parmi ceux qui sont au courant des changements climatiques, 8 sur 10 (80%) affirment que les changements climatiques rendent la vie pire
Recommandations	Beaucoup de maliens notent une aggravation des sécheresses et des inondations pendant ces 10 dernières années. Ils sont majoritairement au courant des changements climatiques et disent que le phénomène rend la vie pire. Pour les maliens, le gouvernement et les citoyens ordinaires sont les acteurs de premier plan dans la limite des changements climatiques. Ils pensent que les parties prenantes à savoir le gouvernement, les citoyens ordinaires, le commerce et l'industrie ainsi que les pays

développés ont besoin de faire beaucoup plus dans la limitation des effets des changements climatiques
--

1.3. Capital humain

En 2023, GREAT a mené des recherches sur 3 thématiques relativement au capital humain. Il s'agit du diagnostic sociodémographique de la population du Mali, du potentiel d'emploi des femmes et jeunes dans l'économie et de la capacité du pays à faire face aux pandémies du genre Covid-19.

1.3.1. Diagnostic sociodémographique de la population du Mali



La 5^{ème} édition du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) bouclée en 2022 a dénombré 22 395 489 habitants dont 11 138 800 femmes. Les éditions précédentes sont celles de 1976, 1987, 1998 et 2009. Sur cette population totale, 21 522 799 personnes vivent dans des ménages ordinaires, soit 96% de la population totale. Les 872 690 personnes restantes sont celles constituant la population flottante ou celles vivant dans des ménages collectifs, personnes

simplement dénombrées mais non soumises au questionnaire sociodémographique à remplir. La population flottante est "composée de personnes sans-logis ou tout au moins de celles qui ne passent pas la nuit dans une habitation déterminée, malades mentaux, mendiants, etc.". Les ménages collectifs sont quant à eux composés "de personnes qui vivent ensemble au sein d'une même institution pour des raisons de santé, d'étude, de religion, de travail, de voyage, de privation de liberté ou autres raisons", ces institutions comprenant "les casernes, les couvents ou monastères, les hôtels, les prisons, les camps de réfugiés ou de déplacés, les orphelinats, les centres des handicapés, les hôpitaux/centres de santé, les écoles coraniques abritant les 'Talibés', les internats ou les cités universitaires, etc." (INSTAT, 2020).

Problématique	Le ménage ordinaire est composé de personnes "vivant sous le même toit (ou dans la même concession), partageant le plus souvent les mêmes repas, reconnaissant l'autorité d'un même individu appelé chef de ménage, et dont les ressources ou les dépenses sont également communes ou au moins en partie" (INSTAT, 2020). Les données sociodémographiques ici soumises à analyse sont relatives aux personnes vivant dans ces ménages dits ordinaires. Les analyses portent successivement sur (i) la répartition spatiale de la population, (ii) sa répartition sociodémographique en termes d'âge, de sexe, de parentalité, de migration et de religion, (iii) les groupes ethnolinguistiques ou socioculturels, (iv) les particularismes et le handicap, (v) l'éducation, et (vi) la position sur le marché du travail
Pertinence politique	Les bases de données du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) sont désormais disponibles. Elles sont relatives à la population, à l'habitat et aux infrastructures. Leur traitement et analyse permettront de faire le diagnostic sociodémographique du pays et ainsi de servir de base à la prévision, à la

	planification et à la prospective
Revue de littérature	✓ BIT (2013), Résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 19ème Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 octobre 2013 ✓ INSTAT (2022), Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), 03 août ✓ INSTAT (2020), Cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5), Dénombrement général du RGPH5 – Manuel de l'agent recenseur ✓ Arouna Sougané (2023), Cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) – Présentation de résultats au FNUAP, Bamako 13 juin.
Méthodologie	Le traitement et l'analyse des données du GRPH5 se sont faits aussi bien par des méthodes statistiques appropriées que par des méthodologies théoriques robustes liées aux domaines et thématiques spécifiques des sciences sociales et/ou anthropologiques, voire bien plus. Ils se limitent ici à l'examen de la population dans ses caractéristiques sociodémographiques, ethnolinguistiques et sa position par rapport à l'éducation et au marché du travail.
Données utilisées	✓ La 5ème édition du Recensement général de la population et de l'habitat (GRPH5 2022)
Principaux résultats	✓ Sur les 21.5 millions d'habitants vivant dans des ménages ordinaires, le seul district de Bamako abrite près de 20% de cette population contre un peu plus de sa moitié chacune dans les 2 régions poursuivantes que sont Koulikoro et Ségou totalisant plus de 40% pour ces trois entités administratives. Les régions de Kayes, Bougouni, Sikasso et Koutiala avec respectivement 8,5%, 7,3%, 7,1% et 5,4% pour environ 28,3% des 21,5 millions d'habitants des ménages ordinaires ✓ De 703 communes, le territoire compte aujourd'hui 819 plus 7 arrondissements composant le district de Bamako ✓ Le seul district de Bamako concentre plus de 62% de la population urbaine du pays, laissant 15% aux régions de Sikasso, Ségou et Koulikoro, et 10% Kayes, Mopti et Koutiala ✓ La plus forte densité de population est sans surprise à Bamako (5 863 hts au km²) suivi de la région de Koutiala (81 hts au km²) puis de la région de Sikasso (75), contre à moins d'1 ht au km² à Kidal et à Taoudenni ✓ Au total, le différentiel entre homme et femme est de 45 328 personnes de plus en faveur du sexe masculin. Il est obtenu principalement dans les bas-âges pour être atténués par les 15-39 ans singulièrement les 20-24 ans ✓ On dénombre plus de 300 mille garçons de plus sur la population féminine de moins de 15 ans mais, plus de 400 mille femmes sur les hommes, à 15-39 ans, ✓ Le recensement a dénombré 2 297 772 ménages ordinaires avec des effectifs par région aussi importants que le sont leurs populations respectives. La taille moyenne des ménages est de 9,4 personnes. La plus faible taille de ménage soit 5,3 est enregistrée à Ménaka contre la plus forte à (13,6) à Nioro ✓ Bamako avec 17% des émigrés se place en tête de l'émigration suivi de la région de Kayes avec 16% et Nioro à la troisième place avec 10% des émigrés. Les données du RGPH5 montrent l'absence de l'émigration dans les régions de Kidal, Taoudenni et Ménaka ✓ La population malienne émigre très majoritairement vers d'autres pays africains (70%) suivis des pays européens (26%) avec comme principal motif d'émigration la recherche d'emploi (66%), suivie de très loin des études (7%), du regroupement familial (4%), des affaires (2%) et des affectations professionnelles (1%) ✓ Le recensement a dénombré 94 691 étrangers qui sont ici assimilés aux immigrés vivant au Mali, environ 0.4% de la population totale recensée, maliens comme étrangers. Cette population immigrée est majoritairement féminine (51%) ✓ L'âge moyen des immigrés (27 ans) est légèrement supérieur à celui des émigrés (24 ans) tout comme les âges médian (26 contre 23) et modal (22 contre 20) ✓ Contrairement à la population malienne, les immigrés ont un niveau d'éducation relativement plus élevé, avec 25% de niveau secondaire et plus et la majorité (61%) de niveau primaire ou fondamental ✓ Comme pour l'émigration, l'Afrique nous lie également à l'immigration, 96% des

	immigrés y proviennent ✓ Sans surprise, la population se déclare très majoritairement de confession musulmane, plus de 96% des 15 ans et plus, ne laissant que moins de 4% aux chrétiens, autres religions et aux sans religion ✓ 36% de la population se réclament du groupe bambara, la plus large minorité suivie du peulh, le deuxième plus large groupe ethnique du pays dans la proportion de 13%, les troisième et quatrième groupes sont le malinké et le soninké, à 8% de la population chacun. ✓ Le bambara est quasiment la langue maternelle majoritaire (49.9%), en tout cas à plus de 40 points de pourcentage d'écart de son poursuivant immédiat, le peulh (8%) ✓ S'agissant des langues parlées, le bambara est de loin la plus parlée, près de 4 locuteurs sur 5 (78.5%) ✓ Il a été répertorié au total 41 326 albinos, 6 mille bossus, 4 487 personnes reconnues de petite taille et 9 564 personnes avec de multiples particularités physiques ✓ Les types de handicap retrouvés dans les données collectées englobent les infirmes (des membres inférieurs et/ou supérieurs), les malvoyants, les muets, les sourds, les déficients mentaux ou les fous, les polyhandicapés (à savoir les sourd-muets et autres cas de polyhandicap majeur) et les autres. Les effectifs vont de 4 mille personnes les muets à 42 mille les infirmes ✓ La proportion de la population ayant fréquenté une quelconque école est très faible au Mali, 20%. Aussi les deux tiers environ de la population (64%) n'ont jamais fréquenté l'école laissant 15% ayant abandonné l'école après l'avoir fréquenté ✓ Les trois plus importantes raisons de la non fréquentation scolaire sont l'absence d'école (20% des cas), le désintérêt et le travail des enfants (13% chacun) ✓ Les personnes qui ont fréquenté l'école, seulement 69% d'entre elles ont achevé le niveau primaire d'instruction, 8% le secondaire et 4% le postsecondaire (universitaire court ou long) ✓ Le recensement a estimé à 11.4 millions la population en âge de travailler (PAT), soit 53% des 21.5 millions d'habitants ✓ Le taux de chômage combiné est de 23% selon les données du RGPH5
Recommandations	La croissance démographique moyenne a été de 2.8% l'an sur la longue période de 46 ans, de 1976 à 2022. Le taux moyen est passé de seulement 1.7% de 1976 à 1987 à 2.2% entre 1987 et 1998 pour s'établir à 3.6% entre 1998 et 2009 et enfin à 3.3% sur les 13 dernières années, 2009-2022 Pour les quatre prochaines décennies, la période d'élaboration de la vision Mali 2063, plusieurs hypothèses d'évolution démographique sont envisageables : ✓ D'abord, au cas où le taux de croissance observé en 2022 de 3.4% se maintiendrait, la population serait en 2063 de plus de 87 millions d'habitants ✓ Elle serait de 70 millions sachant que la population du Mali a été multipliée par 3.5 sur les 46 précédentes années, 1976-2022, ou a évolué au taux annuel moyen de 2.8% ✓ Enfin, sous l'hypothèse d'une poursuite de la baisse de la croissance démographique sur la période 2009-2022, de l'ordre de -0.5% l'an, soit un accroissement annuel moyen de 2.7% au lieu de 3.4%, la population du pays serait de 67 millions en 2063 ✓ Dans tous les cas, l'on devrait assister à un triplement de la population actuelle à l'horizon de la nouvelle vision du Mali, autant de défis d'ordre sociodémographique qu'il faudrait relever pour le mieux-être des habitants de ce pays. Ceux-ci touchent l'éducation, la migration, la protection des personnes vivant avec un handicap, la répartition spatiale de la population, la promotion des groupes ethnolinguistiques, le marché du travail et singulièrement le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre, autant de préoccupations traitées ici dans le temps présent pour servir d'alerte à l'avenir surtout aussi lointain que 2063

1.3.2. Potentiel d'emploi des femmes et jeunes dans l'économie



Cette étude vise principalement à examiner les secteurs et les branches d'activités de l'économie malienne ayant le plus fort potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes. Pour atteindre cet objectif, l'étude est conduite en suivant une méthodologie basée sur deux approches, quantitative et qualitative. L'approche quantitative est basée dans un premier temps sur des analyses descriptives de tendances centrales et de dispersion et sur des analyses

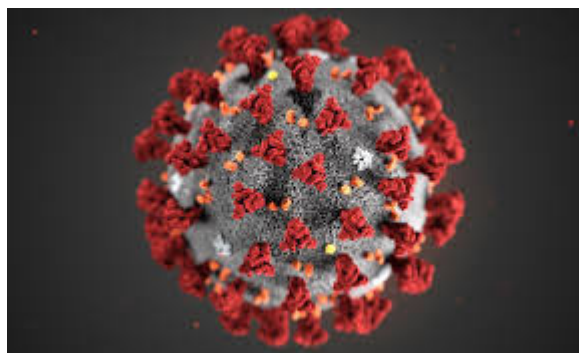
graphiques. Dans un second temps, des estimations économétriques d'une fonction de production stochastique de type Cobb-Douglas ont été réalisées pour chaque branche d'activité économique afin de déterminer le potentiel de production et l'emploi potentiel associé. Ensuite, des analyses descriptives de la structure de l'emploi potentiel ont permis d'identifier les branches d'activités économiques ayant le plus fort potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes. L'approche qualitative d'analyse des barrières et des facilités pour l'emploi des jeunes et des femmes au Mali s'inspire du cadre proposé dans Chakravarty et al. (2017). La méthode d'analyse de contenu est appliquée sur des données issues de la littérature et des enquêtes qualitatives réalisées auprès d'informateurs clés.

Problématique	Le chômage des jeunes et des femmes est un défi majeur dans la plupart des pays africains. Par exemple en Afrique subsaharienne, les taux de chômage de jeunes âgés de 15 à 24 ans sont deux fois plus élevés que ceux des adultes, tant pour les hommes que pour les femmes (ILO, 2013). Cependant, le phénomène de chômage des jeunes dans cette région d'Afrique touche beaucoup plus les femmes que les hommes, soit 1,26 fois (World Bank, 2015). En plus, selon Elder et Koné (2014), le taux moyen de sous-utilisation de la main-d'œuvre chez les jeunes est de 72,8% pour les femmes contre 61,1% pour les hommes. Même pour le peu d'emplois occupés par les jeunes, il s'avère qu'une grande partie génère des revenus très limités (Chakravarty et al. 2017). Au Mali, le phénomène de chômage touche davantage les plus jeunes et les femmes vivant surtout en milieu urbain. De même, les emplois vulnérables sont majoritairement occupés par les femmes (55%), les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation (81%) et vivant en milieu rural (80%)
Pertinence politique	Cette étude vise donc à fournir aux politiques des données probantes sur l'emploi des jeunes et des femmes, en examinant les secteurs et les branches d'activités économiques ayant le plus grand potentiel de création d'emplois pour les jeunes et les femmes
Revue de littérature	✓ Chakravarty, S., Das, S., & Vaillant, J. (2017). Gender and youth employment in Sub-Saharan Africa: A review of constraints and effective interventions. <i>World Bank Policy Research Working Paper</i>, (8245). ✓ Elder, S. et Koné, K. (2014). Labour market transitions of young women and men in sub-Saharan Africa. <i>International Labour Organization Work4Youth Publication Series No.9</i>. ✓ International Labour Organization. (2013). Key Indicators of the Labour Market, 8th Edition. <i>International Labour Office</i>. Retrieved from databank.worldbank.org. ✓ World Bank (2015). World Bank Databank Gender Statistics. Retrieved from http://data.worldbank.org/data-catalog/gender-statistics
Méthodologie	✓ Une approche quantitative basée sur des analyses descriptives de tendances

	centrales et de dispersion et sur des analyses graphiques ✓ Des estimations économétriques d'une fonction de production stochastique de type Cobb-Douglas pour chaque branche d'activité économique afin de déterminer le potentiel de production et l'emploi potentiel associé ✓ Des analyses descriptives de la structure de l'emploi potentiel ✓ Une approche qualitative d'analyse des barrières et des facilités pour l'emploi des jeunes et des femmes
Données utilisées	✓ Données EMOP (2013-2020) ✓ Comptes nationaux (2012-2020) ✓ World Développement Indicator, WDI ✓ ILOSTAT (1990-2016) ✓ Couvrent 3 secteurs économiques et 21 branches d'activités ✓ Données issues de la littérature et d'entrevues qualitatives réalisées auprès de 9 groupes d'informateurs clés
Principaux résultats	✓ Le phénomène du chômage touche davantage les femmes, les jeunes de 15 à 35 ans, les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation et les personnes vivant en milieu urbain ✓ Cependant, les emplois vulnérables ou précaires sont majoritairement occupés par les femmes, les personnes n'ayant aucun niveau d'éducation et vivant en milieu rural ✓ Les inégalités en matière d'accès des femmes aux emplois sont présentes et persistantes dans tous les secteurs de l'économie malienne ✓ En revanche, ces inégalités sont plus importantes dans le secteur industriel que dans les autres secteurs ✓ Lorsque l'on considère les branches d'activités économiques, on s'aperçoit que les inégalités d'accès aux emplois touchent fortement, voire très fortement les femmes dans 14 des 21 branches d'activités économiques au Mali. Elles touchent fortement, voire très fortement les jeunes dans 7 des 21 branches d'activités et certainement plus encore les jeunes femmes que les jeunes hommes ✓ Les difficultés des jeunes et des femmes à obtenir un emploi proviennent des facteurs liés à la fois à l'offre et à la demande du travail ✓ Neuf (9) des treize (13) branches d'activités économiques examinées ont un potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes de 15 à 35 ans ✓ En revanche, il ressort que le niveau du potentiel d'emploi des différentes branches d'activités diffère selon les branches. Il est relativement plus élevé pour la branche d'activités agricoles et celle de commerce. Il est cependant inexistant dans les branches d'activités financières et d'assurance, d'information et de communication et des activités d'administration publique
Recommandations	Ces résultats suggèrent que l'efficacité des politiques d'emploi des jeunes et des femmes au Mali pourrait passer par la mise en place des programmes et des instruments basés sur les spécificités des secteurs/branches d'activités économiques, des régions, des types d'acteur et nature de barrières. La prise en compte de ces spécificités peut contribuer à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes au Mali. Plus spécifiquement : ✓ Les politiques publiques au Mali de lutte contre les inégalités d'accès aux emplois décentes devraient davantage cibler les jeunes de 15 à 35 ans, les femmes et plus particulièrement ceux ou celles n'ayant aucun niveau d'éducation ✓ Les interventions de politique sont nécessaires dans tous les secteurs de l'économie malienne afin d'atteindre pleinement l'égalité d'accès des femmes et des jeunes aux emplois. Néanmoins, ces interventions publiques pourraient se focaliser davantage sur les barrières liées à l'insertion des femmes dans le secteur industriel ✓ À court terme, les interventions en faveur de l'égalité d'accès des femmes et des jeunes aux emplois pourraient se concentrer sur la réduction ou la suppression des barrières dans 9 des 13 branches d'activités économiques. Ces branches d'activités ont un potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes de 15 à 35 ans ✓ À moyen ou long terme, les politiques de formation et des programmes d'offre de stage pourraient faciliter l'insertion des femmes et des jeunes dans les branches d'activités plus productives. Il s'agit notamment des branches d'activités

	financières et d'assurance, d'information et de communication et des activités d'administration publique ✓ Les mesures visant à favoriser l'investissement et la création d'emploi dans le secteur des services pourraient se focaliser davantage sur la stabilité politique, la lutte contre la corruption et les pratiques de concurrence déloyales des entreprises informelles. En revanche, elles pourraient efficacement favoriser les investissements et la création d'emploi dans le secteur industriel en améliorant la fourniture d'électricité. Par ailleurs, les politiques de facilitation d'accès au financement pourraient s'avérer très utiles pour les deux secteurs économiques
--	--

1.3.3. Faire face aux pandémies genre Covid-19



La pandémie de Covid-19, en plus de ses millions de victimes dans plus de 180 pays à travers le monde, a conduit à l'arrêt total ou partiel des activités économiques dans tous les secteurs (Alfaro and Jeong, 2020). Du 3 janvier 2020 au 18 novembre 2022, le Mali a enregistré 32 750 cas confirmés de Covid-19, dont 742 décès (Organisation mondiale de la santé [OMS], 2022). Un total de 3 774 979 doses de vaccin a été administré au Mali au 13 novembre 2022 (OMS, 2022).

L'apparition des premiers cas de la maladie à coronavirus (Covid-19) en décembre 2019 et

sa propagation dans le monde a provoqué une crise sanitaire mondiale. Le Mali n'y a pas échappé car le mercredi 25 mars 2020, il a allongé la liste des pays affectés par cette pandémie. Cette pandémie intervient dans un contexte déjà marqué par la crise sécuritaire et la vulnérabilité socioéconomique caractérisée notamment par la pauvreté endémique et la précarité des emplois dans le secteur informel qui occupe un poids prépondérant dans l'économie du pays. Le Gouvernement n'a pas attendu la survenue de la maladie dans le pays pour prendre des actions de riposte et de protection. En effet, dès le 17 mars 2020, le Conseil supérieur de défense nationale réuni en session extraordinaire a adopté un certain nombre de mesures allant dans ce sens.

Lors du round 9 d'Afrobarometer, l'on s'est intéressé à la perception de la gestion de l'impact de la Covid-19 sur les populations.

Problématique	La pandémie de Covid-19 a causé jusqu'à présent des millions de victimes à travers le monde, en plus d'avoir bouleversé les différentes activités économiques (Alfaro & Jeong, 2020). Depuis l'apparition du premier cas au Mali jusqu'au 6 janvier 2023, 32.770 cas confirmés ont été enregistrés dans le pays, dont 743 décès (Organisation Mondiale de la Santé, 2023). À l'instar d'autres pays, le gouvernement malien a mis en place plusieurs mesures de prévention, déployé la vaccination anti-Covid-19 et mis à disposition des fonds dans le but ultime de freiner la propagation du coronavirus (Traoré & Diarra, 2021). Ce sont, entre autres, la fermeture des frontières aérienne et terrestre sauf au transport de marchandises, la fermeture des écoles, bars et restaurants ainsi que des lieux de cultes, les mesures barrières telles que la distanciation sociale, le couvre-feu nocturne de 21 heures à 5 heures et l'interdiction de tout rassemblement de plus de 50 personnes
Pertinence politique	Les résultats de ce rapport font la lumière sur les perceptions des Maliens sur la pandémie de Covid-19. Les recommandations visent à orienter les futures politiques, recherche et pratiques en matière de mesures de prévention et de soutien social en contexte de pandémie
Revue de littérature	✓ Alfaro, L, and Jeong S. (2020) " Covid -19: The Global Shutdown." Harvard

	Business School Case 320-108, May 2020. ✓ OMS (novembre 2022). WHO Coronavirus (Covid-19) Dashboard-Mali. https://covid19.who.int/region/afro/country/ml [consulté le 20 novembre 2022]. ✓ Traoré, O. Z. et Diarra, D. (2021). Policy responses to Covid-19 and socio-economic vulnerability of households in Mali. Rapport de recherche pour la Plateforme INCLUDE. Disponible à : https://includeplatform.net/publications/policy-responses-to-covid-19-and-socio-economic-vulnerability-of-households-in-mali/
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	Données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1200 adultes maliens et maliennes
Principaux résultats	✓ Peu de personnes ont été touchées par la pandémie de Covid-19. Seulement 3% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles-mêmes ou un autre membre de leur ménage ont eu le Covid-19. La majorité des personnes tombées malades ou testées positives au Covid-19 résident dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal (7,7%), Bamako (6,4%) et Mopti (6,3%) ✓ Les impacts économiques du Covid-19 en termes de perte d'emploi ou de source de revenu ont davantage touché les jeunes et les personnes vivant dans les milieux urbains ✓ Alors que plus de la moitié des personnes interrogées sont satisfaites de la gestion des conséquences du Covid-19 sur l'éducation et du soutien apporté aux établissements de santé (56,7%), elles le sont moins quant au soutien apporté aux ménages vulnérables (43,8%) ✓ Les bénéficiaires d'assistance Covid-19 du gouvernement sont davantage (plus de 33%) des personnes se déclarant non pauvres, celles ayant un niveau d'éducation élevé (postsecondaire) et vivant à Bamako ✓ Environ trois quarts (73,2%) des répondants trouvent que l'assistance Covid-19 du Gouvernement n'est pas équitable
Recommandations	Malgré un contexte sécuritaire difficile, peu de personnes interrogées ont déclaré qu'elles-mêmes ou un autre membre de leur ménage ont eu le Covid-19. Cependant, en raison de ses conséquences sur l'activité économique, les jeunes et les personnes vivant dans un milieu urbain sont davantage touchés par les impacts du Covid-19 en termes de perte d'emploi ou de source de revenu. Dans le même temps, il s'avère que plus de la moitié des personnes interrogées sont satisfaites de la gestion des conséquences du Covid-19 sur l'éducation et du soutien apporté aux établissements de santé. Elles le sont cependant moins quant au soutien apporté aux ménages vulnérables. En effet, il ressort que les bénéficiaires d'assistance Covid-19 du gouvernement sont plus des personnes se déclarant non pauvres ayant un niveau d'éducation postsecondaire et la majorité vit à Bamako. La plupart des répondants trouvent que l'assistance Covid-19 du Gouvernement n'est pas équitable. Dans une perspective d'appui à la population en situation de pandémie, il serait recommandé de s'assurer que l'assistance soit plus inclusive et ciblée visant particulièrement les personnes les plus touchées par la crise. Cela permettra d'éviter les sentiments d'iniquité exprimée par la population

1.4. Genre

Le genre est un domaine de recherche très présent à GREAT. C'est ainsi qu'en 2023, le centre a pu réaliser des études sur la candidature féminine aux élections, le cadre de vie et le bien-être des ménages et le vivre ensemble malien, tout cela sur la base des données d'enquêtes Afrobarometer round 9. Il s'agit évidemment de recueillir les perceptions populaires sur ces thématiques d'importance pour le pays.

1.4.1. De la candidature féminine aux élections



Il est probable qu'une femme qui se présente aux élections voit sa famille gagner en popularité selon les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer au Mali. Cependant, beaucoup estiment que cette dernière ne serait pas à l'abri des problèmes familiaux et des critiques, insultes ou harcèlements. L'égalité participation à la compétition politique est un principe auxquels les maliens adhèrent majoritairement, contrairement à l'égal accès à l'emploi.

Cependant, seulement une minorité de citoyens disent que les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter dans le pays. Pour les maliens, l'inégal accès à l'éducation, les violences sexistes et l'inégal traitement dans le milieu professionnel sont les plus grands défis d'égalité auxquels leur pays fait face. Ils trouvent que leurs gouvernants promeuvent bien l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, mais pensent que ces derniers devraient faire mieux.

Problématique	Le Mali dispose d'instruments juridiques nationaux œuvrant pour l'égalité des genres, en plus, bien sûr des instruments internationaux. Ainsi, la Loi n°052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives adoptée par le Gouvernement du Mali, vise à favoriser ou à répondre aux enjeux de l'équité entre les femmes et les hommes dans les fonctions nominatives et électives. Le Décret n°2016-909/P-RM du 06 décembre 2016 qui donne le détail, précise que "la fonction nominative est toute fonction par désignation par un acte réglementaire". Aussi, la Charte des partis politiques prévoit une disposition qui encourage les candidatures féminines. En effet, il est dit dans le chapitre relatif au financement public des activités des partis politiques que ces derniers bénéficient d'une aide financière de l'Etat à raison de 0,25% des recettes fiscales. Le montant annuel des crédits affectés au financement des partis politiques est divisé en quatre fractions dont une quatrième fraction représentant 10% des crédits est destinée à financer les partis politiques proportionnellement au nombre des femmes élues à raison de 5% pour les députés et 5% pour les conseillères communales. Malgré cette disposition de la Charte, les femmes ont d'énormes difficultés à se trouver en bonnes positions sur les listes électorales leur permettant de se faire élire
Pertinence politique	Grâce aux données Afrobarometer, GREAT a pu estimer la perception des citoyens maliens sur l'éligibilité des femmes en politique, l'accès au foncier, les questions d'inégalité entre les genres et la performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité entre les genres
Revue de littérature	✓ République du Mali (2011), La politique nationale genre ✓ CNDIFE (2014), Rapport sur la situation des femmes et des enfants
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données Afrobarometer, Round 9
Principaux résultats	✓ Plus de six maliens sur 10 (63%) affirment que les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes ✓ Une grande majorité (81%) des citoyens déclare qu'il est probable qu'une femme qui se présente à un poste électif gagne avec sa famille en réputation. Cependant,

	beaucoup estiment qu'elle sera probablement critiquée, insultée voire harcelée (50%) ou aura des ennuis avec sa famille (46%) ✓ La majorité des maliens adhère aux principes d'égalité en ce qui concerne l'accès au foncier (57%), mais n'approuvent pas l'accès égal à l'emploi (62%) ✓ Aux yeux des maliens, l'inégalité d'accès à l'éducation (36%), les violences sexistes (26%) puis l'inégalité des chances ou des salaires dans le milieu professionnel (11%) sont les trois principales questions liées au genre à adresser par le gouvernement et la société ✓ La majorité des citoyens approuvent les efforts du gouvernement dans la promotion des chances et des droits en faveur de la femme (54%), mais réclament plus d'efforts de la part des gouvernants dans ce domaine (76%)
Recommandations	L'Etat doit prendre des mesures politiques vigoureuses de promotion du genre

1.4.2. Cadre de vie et bien-être des ménages



Le concept de ménage est étroitement associé au concept de l'habitation qui reflète ses caractéristiques socioéconomiques et culturelles. De ce fait, l'analyse des variables liées à l'habitat constitue d'une part un élément supplémentaire de connaissance des ménages et, d'autre part une source importante pour l'élaboration des politiques en matière d'habitation et d'amélioration des conditions de vie des ménages. Pour ce faire,

l'habitation de chaque ménage doit répondre à des normes de qualité minimales et un cadre de vie convenable.

L'objectif de l'analyse de cadre de vie et de bien-être des ménages est de fournir des informations sur les conditions de vie des ménages et leurs habitations sur l'ensemble du territoire national, au niveau régional et selon leur milieu de résidence. Plus spécifiquement, il s'agit d'analyser (i) la nature et la typologie de l'habitat, (ii) l'accès à l'eau et à l'énergie, (iii) l'hygiène et l'assainissement et (iv) l'élément de confort des ménages selon le milieu de résidence et selon la région tout en faisant ressortir les disparités ainsi que quelques grandes tendances.

Problématique	✓ Aujourd'hui, nos villes sont confrontées à des défis démographiques, environnementaux, économiques, sociaux et spatiaux sans précédent. Suite au phénomène majeur d'urbanisation, six personnes sur dix dans le monde résideront dans les zones urbaines d'ici 2030. Plus de 90% de cette croissance aura lieu en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. En l'absence de planification et d'aménagement urbains efficaces, les conséquences de cette urbanisation seraient dramatiques. Dans de nombreuses villes, les effets se font déjà sentir, manque de logements décentes et essor des bidonvilles, infrastructures insuffisantes ou obsolètes (qu'il s'agisse de routes, de transports publics, d'approvisionnement en eau et électricité ou d'assainissement), montée du chômage et de la pauvreté, explosion de l'insécurité et de la criminalité, problèmes de pollution et de santé, dévastations causées par des catastrophes naturelles ou humaines et autres désastres dus au changement climatique ✓ Pour que la croissance des villes et zones urbaines se traduise en opportunités pour les populations, il faudrait changer les politiques et approches concernant l'urbanisation. Le programme des Nations Unies pour les établissements humains,
---------------	---

	ONU-Habitat, est à la tête de ce changement, l'organisation assumant un rôle de meneur et de catalyseur en matière d'urbanisation ✓ Au Mali, le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) est la seule opération de collecte qui fournisse des informations exhaustives et fiables sur l'état et la dynamique de la population aux niveaux de l'ensemble du pays, des régions, des cercles, des communes et des villages/fractions/quartiers au Mali. Il est régi par la Loi n°98-020 du 9 mars 1998 dont le décret d'application n°98-099/P-RM du 27 mars 1998 en fixe les modalités d'application en instituant sa réalisation tous les dix ans
Pertinence politique	C'est ce cadre de l'élaboration de la vision Mali 2063 que cette étude a été menée pour bien analyser le cadre de vie et bien-être des ménages afin de mieux appréhender les conditions de vie des ménages, la question de l'habitation, son évolution et les différents facteurs qui l'influencent à travers les données du Recensement général de la population et de l'habitat du Mali, édition 2022
Revue de littérature	✓ INSTAT (2022), Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), 03 août ✓ Arouna Sougané (2023), Cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) – Présentation de résultats au FNUAP, Bamako 13 juin ✓ ONU-Habitat, ONU-Habitat en bref ✓ ONU-Habitat en bref UN-Habitat (unhabitat.org) ✓ Notre action pour les objectifs de développement durable au Mali ✓ Objectifs de développement durable Les Nations Unies au Mali ✓ L'accès à l'électricité et à l'eau ✓ L'accès à l'électricité et à l'eau dans le monde Electriciens sans frontières (electriciens-sans-frontieres.org) ✓ MENIC (2020). Mali numérique 2020, Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique DraftMN2020.pdf (communication.gouv.ml) ✓ République du Mali (2019), Politique nationale de protection de l'environnement Adoptée par le Conseil des ministres du 13 novembre
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses de données du RGPH5 dans ses dimensions (i) la nature et la typologie de l'habitat, (ii) l'accès à l'eau et à l'énergie, (iii) l'hygiène et l'assainissement et (iv) l'élément de confort des ménages selon le milieu de résidence et selon la région tout en faisant ressortir les disparités ainsi que quelques grandes tendances
Données utilisées	Base de données RHGPH 5 de 2022
Principaux résultats	✓ L'habitat est caractérisé par le peu d'investissement dans les conditions relevant des pouvoirs publics ou des collectivités territoriales ✓ Le système de voirie et de réseaux divers est-il rudimentaire et lorsqu'il existe, il manque cruellement d'entretien et de maintenance laissant les populations faire à leur tête comme déverser les ordures et les eaux usées dans la nature ou dans la rue ✓ L'investissement dans l'électrification du pays est à tout le moins en deçà de toute espérance, moins d'un tiers de foyers connectés au réseau EDM ✓ Les subventions au gaz semblent ne profiter qu'aux riches sans faire reculer la déforestation ni changer les habitudes de consommation et sans contrepartie en termes d'emploi ou d'industrie naissante
Recommandations	✓ Les pouvoirs publics et les collectivités territoriales doivent augmenter le niveau leur investissement dans les conditions publiques de l'habitat relevant de leur autorité ✓ Davantage développer le système de voirie et de réseaux divers pour empêcher les populations de déverser les ordures et les eaux usées dans la nature ou dans la rue. ✓ Investir davantage dans l'électricité afin que la plus proportion des populations ait accès à l'électricité ✓ Revoir le système d'allocation des subventions aux gaz afin que cela profite plus aux pauvres qu'aux riches

1.4.3. Le vivre ensemble malien



Selon le rapport de l'étude de cas (2016) du dialogue national, le Mali est "un pays de vieille civilisation", riche d'expériences, de mécanismes de dialogue social, d'entente, de cogestion des territoires, de régulation, de prévention et d'anticipation des crises liées à la cohabitation, de la diversité des groupes ethniques, culturels, socioprofessionnels telles que le Kourou kan Fougea de 1236 donnant naissance à la charte du Mandé dont certains aspects sont toujours en vigueur dans certaines communautés au Mali. D'autres

pratiques de dialogue communautaire confirment que celui-là est l'instrument de prévention, de gestion et de gouvernance. Il s'agit du cas des dogons pour qui "l'intérêt commun exige la paix et que les nuages porteurs de pluie fuient les lieux où règne le désordre". Aussi la sagesse dogon veut qu'en cas de conflit, les deux parties partagent les responsabilités, la considération suprême étant le maintien de la tranquillité interne, au terme d'un pardon mutuel d'où le Toguna a pour mission de briser le cercle infernal de la violence et de la contre-violence afin de rétablir l'harmonie et la paix.

Enfin, le "sinankunya" appelé "la parenté à plaisanterie" même au-delà sans lien de parenté. Il s'agit d'une forme de pacte de non-agression fondée sur la plaisanterie et destinée à prévenir ou atténuer les antagonismes possibles dans la vie en communauté.

Problématique	Le Mali est confronté à une situation d'insécurité grandissante depuis plus d'une décennie. Cette insécurité étant le fait non seulement des djihadistes mais aussi des séparatistes a eu des conséquences sur le vivre ensemble et a semblé détériorer les relations interpersonnelles et interethniques. Il faut noter que l'insécurité s'est également traduite par des conflits interethniques dans le delta central, entre éleveurs et agriculteurs, entre communautés peulh et dogon, etc. GREAT a ainsi pu mesurer grâce aux données du Round 9 d'Afrobarometer la perception des populations sur le vivre ensemble et la confiance entre groupes sociaux
Pertinence politique	Le contexte d'insécurité a eu un impact certain sur la qualité des relations entre les citoyens maliens. Aussi, une analyse de la perception des citoyens est-elle importante pour mettre en place des politiques et programmes d'action en faveur du vivre ensemble en vue de ressouder le tissu social mis à mal par la résurgence des conflits armés
Revue de littérature	✓ ONU (2020), Communiqué de presse_protectionMLI_090720_OCHA_HCR ✓ Ousmane Sy, Ambroise Dakouo et Kadari Traoré (2016), Dialogue national au Mali, Etude de cas, août
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobaromètre 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ La majorité écrasante (96%) des maliens ressent des liens forts avec les autres

	maliens. De même, 93% des maliens estiment que les autres citoyens les considèrent comme un malien tout comme eux ✓ Presqu'à l'unanimité (99%), les maliens ont confirmé avoir "un peu" ou "beaucoup" confiance à leurs parents, 91% à leurs voisins ✓ Excepté la cohabitation avec les homosexuels détestée par un peu plus de 9 maliens sur 10, toutes les autres formes de cohabitations sont majoritairement acceptées par les maliens, 80% avec les personnes d'autres groupes ethniques, 74% avec des personnes d'autres religions, 72% et 63% avec respectivement des immigrés et des supporteurs d'autres partis politiques ✓ Deux maliens sur trois aimeraient quelque peu ou approuveraient fortement le mariage d'un membre de sa famille avec une personne d'un autre groupe ethnique, 18% auraient détesté ce genre de mariage et 15% y seront indifférents
Recommandations	Les maliens doivent tout mettre en œuvre pour maintenir la barre de confiance tout haut afin de rester plus soudés en tenant bon devant tous les problèmes qui pourront surgir. Comme le dit si bien cet adage de chez nous "un seul doigt ne saurait jamais ramasser un caillou"

1.5. Analyse prospective

Le développement de la prospective comme discipline est lié à un besoin d'anticipation de la part de décideurs. La prospective s'est développée depuis les années 1930, dès lors qu'il est apparu nécessaire à certains acteurs d'appuyer des décisions qui engageaient durablement le futur sur des anticipations solides. Dans tous ses premiers travaux, il s'agit de connaître, de comprendre et d'anticiper avant de décider et d'agir. En 2023, GREAT a exploré deux thématiques relativement à ce domaine. Il s'agit de la démarche prospective et de l'analyse structurelle.

1.5.1. De la démarche prospective



La prospective n'a pas pour objet de prédire l'avenir en termes de nous le dévoiler comme s'il était déjà fait, mais de nous aider à le construire. L'objectif de la prospective n'est donc pas de prévoir l'avenir mais de décrire des futurs possibles sous forme de scénarios

cohérents en vue d'une vision partagée. Aussi s'intéresse-t-elle non pas à des continuités de tendance mais bien à des discontinuités et inversions de tendances ou encore à des ruptures et processus de transition.

Pour réussir un exercice prospectif, il faut la liberté d'expression, la créativité et le rejet des idées reçues. Cadre méthodologique, la prospective cherche à offrir des réponses à des questions telles que:

- ✓ quelles sont les aspirations ou les buts à long terme de la société
- ✓ quels sont les grands problèmes et facteurs qui, dans la société, risquent de compromettre l'aptitude du pays à créer l'avenir qu'il souhaite
- ✓ quels sont les différents scénarios possibles étant donné les aspirations et

- les grandes questions qui se présentent au pays, quelle doit être la perspective de la société
- ✓ dans le long terme, quelles sont les options permettant de résoudre ces problèmes
- ✓ quels sont les grands problèmes du long terme qui doivent être résolus pour que cette perspective soit réalisée
- ✓ quelles sont les stratégies de développement appropriées, pour le pays, et comment doivent-elles être menées.

Problématique	La prospective consiste en une analyse conceptuelle rigoureuse, faisant appel aux concepts de tendances lourdes, d'invariants, de causalités naissantes et de facteurs contingents de l'évolution d'un système donné tel que le Mali dans son ensemble ou une collectivité territoriale donnée sinon une entreprise. Son approche a trois ambitions majeures (L. de Brabandère, A. Mikolajczak, 2008), à savoir (i) imaginer par les moyens appropriés ce qui peut vraisemblablement se produire de durable dans un domaine déterminé, (ii) baliser des itinéraires et donc donner du sens par anticipation à des actions possibles, et (iii) accompagner la prise de décision en proposant des alternatives permettant d'avancer vers tel futur souhaité ou d'éviter telle évolution à risques
Pertinence politique	Agir collectivement et démocratiquement en fonction d'une certaine idée du futur, c'est tenter de maîtriser l'avenir ou, comme le disent les prospectivistes, tenter de gérer l'incertitude. Mais, après les inévitables aléas d'une lente maturation, la démarche prospective doit, pour faire face aux défis du futur, se rénover. En effet, extrapolations trop optimistes de tendances fortes mais peu durables, pronostics trop hâtifs sur l'émergence et la diffusion du progrès technologique peuvent entraîner une perte de crédibilité de la prospective. La prospective semble actuellement souffrir de sa difficulté à être en phase avec le changement. D'une prospective à dominante technico-économique, celle qui a dominé jusqu'ici, il faut passer à une prospective plus sociale, plus culturelle, plus politique, en mettant l'accent sur la dynamique des conflits et des innovations par rupture
Revue de littérature	✓ Nadia-Amel Azoug, Yasmine Haddouche (2008), Approche méthodologique pour l'étude prospective SONELGAZ 2030, Mémoire de fin d'études d'ingénieur ✓ BAD (2010), Vision 2050 – Perspectives potentiellement favorables pour l'Afrique, 29 décembre ✓ Luc de Brabandère, Anne Mikolajczak (2008), Il sera une fois... la prospective stratégique, in L'Expansion Management Review 2008/1 (n° 128), pp.32-43 ✓ Commissariat général du plan (2004), Les méthodes des scénarios, outil d'une démarche prospective, les dossiers d'ALEPH, n° 1, 28 janvier
Méthodologie	Revue de littérature
Données utilisées	RAS
Principaux résultats	La prospective stratégique s'opère au travers de plusieurs étapes (M. GODET, 2000) dont les plus importantes pour un système quelconque, sont, entre autres, (i) l'analyse de la problématique e.g. la transformation structurelle de l'économie (ii) le diagnostic stratégique du système (iii) l'identification des variables clés, internes comme externes, telle qu'opérée par l'analyse structurelle, (iv) l'examen de la dynamique du système dans son environnement (v) l'élaboration des scénarios (vi) l'élaboration de projets cohérents (vii) la mise en évidence des options stratégiques et l'opérationnalisation de choix stratégiques (viii) la mise en œuvre des plans d'actions
Recommandations	I faut approfondir l'analyse prospective stratégique en combinant la prospective et la stratégie, en prélude à l'action, pour répondre à la double question du "que peut-il advenir" et "que doit-il être fait". Prospective et stratégie diffèrent sur l'horizon temporel, l'orientation de la réflexion et les jeux d'acteurs

1.5.2. L'analyse structurelle et ses outils



L'exercice de la prospective et partant de l'analyse structurelle, s'applique à une réalité complexe comprenant un nombre impressionnant d'éléments en interaction et dont la combinaison n'est pas toujours facile à appréhender par l'esprit humain, qu'il s'agisse d'un territoire, d'une entreprise, d'une ville, d'une région ou d'un pays ou même de

l'ensemble du monde ou des relations internationales. Pour étudier de telles réalités complexes, aux multiples éléments hétérogènes en relation les uns avec les autres, il faut chercher à les simplifier en les réduisant à une "réalité fictive", représentative de la vraie réalité en tout cas saisissable. La réalité est réduite à un système dont la prospective se charge de comprendre les évolutions possibles, les futures.

La démarche prospective se décline en trois phases, à savoir (i) la construction de la base, (ii) l'identification des enjeux majeurs et (iii) la construction des scénarios.

Problématique	Le Mali s'est fixé comme objectif en 2024 d'élaborer une vision de développement consensuelle et partagée dans un contexte non seulement d'insécurité et de recrudescence des conflits mais aussi de fin du CREDD 2019-2023 qui servait de cadre fédérateur de toutes les politiques sectorielles à l'horizon 2063. C'est ainsi que l'équipe de rédaction a eu recours à la méthodologie de l'analyse structurelle pour identifier les variables clés et à l'analyse stratégique en vue d'imaginer une vision à long terme.
Pertinence politique	"L'avenir n'est plus tracé", le monde change, rien n'est plus comme avant, tout peut arriver. Cependant, tous les jours, les gouvernants doivent prendre des décisions qui engagent l'avenir de leur pays, alors que les mutations s'accroissent et s'accroissent dans des situations d'incertitude et de rareté des ressources. C'est à ce défi que répond la prospective, c'est-à-dire anticiper pour décider. Anticiper c'est projeter l'avenir dans le présent, seul ou en faisant appel à des animateurs experts
Revue de littérature	✓ Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, François Koné (2013), Conflits et gouvernance de la sécurité – Analyse des jeux d'acteurs au Mali ✓ Commissariat général du plan (2004), Les méthodes des scénarios, outil d'une démarche prospective, les dossiers d'ALEPH, n° 1, 28 janvier ✓ Michel Godet (2011), Méthodes de prospective et d'analyse stratégique 1 – Synthèse du cours PRS201, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ✓ Michel Godet (2007), 5. Identifier les variables clés : l'analyse structurelle, in Manuel de prospective stratégique, pp.155-186 ✓ Kouadi Claude-Médard Gombaleu (2018), Leçon 5 : Analyse structurelle
Méthodologie	L'analyse structurelle est une méthode systématique, sous forme matricielle, d'analyse des relations entre les variables constitutives du système étudié et celles de son environnement explicatif. Outil de structuration des idées, elle s'est inspirée de la théorie des graphes et des travaux de simulation de recherche opérationnelle. Elle permet d'étudier un système à l'aide d'un tableau à double entrée appelée matrice d'analyse structurelle dans laquelle on met en relation les différentes variables. Michel Godet (2007) y voit 2 objectifs complémentaires, à savoir (i) se doter d'une représentation aussi exhaustive que possible du système étudié, et (ii) réduire la complexité du système aux variables essentielles
Données utilisées	✓ Données d'enquêtes

Principaux résultats	✓ Rapports d'évaluation et autres politiques publiques et sectorielles
	✓ Identification des variables internes caractérisant le système
	✓ Identification des variables externes caractérisant son environnement (politique, économique, technique, écologique)
Recommandations	Ce travail de prospective est à faire à l'aide du logiciel MICMAC qui permet de construire les différents liens d'indépendance, de dépendance, d'influence, etc.

1.6. Gouvernance

Domaine de prédilection de GREAT, la gouvernance a été abordée respectivement à travers des études liées à la transparence budgétaire, aux perceptions sur les conditions économiques, sur la gestion des fonds Covid-19 et au soutien à la démocratie contre l'autocratie.

1.6.1. Transparence budgétaire



budgétaire de l'International Budget Partnership (IBP), une ONG internationale de droit américain. La recherche est conduite au Mali par l'ONG GREAT (Groupe de recherche en économie appliquée et théorique). Cette recherche permet de mesurer aussi bien le niveau de transparence que de participation mais aussi du contrôle du processus budgétaire par les autres acteurs autres que l'exécutif.

Depuis 2009, le Mali a intégré le processus de recherche en matière de transparence

L'Indice sur le budget ouvert (OBI) évalue la quantité et le type d'informations que les gouvernements mettent à la disposition du public dans les huit documents budgétaires clés qui doivent être publiés durant l'année budgétaire avec un questionnaire standard pour 115 pays à la dernière enquête. Ce questionnaire comporte au total 149 questions (4 sur l'institution budgétaire indépendante ne sont pas exploitées) dont 109 sur la transparence, 18 sur la participation citoyenne et 18 sur le niveau de contrôle de l'exécutif, soit un total de 145 questions utilisées.

Pour la dernière enquête publiée (2021), le Mali a eu un score de 8%, classant le Mali à l'avant dernière place de l'Afrique francophone tout juste avant le Tchad qui a un score de 6%. Il faut noter qu'en 2019, le Mali avait pu obtenir un score de 38% en matière de transparence juste après le Bénin et le Sénégal avec respectivement 49% et 46%. En 2019, le Mali avec ses 38% se plaçait au-dessous de la moyenne mondiale qui était de 45%. En matière de participation, le Mali présente un score de 7%, score insuffisant au regard de la moyenne mondiale qui est de 14%. Toutefois, le Mali est classé très loin derrière la RDC et le Bénin qui sont à respectivement 35%, 28%. Le niveau de contrôle est mitigé. Si le contrôle de

l'ISC (institution supérieure de contrôle) semble satisfaisant avec 67%, celui de l'Assemblée nationale est insuffisant avec un score de 11%.

Pour améliorer le score du Mali en matière de transparence, de participation citoyenne et de contrôle budgétaire, des recommandations sont élaborées après chaque enquête OBI. Ainsi, pour augmenter les scores de transparence, de participation et de contrôle budgétaire, le Mali doit pouvoir envisager la production mais aussi la publication des documents budgétaires clés identifiés dans la méthodologie OBI.

Problématique	✓ Le fait de rendre visibles et intelligibles les réalités des dépenses publiques est au cœur de la transparence budgétaire. Cela passe d'abord par la production et la diffusion d'informations en soi insuffisantes dans la mesure où la transparence passe par la présence d'un public capable de comprendre et d'agir. Les dépenses publiques doivent être communiquées sous une forme intelligible pour les organisations de la société civile mais aussi des citoyens ordinaires ✓ Dans les systèmes parlementaires qui existent, l'exécutif, si sa légitimité et sa survie dépendent du soutien du législatif, contrôle souvent le législatif au moyen d'un mélange de discipline de parti, de contrôle de l'ordre du jour et de la menace de nouvelles élections, comme le cas du Mali. Cela s'observe en particulier lorsque des questions budgétaires sont examinées au niveau de l'Assemblée nationale ou maintenant du CNT ✓ La transparence indique les mécanismes par lesquels l'autorité politique ou managériale supérieure peut observer les activités des organisations "subalternes" du secteur public, ou encore la direction axée sur la responsabilisation. Quelle que soit l'efficacité réelle de ces mécanismes, la transparence est fondamentale pour la légitimité déclarée des gouvernements démocratiques, car elle les distingue des gouvernements qui ne justifient pas leur contrôle de l'appareil d'État en ces termes. C'est là que les mécanismes de transparence des dépenses publiques s'inscrivent dans le cadre plus général de la responsabilisation et de la légitimité de l'État
Pertinence politique	La transparence apparaît comme un axe majeur des politiques de réformes des finances publiques. En effet, toutes les politiques de réformes telles que les directives de l'UEMOA, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Code de transparence se donnent comme objectif majeur l'amélioration durable de la transparence, de la fiabilité et de l'efficacité dans la gestion budgétaire. Il est attendu de la transparence, la résolution d'un certain nombre de problèmes tels que : ✓ une déviation des ressources de leurs objets initiaux ✓ un mauvais ciblage des dépenses sur les priorités ✓ une faible production des résultats intermédiaires et finaux escomptés. La participation citoyenne a pour fondement un principe démocratique, à savoir que toute personne touchée par une décision d'intérêt pour sa communauté devrait pouvoir y participer. Elle implique de surcroît cette promesse : la participation du public pourra influencer sur la prestation des services, la vision future et la durabilité de nos collectivités. Aucune définition de la participation citoyenne ne fait consensus pour l'instant et on observe de grandes variations dans l'utilisation du terme, qui recoupe certaines facettes de la consultation, de la participation, de la collaboration et de l'automatisation (empowerment).
Revue de littérature	✓ https://internationalbudget.org/sites/default/files/country-surveys-pdfs/2021/open-budget-survey-mali-2021-fr.pdf ✓ IBP, méthodologie Open Budget Index, 2021
Méthodologie	✓ L'Open Budget Index (OBI) est un outil de mesure de la transparence conçu par International Budget Partnership (IBP), une ONG de droit américain installée à Washington qui travaille dans plus de 115 pays avec des organisations de la société civile sur le budget ✓ Sur la base d'une évaluation neutre et scientifique, les OSC/Instituts de recherche

	examinent la disponibilité des documents budgétaires clés, le projet de budget, le processus budgétaire, la force de la législature et la participation des citoyens dans le processus budgétaire. L'évaluation est faite à base d'un questionnaire de 145 questions à choix multiples sur les 8 documents budgétaires clés qui sont le rapport préalable au budget, le projet de budget, le budget adopté, le budget citoyen, les rapports en cours d'année, le rapport en milieu d'année, le rapport de fin et les rapports d'audit
Données utilisées	✓ Données du ministère de l'économie et des finances ✓ Données de l'Assemblée nationale ✓ Données de la Section des comptes de la Cour suprême
Principaux résultats	✓ Le Mali a un score de transparence de 8% sur une moyenne mondiale de 45% ✓ La note du Mali pour la participation du public est de 7% pour une moyenne mondiale de 14% ✓ Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Mali exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de 30% seulement
Recommandations	Le Mali devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence: ✓ Publication en ligne du Rapport préalable au budget et des Rapports en cours d'année dans les délais ✓ Produire et publier le Projet de budget de l'exécutif, la Revue de milieu d'année, le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne et en temps utile Le Ministère de l'économie et des finances du Mali a mis en place des consultations citoyennes pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes : ✓ Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire ✓ Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer ✓ Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent Au niveau de l'Assemblée nationale, des actions devraient être entreprises pour améliorer les possibilités de participation du public : ✓ Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation ✓ Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit Le Mali ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire

1.6.2. Conditions économiques certes difficiles mais optimisme des maliens en l'avenir



Les trois dernières années ont été dévastatrices pour les économies mondiales. L'enchaînement de la pandémie de Covid-19 et de la crise russo-ukrainienne n'a laissé aucune économie indemne, aggravant les problèmes socio-économiques que connaissaient déjà les pays à faible économie. Pour la première fois depuis quelques décennies, l'Indice de développement humain (IDH), qui évalue la qualité de la vie dans la plupart des pays, est tombé, retournant à ses niveaux de 2016 et effaçant ainsi quelques avancées vers les Objectifs de développement durable (PNUD, 2022).

Le Mali, en plus de ces deux crises, traverse une situation sécuritaire délicate et subit des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de

l'UEMOA à cause de la situation sociopolitique du pays (Africanews, 2022). Le Mali est classé 186^{ème} sur 191 pays selon l'IDH avec un taux de pauvreté de 45% (PNUD, 2022). L'économie malienne est entrée en récession en 2020 sous les effets combinés de la pandémie du coronavirus et de la crise sécuritaire. Dans ce contexte, comment les citoyens perçoivent-ils la situation économique actuelle du pays ainsi que leurs conditions de vie ?

Les résultats de la dernière enquête d'Afrobarometer montrent que les Maliens déplorent la situation économique actuelle de leur pays mais sont optimistes pour un avenir meilleur. La moitié des citoyens qualifient de bonne leurs propres conditions de vie, cependant beaucoup déclarent avoir souvent manqué de revenus en espèces, de soins médicaux, de nourriture, de combustible et d'eau potable pendant l'année écoulée. La majorité des répondants approuvent les efforts du gouvernement dans la gestion de l'économie mais ne sont pas satisfaits des efforts que l'Etat déploie pour améliorer les conditions de vie des pauvres, créer des emplois, réduire le fossé entre les riches et les pauvres et stabiliser les prix.

Problématique	Les Maliens déplorent la situation économique de leur pays mais sont optimistes quant au futur
Pertinence politique	Aux yeux des Maliens, la situation économique que traverse leur pays aujourd'hui n'est pas radieuse. Deux tiers (66%) des citoyens qualifient de « plutôt mal » ou « très mal » la situation économique actuelle du pays. Cette perception est répandue à travers tous les groupes démographiques clés à l'exception des Maliens plus aisés
Revue de littérature	✓ Africanews (2022), Sommet de la CEDEAO : Levée partielle des sanctions contre le Mali, 4 juillet ✓ Banque africaine de développement, (2022), Perspectives économiques au Mali ✓ Mattes, R., & Patel, J. (2022), La pauvreté vécue resurgit, Document de Politique N° 84 d'Afrobarometer ✓ PNUD(2022), Rapport sur le développement humain 2021-2022 : Temps incertains, vies bouleversées : Façonner notre avenir dans un monde en mutation
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données issues des

	entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants et répondantes. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des unités primaires d'échantillonnage et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Base de données de l'enquête d'Afrobarometer 2022, Round 9
Principaux résultats	✓ Deux tiers (66%) des maliens qualifient "plutôt mal" ou "très mal" la situation économique de leur pays ✓ Les citoyens restent divisés (45% "meilleures" vs. 43% "pires") quand il s'agit de comparer la situation économique actuelle du Mali à celle d'il y a un an, tandis que plus des trois quarts (77%) sont optimistes quant à l'avenir ✓ La moitié (49%) des répondants qualifie de "bonnes" leurs propres conditions de vie, une hausse de 19 points de pourcentage depuis 2020 ✓ Près des trois quarts (74%) des maliens affirment avoir manqué de revenus en espèces au moins "quelques fois" pendant l'année écoulée, et plus du tiers disent avoir souvent manqué de soins médicaux (39%), de nourriture (38%), de combustible (35%) ainsi que d'eau potable (35%) ✓ Plus de la moitié des maliens ont vécu un niveau de pauvreté élevé (27%) ou modéré (30%) pendant l'année écoulée
Recommandations	L'économie malienne, déjà affaiblie par la pandémie de coronavirus et la crise sécuritaire sahélienne, a été davantage mise à mal par les sanctions des institutions sous-régionales ouest africaines et la crise russo-ukrainienne. Les citoyens ne sont pas indifférents à l'état de l'économie de leur pays, qu'ils qualifient de mauvais. Cette situation n'est pas sans impact sur la qualité de vie des maliens dont beaucoup affirment avoir manqué de besoins de première nécessité et offrent une appréciation mitigée des performances du gouvernement dans la résolution de certains problèmes économiques. Ces résultats appellent à œuvrer pour trouver de meilleures alternatives aux questions économiques afin de garantir aux citoyens maliens un avenir meilleur auquel ils aspirent légitimement

1.6.3. Perceptions de corruption dans la gestion des fonds Covid-19



Selon les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer au Mali, la majorité des citoyens estiment que "beaucoup" ou "certaines" des ressources destinées à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ont été perdues à cause de la corruption.

À l'instar d'autres pays, le gouvernement malien a mis à disposition des fonds, déployé la vaccination et pris des mesures pour aider

les populations et freiner la propagation du coronavirus.

Beaucoup de Maliens disent faire confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité des vaccins contre la Covid-19 et déclarent avoir reçu au moins une dose de ce vaccin. Les répondants se disent satisfaits des efforts fournis par le gouvernement pour réduire au minimum les perturbations du système éducatif et pour approvisionner les structures sanitaires en ressources adéquates contre la pandémie. Toutefois, ils se disent insatisfaits quant à l'assistance accordée aux ménages vulnérables.

Problématique	✓ Au Mali, le premier cas de personne contaminée par la Covid-19 a été déclaré le 25 mars 2020. Au 5 juin 2020, le pays enregistrait un total de 1461 cas. Pour contenir la propagation de la pandémie de la Covid-19, le Mali a pris plusieurs mesures de prévention et de protection comme (i) la fermeture de toutes les frontières terrestres, (ii) la suspension jusqu'à nouvel ordre, des vols commerciaux en provenance des pays touchés par la Covid-19, à l'exception des vols cargos, (iii) la fermeture temporaire des écoles publiques, privées et confessionnelles (maternelles, primaires, secondaires et supérieures), et (iv) l'interdiction jusqu'à nouvel ordre, des regroupements à caractère social, sportif, culturel et politique de plus de 50 personnes. Ces mesures ont engendré une forte contraction de l'offre et de la demande économiques, conduisant ainsi à un brusque ralentissement général de l'économie malienne ✓ Face à cette crise sanitaire, le Gouvernement a mobilisé des moyens importants en équipements sanitaires afin d'assurer la prise en charge des personnes atteintes de la maladie, ou d'évacuer des cas graves grâce aux appuis des Partenaires techniques et financiers (PTF). De plus, l'Etat a inscrit dans le budget rectifié un montant de 95,147 milliards de fcfa pour financer non seulement les actions visant à assurer les dépenses de santé mais aussi des mesures d'appui à l'économie, aux entreprises et aux ménages.
Pertinence politique	Les résultats de ce rapport scrutent les perceptions des maliens sur la corruption dans la gestion des fonds de la COVID-19 et de l'assistance accordée aux ménages vulnérables.
Revue de littérature	✓ Alfaro, L., & Jeong, S. (2020), Covid-19: The global shutdown, Harvard Business School Case 320-108 ✓ OMS (2023), Tableau de bord des urgences sanitaires ✓ Traoré, O. Z., & Diarra, D. (2021), Policy responses to Covid-19 and socio-economic vulnerability of households in Mali. INCLUDE. 4 mai
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire.
Données utilisées	Données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1200 adultes maliens et maliennes
Principaux résultats	✓ 3% des maliens déclarent qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif à la Covid-19, et un sur six citoyens (17%) affirment qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie ✓ Près de quatre maliens sur 10 (38%) déclarent avoir reçu une vaccination contre la Covid-19 ✓ La majorité des répondants se dit satisfaite des efforts du gouvernement pour réduire au minimum les perturbations dans l'éducation (57%) et pour assurer que les structures sanitaires disposent de ressources adéquates contre la pandémie (58%), mais plus de la moitié (52%) des citoyens se disent insatisfaits quant à l'assistance accordée aux ménages vulnérables ✓ Plus de six citoyens sur 10 (64%) estiment que "beaucoup" (46%) ou "certaines" (18%) des ressources destinées à la lutte contre la Covid-19 ont été détournées à cause de la corruption
Recommandations	✓ Améliorer la gouvernance des ressources destinées à la lutte contre la Covid-19 en assurant la transparence et la reddition des comptes ✓ Améliorer le ciblage de l'aide financière afin de garantir que les ménages vulnérables puissent bénéficier de ces aides ✓ Renforcer la coordination de l'assistance financière et l'aide à l'accès aux ménages plus vulnérables aux services sociaux de base avec les organisations humanitaires et les ONG, notamment ceux en insécurité alimentaire et affectés par des pertes d'emploi et de revenu

1.6.4. Le soutien à la démocratie à l'épreuve des alternatives autocratiques



L'intérêt des citoyens à la chose politique et

leur engagement dans le champ politique et social sont entre autres des caractéristiques importantes du fonctionnement normal de la démocratie.

Les enquêtes du Round 9 d'Afrobarometer évaluent les perceptions des maliens sur différents aspects de la démocratie dans leur pays. Les résultats montrent que malgré leur désamour pour la chose politique, les maliens sont majoritairement favorables à la démocratie à toute autre forme de gouvernement. Cependant, près de trois citoyens sur quatre affirment n'être pas du tout satisfait ou pas très satisfait du niveau de la démocratie au Mali.

Problématique	✓ Selon Razafindrakoto et al. (2015), le désamour des maliens pour la chose politique a augmenté entre 2014 et 2015, passant de 39% à 35% de personnes qui se sentaient proches d'un parti et de 17% à 11% la part des adhérents à un parti politique ✓ La chute du rapport au politique tant sous forme de participation, de proximité, que d'intérêt s'explique en partie par la corruption. Pour certaines institutions, la part des citoyens qui les jugeaient parfaitement intègres a baissé entre 2014 et 2015 (Razafindrakoto et al. 2015). Ce recul était plus prononcé pour les acteurs animant les institutions clés du pays notamment le Président, le Gouvernement, et l'Assemblée nationale ✓ Dans un contexte marqué par la corruption persistante, l'absence de justice et la détérioration des conditions de vie des citoyens, les populations se font souvent entendre par des actions de soulèvements sociaux. Aussi, à la suite d'un soulèvement populaire débuté en juin 2020 et suivi par deux coups d'État militaires le 18 août 2020 et le 24 mai 2021, le Mali est-il entré dans une période de transition où un Conseil national de transition fait office d'organe législatif et un premier ministre civil dirige l'action gouvernementale sous l'autorité du Chef de l'État militaire ✓ Le round 9 de l'enquête Afrobarometer évalue les perceptions des maliens sur différents aspects de la démocratie dans leur pays
Pertinence politique	Les résultats présentent les perceptions des maliens sur différents aspects de la démocratie dans leur pays. Les recommandations visent à orienter les futures politiques, recherche et pratiques en matière de démocratie et de gouvernance au pays
Revue de littérature	✓ Sougane, A., Tounkara M., Traore, S. M., Razafindrakoto, M. et Doubaud, F. (2015): Dynamique de la Gouvernance, la paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2015 : Une analyse à partir des modules GPS-SHaSA. [Consulté le 17 décembre 2023].
Méthodologie	La méthodologie est basée sur des analyses descriptives de données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer issues des entretiens face-à-face. Les entretiens sont réalisés dans la langue des répondants. La taille de l'échantillon est de 1200 adultes maliens et maliennes. L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2.5 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Le tirage des SE et des répondants se fait de façon aléatoire
Données utilisées	Données du Round 9 des enquêtes Afrobarometer réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1200 adultes maliens et maliennes
Principaux résultats	✓ Les maliens sont majoritairement plus favorables à la démocratie qu'à toute autre forme de gouvernement

	✓ Un peu plus de la moitié (51%) reconnaissent que le Mali est une démocratie, mais avec des problèmes majeurs ✓ Bien que la majorité des maliens estiment que leur pays est une démocratie, près de trois citoyens sur quatre (71%) affirment qu'il n'est pas du tout satisfait ou pas très satisfait du niveau de la démocratie dans leur pays ✓ Un peu plus de la moitié des maliens (52%) indiquent que le niveau de la démocratie a évolué positivement ou presque pas au cours des cinq dernières années ✓ La majorité des maliens est optimiste quant à l'avenir de la démocratie dans le pays. Près de sept maliens sur dix (67%) estiment que le niveau de la démocratie va évoluer positivement ou presque pas dans les cinq prochaines années ✓ Un peu plus de trois maliens sur cinq (63%) estiment qu'il n'existe pas d'offre de démocratie au Mali contre environ un peu moins de deux citoyens sur cinq (37%) qui pensent le contraire ✓ Près de neuf maliens sur dix (89%) expriment une demande de démocratie pour au moins une composante sur quatre
Recommandations	✓ Améliorer l'offre de démocratie et de justice, et les conditions de vie des citoyens ✓ Lutter contre la corruption persistante

1.7. Offres diverses d'études et de recherche

Pour diversifier ses sources de financement, GREAT a eu à postuler à plusieurs offres qui n'ont malheureusement pas été fructueuses. Il s'agit principalement de l'offre de la Direction de la coopération suisse sur l'élaboration des données de références et valeurs cibles du programme du BUCO 2022-2025 au Mali, de la réalisation d'une enquête de satisfaction dans le secteur minier, des services de garderie d'enfants pour les femmes du secteur informel, des perceptions des maliens sur la sécurité sociale et du recrutement d'un centre pour le bilan commun de pays pour la formulation du nouveau CF2025-2029 du Mali.

1.7.1. Elaboration de baseline du programme de coopération suisse 2022-2025

Partenaire	BUCO
Contexte	La Suisse, dans le cadre de la poursuite de son engagement au Mali, à la suite du programme pays 2018-2021, a développé un nouveau programme pays 2022-2025 ayant pour objectif de "soutenir un développement durable et équilibré basé sur une meilleure participation de la population malienne aux processus politiques et socioéconomiques lui permettant ainsi d'améliorer ses conditions de vie et de contribuer à la cohésion sociale et à la paix". Pour l'atteinte de ces objectifs, la Suisse à travers la Direction du développement et de la coopération (DDC) va concentrer ses efforts principalement dans trois domaines (avec chacun des indicateurs), (i) le développement humain dans lequel elle s'intéressera à la protection et l'accès aux services sociaux de base notamment l'éducation y compris en situation de crise, (ii) le développement économique local et durable pour un appui aux filières agro-sylvo-pastorales et à la formation professionnelle, (iii) la gouvernance et la promotion de la paix dans les régions de Sikasso, Mopti et Tombouctou
Objectifs	Etablir les données de référence (ou baseline) quantitatives et les valeurs cibles pour chacun des indicateurs du programme pays dans les zones d'intervention de la Suisse et au niveau national servant d'état des lieux (aussi bien quantitatif que qualitatif) du portefeuille de projets/programmes de la Suisse au Mali
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera non seulement à une revue documentaire mais aussi à une enquête aussi bien quantitative que qualitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'analyse et à l'élaboration des indicateurs de qualité des projet/programmes financés par la DDC au Mali.
Résultats attendus	Un rapport concis (maximum 50 pages) et les annexes

1.7.2. Enquête de satisfaction sur la performance du secteur minier au Mali

Partenaire	PGSM/ Banque mondiale
Contexte	Le Mali est un des plus riches pays d'Afrique de l'Ouest en ressources minières et connaît ces dernières années une croissance notable de la production aurifère avec une contribution significative à l'atteinte des objectifs de développement durable du gouvernement. Aussi, le secteur minier constitue-t-il un domaine prioritaire stratégique tel que formulé dans la déclaration de politique minière adoptée par le pays. Toutefois, un certain nombre de faiblesses et contraintes sont relevées par les opérateurs miniers et certains partenaires, surtout en ce qui concerne la gouvernance au regard des textes réglementaires et du dispositif institutionnel encadrant le secteur. Ces insuffisances sont de nature à limiter la croissance continue de l'industrie minière du pays en même temps qu'elles constituent déjà des motifs d'insatisfaction pour les compagnies minières et autres parties prenantes à l'exploitation judicieuse du potentiel minier du pays
Objectifs	L'objectif général de l'étude est double, (i) donner un aperçu global de la situation actuelle du secteur minier en ce qui concerne les performances enregistrées et les faiblesses relevées auprès des parties prenantes, le tout dans le contexte actuel d'adoption de nouvelles lois portant code minier et relativement au contenu local du secteur, (ii) rendre compte des actions réalisées et des projets de renforcement des capacités en faveur de l'industrie minière du Mali
Méthodologie	L'approche méthodologique comporte plusieurs phases dont ✓ La revue documentaire consistant en une collecte des données secondaires et des rapports d'études ✓ L'élaboration des outils d'enquête ✓ L'identification des acteurs cibles, départements ministériels, services techniques (mines, environnement, santé, finances, etc.) ✓ La collecte des données primaires sur le terrain à l'aide des outils de collecte et auprès des acteurs identifiés ✓ La synthèse des données secondaires et des rapports d'études et de recherche antérieures
Résultats attendus	✓ le Rapport de cadrage ✓ le Rapport de démarrage ✓ le Rapport provisoire

1.7.3. Services mobiles de garde d'enfants pour les femmes du secteur informel

Partenaire	CRDI et GRAAD
Contexte	✓ La crèche mobile est apparue dans les années 1990 comme alternative innovante aux services de garde d'enfants classiques, dans le but de permettre aux femmes du secteur informel d'accéder à des services de garde de qualité (Bonkoungou & Ouoba, 2020). Pourtant, elle est si mal connue qu'une bonne partie de la littérature actuelle situe son émergence dans les années 2015. Aujourd'hui, de plus en plus de recherches s'intéressent au sujet. Nonobstant les résultats prometteurs mis en évidence par la recherche, il faut reconnaître certaines lacunes et défis importants ✓ Les études existantes se sont concentrées sur les effets positifs globaux de la crèche mobile (Bossé et al. 2018 ; Tounao, F. M., Bakyono, L., & Da, E. B., 2019). Peu d'études ont examiné de manière approfondie l'hétérogénéité de ces effets entre les femmes de différents facteurs identitaires. Par ailleurs, la question de la viabilité financière de la crèche mobile, des sources de financement alternatives et des partenariats public-privé ou des modèles de tarification équitable reste entièrement posée (IFPRI, 2019 ; OCDE, 2020). Pour la durabilité, il est important de garantir que les initiatives de crèche mobile sont financièrement viables à long terme. Pourtant, les études actuelles ne fournissent pas suffisamment d'informations notamment sur les sources de financement et les modèles économiques durables

Objectifs	Evaluer, améliorer et promouvoir le modèle de crèche mobile afin de mieux répondre aux besoins des femmes travaillant dans le secteur informel, en identifiant les conditions essentielles de mise à l'échelle réussie, y compris le soutien institutionnel, les ressources financières et humaines, la coordination avec les parties prenantes, et les mécanismes de durabilité à long terme
Méthodologie	✓ Revue de littérature ✓ Collecte d'informations auprès des parties prenantes ✓ Finalisation de l'offre en collaboration GRAAD
Résultats attendus	✓ Connaissance du niveau d'adéquation du modèle actuel de crèche mobile aux besoins spécifiques des femmes travaillant dans le secteur informel, en termes de disponibilité, d'accessibilité, de flexibilité horaire, de qualité des services de garde d'enfants, etc. ✓ Connaissance des coûts et des avantages du modèle de crèche mobile par rapport à d'autres modèles de services de garde d'enfants, en analysant les coûts opérationnels, les économies réalisées par les femmes du secteur informel, les impacts sociaux et économiques pour la communauté, etc. ✓ Analyse des conditions essentielles pour mettre à l'échelle avec succès le modèle de crèche mobile, en examinant les aspects tels que le soutien institutionnel nécessaire

1.7.4. Enquête de perceptions de la sécurité sociale au Mali

Partenaire	INPS
Contexte	✓ Etablissement public à caractère administratif (EPA), l'Institut national de prévoyance sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 modifiée par la Loi n°96-004 du 26 janvier 1996, a pour mission de gérer les régimes de sécurité sociale en faveur des travailleurs salariés définis par le code du travail. Ces régimes sont les prestations familiales (PF), la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (ATMP), l'assurance vieillesse, l'invalidité et décès et la protection contre la maladie dans son volet prévention médicale maintenue après l'avènement de l'AMO. Ces régimes sont complétés par la gestion d'une action sanitaire et sociale et de l'assurance volontaire (AV) instituée par la Loi n°99-047 du 28 décembre 1999. Enfin, avec l'avènement de l'Assurance maladie obligatoire (AMO), instituée par la Loi n°09-015 du 26 Juin 2009, l'Institut s'est vu confié sa gestion par délégation. A ce titre, il procède à l'immatriculation des assurés, à l'encaissement des cotisations et aux règlements des factures des prestataires conventionnés ✓ Le régime de l'AV concerne l'ensemble des travailleurs non salariés du système économique du Mali, communément appelés travailleurs indépendants, du système formel et informel, qui se chiffrent à environ 4.000.000 de travailleurs selon les projections 2022 du recensement des populations du Mali de 2009, les chiffres de 2022 n'étant pas encore publiés. Les activités de ce régime ont démarré en 2005 avec l'enregistrement des premiers adhérents. En 17 ans d'activités, le régime compte environ de 35.000 adhérents, soit moins de 1% de la cible ✓ L'INPS se propose de recruter un cabinet en vue de procéder à une enquête auprès des populations en vue de comprendre leur faible engouement pour les produits de l'assurance sociale au Mali. Ce cabinet proposera également des recommandations en vue d'une meilleure adaptation des produits aux besoins des populations cibles
Objectifs	Evaluer le niveau de connaissance des populations des mesures de protection sociale mises à leurs dispositions et comment elles comptent y adhérer
Méthodologie	Pour atteindre les résultats de la présente étude, GREAT va utiliser la méthodologie CAP (connaissance, attitudes et pratiques). En effet, la méthodologie CAP permet d'évaluer à la fois 3 points, à savoir le niveau de connaissance complète, les attitudes motivant les comportements et les pratiques préventives et de prise en charge des populations cibles

Résultats attendus	✓ La mesure du niveau de connaissance des populations des régimes de sécurité sociale ✓ L'identification des attentes en matière de couverture sociale ✓ L'évaluation du niveau de connaissance des usagers à propos de l'INPS et de ses missions ✓ Des informations sur les différents produits de l'INPS ✓ L'évaluation du niveau de souscription aux services de l'INPS ✓ La formulation des recommandations venant des usagers et des populations
--------------------	--

1.7.5. Bilan commun de pays pour la formulation du nouveau CF2025-2029

Partenaire	PNUD
Contexte	✓ Le Plan-cadre de coopération des Nations-unies pour le développement durable (CF – Cooperation Framework) 2020-2024, qui décrit la réponse collective de l'équipe pays des Nations-unies pour soutenir les priorités du CREDD 2019-2023 arrive bientôt à terme, d'où la nécessité de préparer un nouveau Plan-cadre de coopération dans un contexte d'évolution rapide de la situation mondiale, régionale et nationale ainsi qu'au sein des Nations-unies nécessitant d'importants ajustements. Les changements intervenus au Mali, surtout depuis 2020, ont entraîné des ruptures institutionnelles et des réformes entreprises et à venir de la part du Gouvernement de transition notamment les conclusions et recommandations des Assises nationales de la refondation de l'Etat, le processus du nouveau CREDD et de la vision Mali 2063 ✓ La préparation du nouveau Plan-cadre commence avec le Bilan commun pays qui se veut un processus participatif et dynamique avec une mise à jour annuelle. Elle consiste en l'analyse approfondie des trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale), ainsi que des principales tendances et difficultés constatées en matière politique, conflit, des droits de l'homme, qui influent sur la réalisation de l'Agenda 2030. Le Bilan commun pays servira de base de partenariat efficace dans le cadre de la contribution du système des Nations-unies à l'atteinte des résultats du CREDD et de la vision à long terme du Mali ainsi que pour l'atteinte des cibles des ODD prioritaire du Mali
Objectifs	Selon les TDR, l'objectif général du Bilan commun pays est double, (i) examiner la situation actuelle du Mali et les progrès accomplis vers la réalisation de l'Agenda 2030 et du développement durable vis-à-vis de ses engagements, (ii) indiquer les domaines de changement en profondeur pour l'atteinte des résultats
Méthodologie	La mission sera conduite par un pool de consultants composé principalement d'un Consultant international, chef de mission et de trois consultants nationaux, recrutés par le SNU, chargés respectivement des volets "Economie et développement durable", "Capital Humain" et "Gouvernance, paix et sécurité". Les consultants (i) procéderont à la revue documentaire complétée, (ii) faciliteront et synthétiseront les consultations/discussions avec toutes les parties prenantes, (iii) organiseront, au besoin, des visites de terrain sur des sites géographiques pertinents, et (iv) proposeront une variété de techniques et d'outils d'analyse de données, d'intégration et de priorisation, notamment en matière d'ODD
Résultats attendus	✓ Faire le point sur les progrès du Mali vers la réalisation de l'Agenda 2030 et du développement durable ✓ Faire le point des principales priorités nationales et les principaux défis à relever par le Mali pour atteindre les objectifs de développement durable, et les efforts du pays pour contextualiser et localiser les objectifs de développement durable ✓ Identifier et analyser la situation de ceux qui sont laissés de côté ou risquent de l'être ainsi que des causes profondes de ces groupes et des obstacles juridiques qui les excluent, ainsi que des principaux problèmes liés aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes ✓ Examiner les risques multidimensionnels et des flux financiers ayant une incidence sur la performance des ODD ✓ Souligner les facteurs sous-régionaux et transfrontaliers ayant une incidence sur les progrès du Mali dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, ainsi que les

	synergies et les complémentarités avec les stratégies développées au niveau du Sahel (G5 Sahel, UNISS) et du fleuve Sénégal en mettant en évidence les opportunités existantes et les potentiels de développement ✓ Analyser les causes et facteurs sous-jacents influençant le statut du Mali sous l'angle politique, économique, exclusion sociale, environnement, gouvernance et institution ✓ Analyser l'impact des investissements géographiques du SNU dans le pays ✓ Identifier les défis majeurs, les gaps critiques et les partenariats potentiels pour soutenir la mise en œuvre des engagements
--	---

2. Enquêtes

L'année 2023 aura été une année particulièrement pauvre en matière d'enquêtes. La situation sociopolitique et le désengagement de certains partenaires financiers internationaux expliquent cet état de fait. Au total, on n'enregistre que deux enquêtes, à savoir l'enquête auprès des cadres dirigeants d'entreprises sur la compétitivité internationale (dans le cadre du rapport du Forum économique mondial) et celle sur la transparence budgétaire OBI (Open Budget Index).

2.1. Enquête auprès des entreprises pour le Forum économique mondial

Objet	Rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial 2022
Domaines d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures et tourisme ✓ Dynamisme et capacité du secteur privé ✓ Dynamisme et capacité du secteur public ✓ Environnement d'affaires ✓ Travail et emploi ✓ Ecosystème d'innovation ✓ Gestion des risques ✓ Politique industrielle
Partenaire	WEF (World Economic Forum)
Durée	2 mois
Période	mai – juin 2023
Echantillon	94 entreprises dans les régions de Sikasso, Koutiala, Ségou, Mopti et Bamako
Principales activités	✓ Impression des questionnaires ✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

2.2. OBI

Objet	Mesure de la transparence budgétaire : Construction d'indice de transparence
Domaines d'investigation	Processus budgétaire
Partenaire	IBP (International Budget Partnership)
Durée	18 mois
Période	Octobre 2022-Septembre 2023
Echantillon	Budget et documents budgétaires
Principales activités	✓ Recueil de documents auprès du Ministère de l'économie et des finances, de l'Assemblée nationale et de la section des comptes de la cour suprême ✓ Remplissage du questionnaire ✓ Dissémination des résultats auprès des décideurs, de la société civile et de la presse

3. Formation et renforcement des capacités

Il s'agit ici de formations que GREAT a dispensé et des renforcements de capacités que son personnel a reçu

3.1. Ateliers de formation

3.1.1. Analyse structurelle et MICMAC

Thème	Analyse structurelle et MICMAC
Modules de formation	Prospective et analyse structurelle ✓ Démarche prospective ✓ De l'analyse structurelle Phases et méthode MICMAC ✓ Constitution d'une équipe ✓ Délimitation du système ✓ Repérage des relations entre les variables ✓ Détermination des variables clés ✓ Explication des résultats obtenus Limites et avantages de l'analyse structurelle Quelques précautions d'usage Cas pratique de Mali 2063
Revue de littérature	✓ Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly, François Koné (2013), Conflits et gouvernance de la sécurité – Analyse des jeux d'acteurs au Mali ✓ Mehdi Braham, Oumaya Abbes, Maroua Trabelsi, Mehdi Dahmen, Rania Nouaari (), Intelligence artificielle – Diagnostic par système expert, Modèle d'analyse d'acteurs MACTOR ✓ Commissariat général du plan (2004), Les méthodes des scénarios, outil d'une démarche prospective, les dossiers d'ALEPH, n° 1, 28 janvier ✓ Michel Godet (2011), Méthodes de prospective et d'analyse stratégique 1 – Synthèse du cours PRS201, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ✓ IAAT (2005), Elaborer une stratégie prospective, Guide méthodologique du travail en commun ✓ Mohamed Larid (2010), Contribution méthodologique pour la connaissance du rôle des acteurs locaux dans la réalisation du projet de la réserve naturelle de Réghaia dans la zone côtière est de l'Algérois, Développement durable et territoires, vol. 1, n° 3, décembre
Auteur	Pr. Massa Coulibaly

3.1.2. Modélisation en équilibre général calculable

Les modèles jusqu'ici construits peuvent être scindés en 4 classes :

- ✓ les modèles macroéconométriques
- ✓ les modèles VAR (Vector Auto-Regression), du début des années 90 pour la prévision économique
- ✓ les modèles d'équilibre général calculables ou MEGC, l'étude du long terme et des chocs ou des mesures de politiques économiques structurelles e.g. introduction d'un nouvel impôt, libéralisation des échanges, etc.
- ✓ les modèles RBC (Real Business Cycles) ou modèles de cycles réels, pour l'analyse de l'effet des politiques conjoncturelles de stabilisation.

A la différence des modèles macroéconométriques dont les paramètres sont estimés par l'économétrie, l'estimation des MCEG se fait par calibrage i.e.:

- ✓ construire une base de données pour une année ou une décennie quelconque
- ✓ chercher à faire correspondre l'équilibre du marché avec cette base de données, et donc trouver tous les paramètres qui permettent cette correspondance
- ✓ utiliser le modèle estimé pour analyser les effets d'un changement dans la politique économique
- ✓ mesurer la sensibilité des résultats à la valeur des paramètres structurels choisis.

Thème	Initiation à élaboration d'un Modèle d'équilibre général calculable
Modules de formation	Modèle AUTA (une économie fermée, sans gouvernement) ✓ Matrice de comptabilité sociale AUTA ✓ Définition des ensembles ✓ Définition des variables et des paramètres ✓ Ecriture des équations ✓ Calibrage Modèle AUTETA (une économie fermée, avec gouvernement) Passage du modèle AUTA au modèle AUTETA ✓ Identification des données à ajouter pour passer de la MCS AUTA à la MCS AUTETA ✓ Identification des variables, paramètres et équations à ajouter à cet effet Modèle EXTER (une économie ouverte, avec gouvernement et reste du monde) Passage du modèle AUTETA au modèle EXTER ✓ Identification des données à ajouter pour passer de la MCS AUTETA à la MCS EXTER ✓ Identification des variables, paramètres et équations à ajouter à cet effet
Revue de littérature	✓ B. Decaluwé, A. Martens, L. Savard (2001), La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable", Presses de l'Université de Montréal, Collection Universités francophones, Montréal ✓ CERCAP, GREAT (2014), Elaboration d'un modèle d'équilibre général calculable dans le cadre de l'évaluation de l'impact des APE UE-ACP sur le secteur de l'agro-industrie au Mali, février ✓ GREAT (2011), Impacts de la crise mondiale sur l'économie du Mali, GREAT_Cahiers n°37, avril-juin ✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités.
Auteur	Massa COULIBALY

3.1.3. Initiation au logiciel GAMS

Il s'agira ici de l'initiation des apprenants du MEGC à mettre le modèle théorique en langage informatique à l'aide du logiciel GAMS. Tout comme le modèle théorique, on part du modèle le plus simple au plus complexe c'est-à-dire d'AUTA à EXTER en passant par AUTETA. Les travaux de programmation sur GAMS des trois modèles passent par les mêmes étapes, à savoir :

- ✓ la création d'un dossier qui abritera tous les fichiers dont le modèle aura besoin pour tourner
- ✓ la création d'un projet qui permet à GAMS de lire tous les fichiers secondaires liés au fichier principal

- ✓ la création du fichier principal sur GAMS et des sous-fichiers GAMS que le modélisateur créera selon le besoin de la même façon que le fichier principal. Les sous fichier sont parties intégrantes du modèle.

Thème	Initialisation à GAMS
Modules de formation	Programmation d'un modèle sur GAMS ✓ saisie des données ou calibration ✓ spécification du modèle ✓ résolution du modèle (identification et correction des erreurs) ✓ simulation, exportation des résultats
Revue de littérature	✓ M. Bah et M. Coulibaly (2007): Mali 2001 – Matrice de comptabilité sociale et modèle d'équilibre général calculable, GREAT Cahiers n° 21, Bamako, avril – juin. ✓ D. Boccanfuso, F. Cabral, F. Cissé, A. Diagne, L. Savard (2003): Pauvreté et distribution de revenus au Sénégal – Une approche par la modélisation en équilibre général calculable micro-simulé, Cahier de recherche / Working paper, 03-33, CIRPEE, août ✓ Bernard Décaluwé, André Martens, Luc Savard (2001): La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable, Les presses de l'Université de Montréal ✓ Savard L (2005) : Utilisation des MEGC dans l'analyse de la pauvreté et des inégalités. ✓ Alain Sand – Zantman (1994): Modèles d'équilibre général calculable et répartition des revenus dans les pays en voie de développement – Quelques éléments d'évaluation, Document Erudite n° 94-09, Erudite – Université Paris XII et CEDI – Université Paris XIII.
Auteur	Moussa COULIBALY

3.2. Renforcement de capacités

Au cours de l'année écoulée, les chercheurs de GREAT ont pu participer à des sessions de renforcement de capacités, surtout les outils et techniques de prospective, ce dans le cadre de l'élaboration de l'étude prospective Mali 2063 et sa stratégie nationale de développement. Il s'agit essentiellement de l'analyse morphologique et son logiciel et les techniques de construction de scénarios à long terme ainsi que d'une vision prospective.

3.2.1. Analyse morphologique et son logiciel MORPHOL

Thème	Analyse morphologique
Modules de formation	✓ Introduction ✓ Morphol, une nouvelle version ✓ La méthode Morphol de construction des scénarios ✓ Utilisation du logiciel
Lieu	GREAT
Période	Novembre 2023
Durée	1 mois
Organisateur	GREAT
Formateur	Pr. Massa Coulibaly
Supports	✓ Powerpoint ✓ Documentation ✓ Installation du logiciel
Participants	3 personnes
Certification	RAS

3.2.2. Construction de scénarios de long terme et de vision prospective

Thème	Elaboration de scénarios et vision prospective
Modules de formation	✓ Identification des variables ✓ Classification des variables ✓ Délimitation des domaines ✓ Construction des scénarios thématiques ✓ Construction des scénarios globaux ✓ Elaboration de la vision prospective
Lieu	GREAT
Période	Décembre 2023
Durée	1 mois
Organisateur	GREAT
Formateur	Pr. Massa Coulibaly
Supports	✓ Powerpoint ✓ Documentation ✓ Utilisation d'Excel
Participants	3 personnes
Certification	RAS

4. Communication et information

Le chapitre Communication et information est structuré autour de 4 points, la dissémination faisant le point de la diffusion des études et recherche menées au cours de l'année, les séminaires et conférences abordant la participation des chercheurs à des ateliers, les ateliers de validation scientifique et enfin le Great_Café.

4.1. Dissémination

En 2023, GREAT a pu organiser 2 ateliers de dissémination des résultats de l'enquête Afrobarometer sur les perceptions des maliens sur le changement climatique et les problèmes de développement, ODD prioritaires, les performances du gouvernement et les perceptions des maliens sur les changements climatiques.

4.1.1. Dissémination 2 des résultats d'enquêtes Afrobarometer

Thème	Perceptions des maliens sur le changement climatique
Public cible	✓ médias ✓ organes de l'Etat ✓ Organisation de la société civile ✓ universitaires ✓ collectivités
Date	27 janvier 2023
Lieu	Bamako au siège de GREAT
Animateur	Moussa Coulibaly chercheur GREAT
Compte rendu	✓ 36 participants dont une dizaine en ligne sur ZOOM en plus des membres du personnel de GREAT. En plus des participants en présentiel et sur ZOOM, un très grand nombre de suivi a été noté au niveau des réseaux sociaux à travers deux comptes directs sur Facebook ✓ Aussi, il est important de noter la présence de la Direction nationale de l'Agriculture (DNA), de L'Agence de l'environnement et de développement durable (AEDD), de la Cellule technique/ Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT/CSLP) par son Coordinateur et l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD-LCP). Il faudra également noter que la DNA et l'AEDD sont deux institutions au cœur des changements climatiques au Mali ✓ En marge de l'exposé fait par les chercheurs de GREAT, la présentation (PowerPoint) et le communiqué de presse ont été remis aux participants en présentiel y compris les journalistes en version papier dans la salle. Aussi, le fichier électronique desdits documents a été envoyé aux journalistes.

4.1.2. Dissémination 3 des résultats d'enquêtes Afrobarometer

Thème	Problème de développement, ODD prioritaires, performances du Gouvernement et Perceptions des maliens sur les changements climatiques
Public cible	✓ médias ✓ organes de l'Etat ✓ Organisation de la société civile ✓ PTF ✓ organismes internationaux
Date	3 février 2023
Lieu	Bamako au siège de la Cellule technique de Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CT/CSLP) à ACI 2000
Animateur	Massa Coulibaly Directeur Exécutif de GREAT
Compte rendu	✓ 60 participants dont une dizaine de journalistes en plus des membres du personnel de GREAT. En plus des participants en présentiel, un très grand suivi en direct a été noté au niveau des réseaux sociaux à travers un compte direct sur Facebook : Mali koura WebTV

	✓ Aussi, il est important de noter la présence de la BAD, UNICEF, AFRISTAT, RCO (Bureau du Coordinateur du Système des Nations-unies au Mali), FONGIM (Forum des ONG internationales au Mali), CNPM (Conseil national du patronat du Mali) et la Banque mondiale (BM). Il faut également noter que deux des trois représentants de la BM étaient des missionnaires venus au Mali. Ils ont tous montré leur intérêt pour le sujet et n'ont ménagé aucun effort pour déclarer que les résultats collent avec leurs prérogatives. Aussi, le représentant du système des Nations-unies avoue qu'ils sont réconfortés par les résultats présentés car, ils vont dans la même direction que ceux que eux ils font. La Direction nationale de l'agriculture (DNA), l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD-LCP) étaient tous également représentés. ✓ En marge de l'exposé fait par les chercheurs de GREAT, la présentation (PowerPoint) et le communiqué de presse ont été remis aux participants y compris les journalistes en version papier dans la salle. Aussi, le fichier électronique desdits documents a été envoyé aux journalistes.
--	--

4.2. Séminaires et conférences

4.2.1. Atelier de construction des scénarios, de la vision et des orientations stratégiques

Thème	Construction des scénarios, de la formulation de la vision et des orientations stratégiques du processus d'élaboration de la Vision Mali 2063
Public cible	Administration publique, Centres de recherche et Universités
Date	27 novembre au 01 décembre 2023
Lieu	Hôtel DONI BLON à Ségou
Animateurs	M. Mahamadou Zibo MAIGA, Coordonnateur CT/CSLP Mme SIDIBE Kadidiatou SIDIBE, Directrice CPS/Secteur AETTFPSI M. Mamadou SOGODOGO, Directeur adjoint DCM, Intérim du Directeur
Compte rendu	✓ Incorporer l'aspect sécuritaire dans la vision ✓ Mise en place d'un Comité restreint pour finaliser l'élaboration de la Vision et son phasage avant sa soumission au Comité technique pour validation ✓ Veiller à l'uniformisation des styles de rédaction des objectifs spécifiques et des programmes d'actions ✓ Faire un séminaire gouvernemental pour faire une synergie d'actions de programmes

4.2.2. Atelier de finalisation de la formulation de la vision et détermination des cibles

Thème	Finalisation de la construction des scénarios, de la formulation de la vision et des orientations stratégiques
Public cible	Administration publique, Centres de recherche et Universités
Date	12 – 14 décembre 2023
Lieu	Salle de réunion de la CT/CSLP
Animateurs	M. Mohamed Diallo, consultant
Compte rendu	✓ les scénarios sont finalisés ✓ les visions sont formulées ✓ les orientations stratégiques sont dégagées

4.2.3. Atelier de cadrage méthodologique

Thème	Cadrage méthodologique du Diagnostic stratégique et évaluation du CREDD 2019-2023
Public cible	Les membres du gouvernement Les Institutions de la République Les structures de l'administration Les Collectivités territoriales La Société civile

	Le Secteur privé et les PTF
Date	25-26 juillet 2023
Lieu	CICB
Animateurs	Pr. Massa Coulibaly
Compte rendu	Ce qui a été fait ✓ Révision du Rapport diagnostic de 2018 produit à l'occasion de l'élaboration du CREDD 2019-2023 ✓ Collecte de données récentes lors des rencontres avec les départements ministériels ✓ Elaboration de notes théoriques ✓ Production du nouveau Rapport diagnostic incorporant les données actualisées et des résumés de notes théoriques Ce qui est en cours ✓ Préparation des maquettes de traitement des bases de données ✓ Incorporation de quelques narratifs saillants des départements ministériels dans le Rapport diagnostic ✓ Analyse structurelle Ce qui reste à faire ✓ Traitement des bases de données ✓ Incorporation des résultats de traitements dans le Rapport diagnostic ✓ Cartographie du diagnostic avec IGM ✓ Soumission du Rapport diagnostic au Comité technique pour validation

4.2.4. Lancement officiel du processus d'élaboration de la vision Mali 2063

Thème	Lancement officiel des travaux du processus d'élaboration de la vision Mali 2063 et de la stratégie nationale de développement à moyen terme au Mali
Public cible	Les membres du gouvernement Les Institutions de la République Les structures de l'administration Les Collectivités territoriales La Société civile Le Secteur privé et les PTF
Date	21 décembre 2023
Lieu	CICB
Animateurs	Monsieur le ministre Alousseni Sanou M. Mahamadou Zibo Maïga Président du CNPM Président du CNSC Chef de file des PTF
Compte rendu	✓ Présentation du processus d'élaboration de la vision Mali 2063 ✓ Intervention du président CNPM ✓ Intervention du président du CNSC ✓ Intervention du chef de file des PTF

4.2.5. Atelier d'élaboration de la MCS 2019 à Bamako

Thème	Elaboration de la MCS 2019
Public cible	INSTAT BCEAO DNTCP DGB GREAT USSGB/ FSEG DGI
Date	27-31 mars 2023
Lieu	Bamako, maison du Hadj
Animateurs	Koladi A OKOUDJON, Commission UEMOA Serge Jean EDI, AFRISTAT
Compte rendu	✓ Construction de la Macro MCS

	✓ Construction de la Micro MCS
	✓ Elaboration de la maquette de désagrégation de la MCS

4.2.6. Atelier de retraite finalisation de la MCS 2019 à Koulikoro

Thème	Finalisation de la MCS 2019
Public cible	INSTAT BCEAO DNTCP DGB GREAT USSGB/ FSEG DGI
Date	12-17 juin 2023
Lieu	Koulikoro, Centre Marie Déléze
Animateurs	Koladi A OKOUDJON, Commission UEMOA Serge Jean EDI, AFRISTAT
Compte rendu	✓ Elaboration des sous-matrices de la MCS 2019 désagrégée ✓ Remplissage de la maquette de la MCS 2019 désagrégée à partir des sous-matrices ✓ Finalisation de la MCS 2019 désagrégée

4.2.7. Forum CEM d'échanges et de dialogue avec les chercheurs locaux

Thème	Analyse financière des comptes de gestion des collectivités territoriales
Public cible	• CT-CSLP • MEF • INSTAT • DNPDP • DGB • DNTCP • DGDP • CARFIP • Ministère de l'éducation nationale (MEN) • Ministère de la santé et du développement social (MSDS) • Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle • Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille • Ministère de l'industrie et du commerce (MIC) • Ministère de l'urbanisme et de l'habitat • Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation • Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable • Direction nationale de la fonction publique des Collectivités territoriales • Direction nationale de la planification du développement (Division de la planification régionale et locale) • Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales • Haut conseil des collectivités du Mali • Direction nationale de l'aménagement du territoire • Association des Collectivités région du Mali • Association des Collectivités cercle du Mali • Association des municipalités du Mali • Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable • Agence de l'environnement et du développement durable • CADD-MEF • DGCT
Date	26-27 septembre 2023
Lieu	Bamako, Radisson Collection
Animateurs	M. Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	Conclusions ✓ Très faible niveau de collecte de la fiscalité locale surtout de l'impôt sur les personnes (TDRL) que l'on gagnerait à réformer

	✓ Très peu d'initiatives de renforcement de la mobilisation des recettes fiscales ✓ Des exonérations qui diminuent les recettes de certaines collectivités (Bougouni et ailleurs) ✓ Peu ou pas de marges pour asseoir les dépenses sur des prêts ✓ Faible taux d'investissement, en moyenne 1 180 fcfa par personne pour les communes, en 2020 ✓ Non spécification des destinations des dépenses d'investissement telles que construction d'écoles, rénovation de centres de santé, etc. Recommandations ✓ renforcer les capacités d'administration fiscale des collectivités (recrutement et formation d'agents fiscaux) ✓ Prendre des initiatives pour mobiliser le potentiel fiscal ✓ Lier les projets publics d'investissement à l'impératif de développement local (filiales porteuses et chaînes de valeur structurantes) ✓ Promouvoir le partenariat public-privé dans la réalisation des infrastructures sociales de base et dans les infrastructures productives
--	---

4.2.8. Formation des membres du CPM sur le MME-DNPD rénové

Thème	Formation des membres du CPM sur le MME-DNPD rénové
Public cible	Ministère de l'économie et des finances Ministère de l'agriculture DNPD INSTAT DNTCP DGB DGDP DGD DGI CPS/SDR CPS/SETC CPS/SICAETIP CPS/SME CPS/SJ CPS/SEEUDE CPS/SCJ CPS/SSDSPF CPS/SE CPS/SATFPSI CPS/SCII CT/CSLP ODHD BCEAO CERCAP FSEG GREAT
Date	25 octobre au 03 novembre 2023
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNPD
Animateurs	Biaka Tedang Djoret Issiaka Niangao
Compte rendu	✓ Mot de bienvenue du président du CPM et ouverture de la session de formation ✓ Présentation et adoption du planning des travaux ✓ Etat des lieux des données disponibles et celles à collecter ✓ Cette mise au point des données s'est soldée par une requête auprès du trésor pour la mise à disposition des données actualisées du TOFE ✓ Sinon pratiquement toutes les autres données indispensables au MME étaient disponibles ✓ Mise à jour du modèle avec les données de 2022 ✓ Formulation des hypothèses d'environnement et d'évolution de l'année 2023

	✓ Saisie des hypothèses de projection ✓ Analyses tendanciennes (TRE, les indicateurs du secteur réel, les indicateurs des finances publiques, les indicateurs du secteur extérieur) ✓ Analyse et finalisation du scénario central ✓ Validation technique des résultats de simulation ✓ Simulation de choc alternatif ✓ Rédaction de note de cadrage
--	--

4.2.9. Atelier de cadrage du premier semestre du CPM

Thème	Cadrage du premier semestre du CPM
Public cible	Ministère de l'économie et des finances Ministère de l'agriculture DNPDP INSTAT DNTCP DGB DGDP DGD DGI CPS/SDR CPS/SETC CPS/SICAEP CPS/SME CPS/SJ CPS/SEEUDE CPS/SCJ CPS/SSDSPF CPS/SE CPS/SATFPSI CPS/SCII CT/CSLP ODHD BCEAO CERCAP FSEG GREAT
Date	12-14 janvier 2023
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNPDP
Animateurs	Zoumana Sangaré Hatiga Diakité
Compte rendu	✓ Mot de bienvenue du secrétaire permanent du CPM, M. Bamoussa KONE, Directeur national du développement et de la planification ✓ Saisie des données des sectoriels dans le modèle ✓ Faire des hypothèses tout en ajustant manuellement les formules afin de trouver la croissance souhaitée ✓ En divers, il a été demandé aux sectoriels de fournir les données à temps au comité ✓ Il a également été demandé au CPM de bien préciser ses besoins en données pour permettre aux sectoriels de s'exécuter dans les délais

4.2.10. Compte rendu de la 41^{ème} réunion statutaire du CPM

Thème	Compte rendu de la 41 ^{ème} réunion statutaire du CPM
Public cible	Ministère de l'économie et des finances Ministère de l'agriculture DNPDP INSTAT DNTCP DGB

	DGDP DGD DGI CPS/SDR CPS/SETC CPS/SICAETIP CPS/SME CPS/SJ CPS/SEEUDE CPS/SCJ CPS/SSDSPF CPS/SE CPS/SATFPSI CPS/SCII CT/CSLP ODHD BCEAO CERCAP FSEG GREAT
Date	17 août 2023
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNP
Animateurs	M. Zoumana Sangaré Mme Hatiga Diakité
Compte rendu	✓ Il y avait deux points à l'ordre du jour (i) Compte rendu de la 39 ^{ème} réunion statutaire du CPM. Après quelques observations immédiatement prises en compte, le compte rendu fut validé. (ii) Validation du rapport sur la situation économique et financière 2022 et les perspectives 2023. Tout comme le compte rendu, après les discussions le rapport fut validé ✓ En divers, il a été demandé aux sectoriels de fournir les données à temps au comité. Il a également été demandé au CPM de bien préciser ses besoins en données pour permettre aux sectoriels de s'exécuter dans les délais

4.2.11. Compte rendu de la 42^{ème} réunion statutaire du CPM

Thème	Compte rendu de la 42 ^{ème} réunion statutaire du CPM
Public cible	Ministère de l'économie et des finances Ministère de l'agriculture DNP INSTAT DNTCP DGB DGDP DGD DGI CPS/SDR CPS/SETC CPS/SICAETIP CPS/SME CPS/SJ CPS/SEEUDE CPS/SCJ CPS/SSDSPF CPS/SE CPS/SATFPSI CPS/SCII CT/CSLP ODHD BCEAO CERCAP

	FSEG GREAT
Date	27 et 28 décembre 2023
Lieu	Bamako, Salle de formation de la DNP
Animateurs	M. Zoumana Sangaré Mme Hatiga Diakité
Compte rendu	✓ Le comité, après quelques observations corrigées immédiatement a validé le compte rendu de la 41ème réunion statutaire dudit comité. ✓ Ensuite, les discussions sur la note de cadrage du second semestre de 2023 qui avait à son actif 5 points : • L'évolution récente de la situation économique et financière • L'environnement international et régional récent • Les perspectives macroéconomiques de l'année en cours • Les résultats du cadrage macroéconomique • Les risques macroéconomiques ✓ Au terme des échanges, la note fut validée ✓ Un projet de programme pluriannuel 2024-2026 du CPM élaboré par la DNP a été présenté au CPM. Après les amendements, ledit programme fut validé ✓ En divers, il a été demandé aux sectoriels de fournir les données à temps au comité. Il a également été demandé au CPM de bien préciser ses besoins en données pour permettre aux sectoriels de s'exécuter dans les délais

4.2.12. Atelier de validation du rapport provisoire ODHD/LCP

Thème	Validation du rapport provisoire de l'étude portant sur le thème : Contribution des programmes de filets sociaux au renforcement des capacités de résilience des populations pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
Public cible	Les membres du Comité scientifique élargie de l'Observatoire du développement humain durable et de la Lutte contre la pauvreté : MSDS ODHD/LCP DNP DNDS CNRST IER/ECOFIL DNP INSTAT DNPSES DGB CT-CSLP IERGG – Maison des Aînés AFRISTAT CERCAP ISH Universités INSP Les CPS CNPM BM PNUD INICEF DNP INPS SAP OMA ANAM DPM CSA OPAM

	PAM CNCS DNPEF DGPC FAO CWG Mairie de la CIII et CIV et la Mairie du District de Bamako DRDSES DRA DRPIA DRSV DRP CMSS PJ OMS CNOP CCN ONG ECHO CICR
Date	23 juin 2023
Lieu	Bamako, Salle conférence de l'ODHD/LCP
Animateurs	M. Hamidou BAGAYOKO
Compte rendu	La présentation a porté essentiellement sur la prise en compte des observations faites lors de la réunion sur l'examen technique du rapport provisoire qui s'est tenue le 16 mai 2023. Des améliorations substantielles ont été faites et des réponses ont été apportées dont les plus notables : ✓ Le nombre de recommandations qui passe de 7 à 12 ✓ Etablissement de lien entre le CREDD et les programmes de filets sociaux ✓ Circonscrire la période de référence de l'étude ✓ Faire une étude comparative des effets du CASH et CASH + ✓ Désagrégation des données par sexe et tranche d'âge pour mieux ressortir l'impact des filets sociaux

4.2.13. Atelier d'examen du rapport provisoire du RNDH 2023 ODHD/LCP

Thème	Examen technique du rapport provisoire du RNDH 2023 portant sur le thème : Impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages dans un contexte de crise multidimensionnelle au Mali y compris les guides d'entretien
Public cible	Les membres du Comité scientifique élargi de l'Observatoire du développement humain durable et de la Lutte contre la pauvreté : MSDS ODHD/LCP DNPD DNDS CNRST IER/ECOFIL DNP INSTAT DNPSES DGB CT-CSLP IERGG – Maison des Aînés AFRISTAT CERCAP ISH Universités INSP CPS CNPM BM

	PNUD INICEF DNPf INPS SAP OMA ANAM DPM CSA OPAM PAM CNCS DNPEF DGPC FAO CWG Mairie des communes III et IV et Mairie du District de Bamako DRDSES DRA DRPIA DRSV DRP CMSS PJ OMS CNOP CCN ONG ECHO CICR
Date	6 juillet 2023
Lieu	Bamako, Salle conférence de l'ODHD/LCP
Animateurs	Sékouba Diarra, Consultant
Compte rendu	La présentation a porté essentiellement sur : ✓ Le contexte de l'étude décrit selon les TDR ✓ Les objectifs (général et spécifiques). D'une manière générale, il s'agit de faire une évaluation de la hausse des prix sur les ménages en termes de diminution du pouvoir d'achat et de détérioration des conditions de vie suite à la crise multidimensionnelle que le pays subit depuis 2012, en lien avec la lutte contre la pauvreté, les inégalités et le développement humain durable ✓ La méthodologie qui combine une approche mixte en utilisant à la fois les outils de collecte de données quantitatives et qualitatives (KII, Focus-group) Les principaux résultats entre autres : ✓ Analyse de l'évolution de l'inflation depuis 2011 dont le pic est en 2022 (9,7%) ✓ Baisse du pouvoir d'achat des ménages due à la diminution du revenu réel (-10,8% en 2022) ✓ Analyse des mesures politiques prises par le Gouvernement pour approvisionner le pays en produits de première nécessité ✓ Les recommandations au nombre de treize (13) dont sept (7) adressées au Gouvernement, deux (2) à la BCEAO et quatre (4) aux PTF Les discussions ont porté sur : ✓ Adapter le contenu au titre de l'étude ✓ Corriger les incorrections et omissions ✓ Harmoniser l'écriture des chiffres des tableaux ✓ Réactualiser certaines données chiffrées ✓ Faire ressortir les résultats issus des enquêtes qualitatives ✓ Quantifier les avis des informateurs clés et du focus-group ✓ Revoir certaines recommandations

4.2.14. Présentation du modèle macro-climatique aux membre du CPM

Thème	Présentation du modèle macro-climatique
Public cible	Membres du Comité de prévision et de modélisation (CPM) DNPD INSTAT DNTCP DGB DGD DGI CPS/SDR CPS/SICAIEPI CPS/SME CT/CSLP CERCAP GREAT
Date	05 - 06 décembre 2023
Lieu	Bamako, Salle de réunion de la Banque mondiale
Animateurs	Banque mondiale Mali
Compte rendu	✓ Dans un premier temps, la présentation a porté sur les scénarios climatiques, les canaux de transmission, l'intégration climatique dans le modèle macroéconomique. Cette opération s'est déroulée en trois étapes : (i) En faisant une description des scénarios climatique (ii) En identifiant les Canaux d'impacts des chocs climatiques sur l'économie (iii) En faisant la Vue d'ensemble du modèle climatique (CC-MFMOD). ✓ Dans un deuxième temps, les mesures d'adaptations, les éléments additionnels pour extension et amélioration du CC-MFMOD furent abordés en deux phases (i) Modélisation des interventions d'adoptions (coûts et bénéfices) (ii) Amélioration du modèle par les canaux de transmissions additionnels et nouvelles données

4.2.15. Atelier de planification du Round 10 Afrobarometer

Thème	Planification du Round 10
Public cible	Tous les partenaires nationaux d'Afrobarometer et le CE
Date	15 – 19 mai 2023
Lieu	Ghana (Ada)
Animateurs	Joeseeph Asunka Prof. Gyimah Boadi Prof. Michalel Bratton Robert Mattes Carolyn Logan Toute l'équipe du Comité exécutif
Compte rendu	✓ Compte rendu du round 9 ✓ Etat des financements du Rounds 10 ✓ Planification des enquêtes du Round 10 ✓ Félicitations des partenaires nationaux (remise des trophées) ✓ Facilitation des décaissements pour les collectes de données ✓ Doléances des partenaires nationaux ✓ Divers

4.3. Ateliers de validation scientifique

4.3.1. Analyse de la collecte des données science, technologie et innovation

Auteurs	Institut national de la statistique (INSTAT)
Participants	✓ Institutions étatiques de recherche ; ✓ Représentant de d'enseignement supérieur ; ✓ Institutions sans but lucratif ; ✓ Représentant de la SCB ✓ Personnes ressources

Date	25 au 26 août 2023
Lieu	Bamako
Présentateurs	Monsieur Modibo TRAORE, Chef de Département en charge de l'enquête STI à l'INSTAT
Compte rendu	Prévu début septembre.

4.4. Café

Le "Café" est un concept créé par GREAT pour échanger sur les grandes préoccupations nationales aussi bien par son personnel que par des experts externes. Comme à l'accoutumée, GREAT a fait recours à un professeur émérite pour animer un Café sur les Valeurs et principes de la citoyenneté malienne.

Thème	Valeurs et principes de la citoyenneté malienne
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs ✓ Des universitaires
Date	12 décembre 2023
Lieu	Bamako
Présentateurs	Pr. Ibrahim Iba N'Diaye
Compte rendu	Selon le présentateur, il est essentiel surtout en ce moment de sortie de crise que les compétences maliennes se connaissent de plus en plus face au réseautage qu'on se donne la voie, que le monde entier se rende compte que tout ce qui vient d'ailleurs doit être un appoint parce que dans le contexte des nations chacun puisse se positionner par rapport à ses intérêts mais aussi par rapport à ses valeurs. Il s'agit de revaloriser les savoirs endogènes. Le présentateur dit avoir suivi 3 écoles, (i) traditionnelle, (ii) religieuse et pas seulement coranique, (iii) moderne. Il se définit comme étant karamoko ou enseignant-chercheur avec une préférence pour enseignement qui est karamoko depuis une quinzaine d'années et cherche à valider ce qui lui a été enseigné pour le moderniser et le sortir ainsi de l'ombre. Au Mali, la tradition exige que le savoir endogène se modernise tous les 7 ans à travers 4 exercices : - ce qu'il y a de bon chez nous et qu'il faut conserver - ce qui est obsolète et qu'il faut abandonner - ce qui vient de bon d'ailleurs et qu'il faut adopter - ce qu'il y a de destructeur qui vient d'ailleurs et qu'il faut éviter La province de Do accueille cet événement tous les 7 ans, la dernière édition tait en 2021. Il a demandé les mains libres pour compiler tout ce savoir avec des projets de livres (15 millions réclamés par l'éditeur malien). Elle est spécialisée sur les questions de savoir, de recherche, d'éducation et d'instruction de Kourou kan Fuga. Tous les 7 ans, ils se retrouvent dans un de ces villages pour adapter et réajuster chaque fois le contenu des enseignements, de rendre la tradition beaucoup plus dynamique. Le Ministère de la refondation de l'État a mis en place un Comité de pilotage avec pour mission l'élaboration du Programme national d'éducation aux valeurs (PNEV) ministère où le présentateur fut chargé de mission du temps du ministre Mohamed Coulibaly, remplacé par Ikassa Maïga, tous les deux aujourd'hui appelés comme personnes-ressources. Le programme d'éducatons aux valeurs détermine les racines de l'identité et de la nation malienne. Il nous faut un ancrage en nous-mêmes et les enjeux sont tels que notre Etat moderne ne peut pas tenir le coup et si l'Etat moderne ne peut pas tenir le coup, qu'est ce qui tient le coup, qu'est ce qui a pu tenir le coup c'est l'Etat ancien surtout des royaumes et des empires malheureusement beaucoup de gens ne s'intéressent pas à ça, on considère souvent que ça a disparu, ça n'existe pas alors qu'il suffit de faire un peu attention pour comprendre que c'est ça le pays réel. Ce sont ces enjeux au plan institutionnel, au plan politique et au plan éducationnel qui lui passionne. Il fallait faire la guerre pour récupérer Kidal et notre prochain Kidal est le système éducatif et l'éducation doit être en adéquation avec qui nous sommes.

Do-kayidara où Do est une rivière vers Ségou (Tamani – Bouadiè) regroupant 12 villages historiques auxquels se sont greffés de nouveaux villages. C'est cette portion de terre après 10 ans de guerre civile (1225-1235,) très atroce que les gens ont décidé d'arrêter de se traiter en animal (esclavage, violences). Deux grandes alliances ont géré le processus, il s'agit de Soumba N'Golo (Soumangourou) et Sogolo. Le but étant d'arrêter de se traiter en animal, mais aussi de libérer la terre du Manding. et ce cycle de 10 ans de crise surviendra 777 ans plus tard (en 1212), puis 555 ans plus tard (en 1267) et enfin 333 ans plus tard (en 1900).

Soundjata était en exil forcé de son demi-frère (même père mais pas même mère) Dankara Touma, confié aux alliés soninkés qui l'ont envoyé chez les maures avec sa petite sœur, puis chez les khassonké jusqu'à Mema dans une province dirigée par le soninké Mema Fran où Soundjata va faire ses armes (1000 cavaliers) pour constituer une armée soninké puis de toutes les ethnies pour aller reconquérir le Manding. Comme Soumangourou était trop puissant, les femmes ont inventé une chanson, "Toubalakono" pour annoncer la guerre.

Soundjata a fait 4 batailles sans gagner dont la première était à Tabou. Finalement, il s'est rendu compte que ce n'est pas le nombre de guerriers mais la stratégie, d'où "tiè ni muso, demisè ni makoro" qui ont tous une place dans la nation malienne.

Pourquoi tiè ? Après la 4^{ème} défaite, les gens se sont rendu compte que Soumangourou est aguerri, il faut du renseignement pour connaître sa faiblesse. Soumangourou devenu arrogant a enfermé son neveu dans son palais pour épouser sa femme. Ainsi, Fakoli (neveu de Soumangourou) fuit vers Soundjata et donne des renseignements pour lutter contre son oncle.

Pourquoi muso ? Nana Trouba officier de l'armée et demi sœur de Soundjata, n'était pas d'accord avec l'exil de Soundjata. Elle confiera que Soumangourou, lavé à 21 canaris (3*7, 7 canaris de chacune des 3 femmes de son père qui accouchèrent en même temps avec un seul enfant survivant, Soumangourou), invulnérable à 7 objets, sauf ergot de coq blanc.

Pourquoi demisè ? Soundjata qui n'avait pas encore 30 ans quand il était chef de guerre. Il pense qu'ils devaient pouvoir détruire la ligne d'approvisionnement de Soumangourou.

Pourquoi makoro ? Kamadjan Camara de Siby était le plus âgé des rois du Mandé et Siby était le seul village de Mandé que Sosso n'a jamais pu vaincre. Ce Kamadjan dit qu'il a trois secrets, à savoir le secret de mogoya, le secret de mogosebeya et le secret de mogosebe den ya. Il a expliqué à Soundjata comment faire la bataille avec ces trois secrets et ce qui a conduit à la victoire de la bataille de Kirina, où Fakoli a sauvé Soumangourou de Niana Koulou, lui a créé un nouveau village au Sosso en lui donnant une nouvelle identité où il laissera plein de manuscrits.

Après la victoire de Soundjata, il est intronisé et désormais désigné Kéita sinon il est Konaté puis la nouvelle constitution "ben kan".

A Kurugan Fuga, Djata va tracer un cercle pour rappeler l'union depuis le Ouagadou, juré en se tailladant la main pour verser son sang et que tout le monde va faire autant avec le serment d'union et de solidarité. Le lendemain, l'hippopotame accouche au même endroit en y versant son sang placentaire, dès lors tout le monde jure de ne pas trahir le Mali qui devient le nom de l'empire ainsi né. Mali est seul avec Mali den et non Mali ka, comme toutes les autres tribus ou provinces comme Ségou ka, Siby ka, etc.

Ainsi en 1235-1236, un an de compte rendu des participants à l'Assemblée à leurs contrées respectives suivi de remise de conclusions. 10 points essentiels du traité du Mali ont été tirés en 1236 dont :

- 5 valeurs cardinales dont on fait la promotion et enseigne, (i) mogoya (humanité – tout le monde est humain), (ii) mogosèbèya (noblesse), (iii) mogosèbèdenya (honneur), (iv) yoronya (dignité), (v) sènèkunya (tolérance)
- 5 principes clés inviolables et incompatibles, (i) a té tila (division), (ii) a té féré (trahison), (iii) (a té tonomada (gage), (iv) a té di (donation), (v) a té dun (abus de biens sociaux).

A partir de ces points, il est sorti 44 codes qui ont été la charte de Kouroukan Fuga. Youssouf Tata Cissé était porteur du dossier de Kurugan fuga à l'UNESCO avec des réserves de l'animateur.

Comment pratiquer ces dix points pour être un bon Mali den ? Il y a 5 choses à savoir et qui peuvent être enseignées qui sont des principes opératoires, (i) ka yé i yèla ou yéko (des yeux ou de l'esprit), (ii) ka don ou donko (savoir), (iii) ka fo ou foko (se confier à quelqu'un d'autre), (iv) ka kè ou kèko (acte), (v) a ka yan (le bon) car Dieu ne peut pas faire du mal.

	Questions des participants ✓ Comment valoriser tout ça au niveau de l'enseignement depuis le primaire comme avec l'histoire ✓ Comment la jonction a-t-elle été faite entre islam et bambara en Do-kayidara ✓ Soundjata était-il premier ministre ou chef de guerre de Kamadjan ✓ Soumangourou a dicté des principes de guerre, comment y revenir ✓ Est-ce que le tombeau de Soumangourou est à Dougouba sur la route de Markala où il est demandé aux Kéïta de fermer les yeux lorsqu'ils passent par là-bas ✓ Comment davantage valoriser les légitimités traditionnelles ✓ Organisation événementielle en faveur des détenteurs de savoir endogène ✓ Ne peut-on pas conjurer les ancêtres voire Dieu pour surseoir aux châtiments futurs du Mali en 2567 et 2900
Questions / réponses	Quelques éléments de réponses ✓ Il faut reformater les tout jeunes pour la construction citoyenne ✓ Trouvons des solutions à nos problèmes or les intellectuels fuient le débat, les cadres maliens sont des traîtres, incapables de dénoncer publiquement ✓ 2013-2023, les manuscrits sauvés de Tombouctou (9000 sur les 12000, les jihadistes ayant vendu 3000 à l'étranger) sont rapatriés aux archives à Bamako mais personne ne va les consulter ne serait-ce que par curiosité intellectuelle ✓ L'Etat comme l'école est d'essence coloniale ✓ 9 des 12 valeurs de l'islam existaient déjà chez nous quand l'islam est venu ✓ Kankou Moussa a creusé le premier puits de l'Azawad lors de son pèlerinage, puits gardé par des Samaké ✓ Kidal n'a jamais fait partie de l'Azawad ✓ Sans la première crise cyclique de 2012-2022, le Mali ne se serait pas libéré du joug néocolonial

5. Publications

Comme à son habitude, GREAT a informé son public cible à travers ses traditionnelles revues, à savoir les Great_Cahiers, le Great_Savoir, la Great_Formation mais aussi par la base de connaissances qu'elle alimente par des données aussi bien nationales qu'internationales. Au-delà de la distribution via un mailing list, ces documents sont accessibles sur le site Internet de GREAT <https://greatmali.net>.

5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Elaboration de la Stratégie nationale du Mali pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (SN-ZLECAF)
Numéro	N° 83, vol. 1
Date de publication	Janvier-mars 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo, Moussa Coulibaly, Ousmane Z Traoré, Djénéba Diarra
Nombre de pages	103 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) du Mali
Numéro	N° 83, vol. 2
Date de publication	Janvier-mars 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo, Moussa Coulibaly, Ousmane Z Traoré, Djénéba Diarra
Nombre de pages	27 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Impacts socioéconomiques de la Covid-19 au Mali
Numéro	N° 84, vol. 1
Date de publication	Avril-juin 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo, Moussa Coulibaly, Ousmane Z Traoré, Djénéba Diarra
Nombre de pages	58 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Simulation d'impact des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale sur l'économie du Mali à l'aide du Modèle d'équilibre général calculable SIMALI
Numéro	N° 84, vol. 2
Date de publication	Avril-juin 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Moussa Coulibaly, Aminata Aly Traoré, Alassane Traoré
Nombre de pages	27 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Annuaire statistique 2021 sur la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives (ASPG-2021)
Numéro	N° 84, vol. 3
Date de publication	Avril-juin 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo, Djénéba Diarra
Nombre de pages	31 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours du Programme SWEDD au Mali Présentation d'une enquête directe et par comptage de réponses au Mali
Numéro	N° 85, vol. 1
Date de publication	Juillet-septembre 2023
Auteurs	Olivia Bertelli, Ousmane Z. Traoré, Massa Coulibaly
Nombre de pages	11 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Mesurer les expériences et les préférences liées à l'insécurité dans un État fragile
Numéro	N° 85, vol. 2
Date de publication	Juillet-septembre 2023
Auteurs	Olivia Bertelli, Massa Coulibaly, Moussa Coulibaly
Nombre de pages	15 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Perceptions populaires de la transition au Mali
Numéro	N° 86, vol. 1
Date de publication	Octobre-décembre 2023
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	20 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Problèmes de développement, ODD prioritaires et performances du gouvernement
Numéro	N° 86, vol. 2
Date de publication	Octobre-décembre 2023
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Au contact de la corruption au Mali
Numéro	N° 86, vol. 3
Date de publication	Octobre-décembre 2023
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	18 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

Titre	Du marché du travail et des réponses politiques au Mali
Numéro	N° 86, vol. 4
Date de publication	Octobre-décembre 2023
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	27 pages
Nombre d'exemplaires	200 exemplaires
Support de publication	Papier, abonnement internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Les changements climatiques aggravent la vie et nécessitent l'action du gouvernement
Numéro	145
Date de publication	Janvier 2023
Auteurs	Fatoumata Sow
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Le Mali va dans la bonne direction même si la situation économique du pays n'est pas satisfaisante
Numéro	146
Date de publication	Février
Auteurs	Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Les Maliens approuvent la réponse à la Covid-19, mais s'attendent à plus d'aide aux ménages vulnérables
Numéro	147
Date de publication	Mars 2023
Auteurs	Ousmane Z Traoré
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Au Mali, la fourniture de services d'eau et d'assainissement reste un défi
Numéro	148
Date de publication	Avril
Auteurs	Aminata Ali Traoré
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Réponse à la problématique de l'eau et de l'assainissement
Numéro	149
Date de publication	Mai 2023
Auteurs	Aminata Ali Traoré
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Les femmes maliennes candidates gagnent en réputation dans la communauté malgré les critiques, les insultes ou les harcèlements
Numéro	150
Date de publication	Juin
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Analyse financière du budget des communes du Mali
Numéro	151
Date de publication	Juillet 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Transferts publics et mobilisation de ressources locales
Numéro	152
Date de publication	Août
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Régime fiscal du Mali
Numéro	153
Date de publication	Septembre 2023
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Taxer le foncier au Mali
Numéro	154
Date de publication	Octobre
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Femmes et fonctions nominatives au Mali
Numéro	155
Date de publication	Novembre 2023
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo, Djénéba Diarra
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

Titre	Femmes et fonctions électives au Mali
Numéro	156
Date de publication	Décembre
Auteurs	Massa Coulibaly, Boubacar Bougoudogo, Djénéba Diarra
Nombre de pages	4
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, internet

5.3. La Great_Formation

Titre	Méthodologie d'analyse prospective
Numéro	28
Date de publication	Janvier 2023
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	30
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.4. Base de connaissances

Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tout moyen propre au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement durable du Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études. Ses publications sont distribuées en copies dures et sont toutes disponibles sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans les rubriques Great_Publication, <https://greatmali.net/category/publications/> pour les Great_Cahiers, Great_Savoir et Great_Formation. De même, le Great_Savoir est accessible sur abonnement.

6. Partenariat

Malgré les tensions de trésorerie consécutivement aux conséquences de la double crise sociopolitique du pays, GREAT a pu réaliser des activités en partenariat avec quelques partenaires qui sont des institutions de recherche, l'administration publique ou encore des PTF. Ce partenariat est scellé sur la base d'un contrat précis déterminant les mandats de chaque partie prenante.

6.1. Institutions de recherche

Afrobarometer	✓ Rédaction d'articles scientifiques et publications des résultats du Round 9 de 2022 des enquêtes sur la démocratie, la gouvernance, la qualité de vie, etc.
GDRI-IRD	✓ Expériences et préférences liées à l'insécurité dans un État fragile
AERC	✓ Etude sur le genre et l'emploi des jeunes

6.2. Administration publique

DNPD	✓ Formation au logiciel MME
CT/CSLP	✓ Participation à des réunions de travail
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
ODHD	✓ Participation à la validation des thèmes de recherche
MEF	✓ Echange sur le démarrage de l'activité SIMALI au titre de 2024 ✓ Atelier de cadrage méthodologique du processus d'élaboration de la vision 2063 et de la Stratégie nationale à moyen terme ✓ Réalisation du cadrage macroéconomique 2024-2026, qualification de l'impact des risques budgétaires de nature macroéconomique avec le modèle renoué ✓ Lancement officiel des travaux du processus d'élaboration de la vision 2063 et de la Stratégie nationale de développement à moyen terme du Mali
ONDD	✓ Atelier de restitution du rapport sur l'évaluation et la mesure du travail non rémunéré
INSTAT	✓ Atelier retraite portant sur la poursuite des travaux d'élaboration de la matrice de comptabilité sociale (MCS) ✓ Atelier de sensibilisation des producteurs de données en Science, technologie et innovation (STI)
DNPD	✓ Travaux de cadrage du 1 ^{er} semestre 2023
MSDS	✓ Validation du rapport provisoire portant sur "Contribution des programmes de filets sociaux au renforcement des capacités de résilience des populations pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle" ✓ Examen technique du rapport provisoire du RNDH 2023

6.3. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Transparence budgétaire
WEF	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
IRD	✓ Enquêtes téléphoniques
Banque Mondiale	✓ Mali-Note sur la situation de l'économie et de la pauvreté au Mali 2023 ✓ Atelier sur le modèle macro-climatique
MEF	✓ Mali 2023
SWEDD	✓ Enquête à mis parcours

7. Fonctionnement institutionnel

GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre avec l'Etat, dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La Direction exécutive est composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) et assure la mise en œuvre opérationnelle du programme d'activités annuel. Il est ici rendu compte de la performance organisationnelle de cette direction exécutive.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités

En tant que centre de recherche, GREAT a pour vocation, au-delà des activités proprement dites de recherche, la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et du savoir tout court. En 2023, les travaux de recherche ont porté sur les théories et pratiques de l'émergence économique, le développement durable, le capital humain, le genre, l'analyse prospective et la gouvernance. Bien d'autres études auraient pu être menées si GREAT avait gagné les marchés d'appels à soumission auxquels il a postulé.

En 2023, seulement deux enquêtes, de petite taille, ont été menées, contre trois en 2022 et sept en 2021. La première a porté sur la compétitive globale des entreprises au compte du Forum économique mondial qui est une enquête annuelle depuis une vingtaine d'années. La seconde portait sur l'enquête par téléphone relativement aux expériences et préférences liées à l'insécurité dans un État fragile.

GREAT a assuré la formation de cadres de l'administration et d'universitaires en analyse structurelle dans le cadre de l'élaboration de la vision Mali 2063. Son personnel a bénéficié également de renforcement de capacités, dans les domaines de la construction de matrice de comptabilité sociale et de la modélisation en équilibre général calculable animée par AFRISTAT. Deux ateliers de dissémination des résultats des enquêtes Afrobarometer ont été organisés sur la marche du pays et sur les changements climatiques.

Au cours de l'année 2023, le personnel GREAT s'est retrouvé par quatre fois dans des réunions ordinaires de travail. Les chercheurs ont pu participer à 14 ateliers de validation scientifique. Enfin, GREAT, conformément à sa vision de valorisation du savoir local, a pu organiser un Great_Café sur la thématique des valeurs et principes de la citoyenneté malienne, café animé par le Professeur Ibrahima N'Diaye, grand initié du Do Kaïdara.

En matière de publication, 8 Great_Cahiers et 12 Great_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des Great_Cahiers et des Great_Savoir, une base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT. Cette année, GREAT a procédé à une mise à jour rétrospective de sa publication dénommée "GREAT_Formation" pour couvrir la période 2015-2023.

Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante

des activités. Pour chaque activité, un tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais d'exécution et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 26 août 2023. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2022 et le Programme d'activités 2023 pour examen, adoption et validation desdits documents. A l'instar des autres années, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire les actualités brûlantes en des sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impacts. Durant l'année 2023, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total, 4 réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution.

7.3. Ateliers résidentiels

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, souvent avec des partenaires externes, pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total, ce sont 3 ateliers, contre 7 en 2022, de 3 à 5 jours chacun qui se sont tenus durant l'année 2023 tous à Koulikoro.

Objet	Participants	Durée et lieu
Rapport annuel 2022	✓ 5 de GREAT	Du 06 au 10 juillet 2023 à Koulikoro
RGUE, EAC, RGPH	✓ 3 de GREAT ✓ 1 personne-ressource	Du 25 au 27 août 2023 à Koulikoro
RGPH et EAC	✓ 3 de GREAT ✓ 2 personnes ressources	Du 08 au 10 septembre à Koulikoro

8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire est un processus qui se décline en trois étapes, à savoir le système de gestion pratiqué à GREAT, la structure des dépenses pour l'année en question ainsi que l'évolution depuis 2016 desdites dépenses, et enfin, les sources de financement des activités menées.

8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de :

- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

Le suivi budgétaire se fait à l'aide d'une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

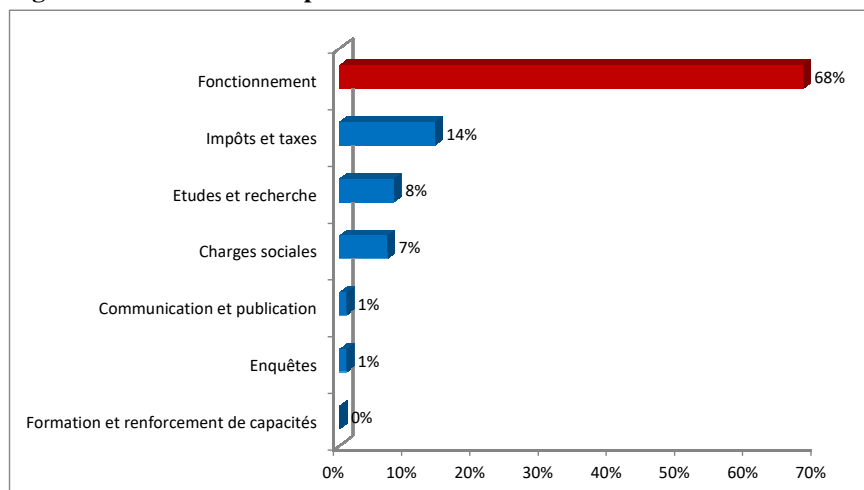
8.2. Structure et évolution des dépenses

Les dépenses de GREAT se décomposent en sept rubriques, fonctionnement institutionnel, enquêtes, communication et publication, charges sociales, impôts et taxes, études et recherche, formation et renforcement de capacités.

8.2.1. Structure des dépenses

En décomposant le total des dépenses de 2023, on s'aperçoit que le fonctionnement absorbe les deux tiers (68%) des dépenses de GREAT, Il est suivi des impôts et taxes (14%), des études et recherche (8%) et des charges sociales (7%). Il ne reste plus que 3% pour tous les 3 autres postes de dépenses que sont les enquêtes, la communication et les publications, la formation et le renforcement des capacités.

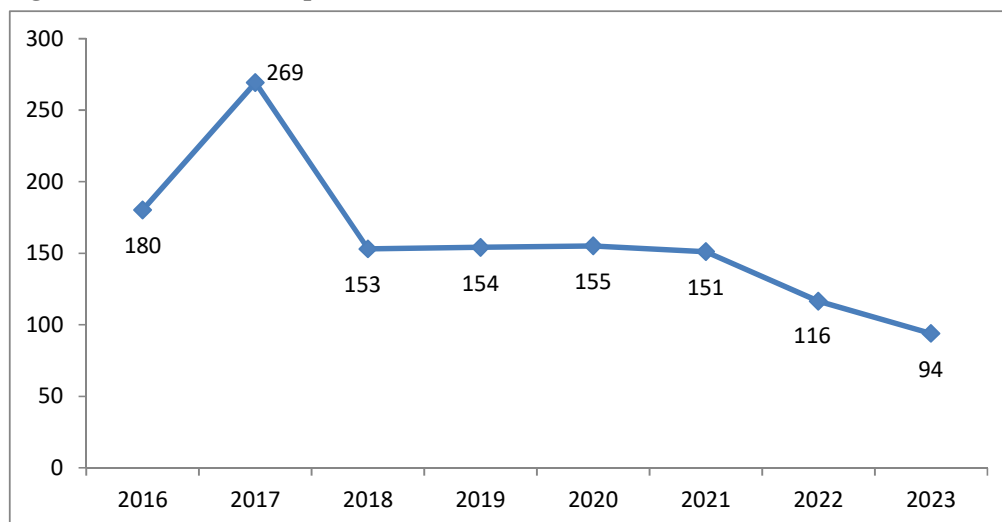
Figure 1. Structure des dépenses en 2023



8.2.2. Evolution des dépenses de 2016 à 2023

En faisant un constant entre les dépenses en 2023, nous observons une baisse des dépenses en cette année des activités par rapport à ces années partir de 2016. En regardant ce cheminement GREAT peut dire que la crise actuelle au Mali a un peu joué sur ces activités de 2023.

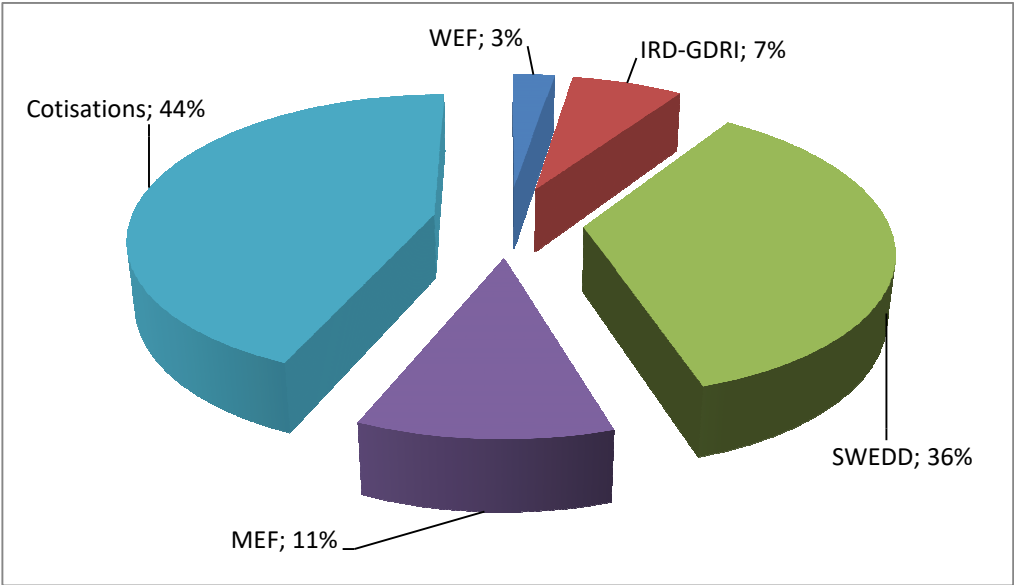
Figure 2. Evolution des dépenses en millions de fcfa



8.3. Sources de financement

En 2023, les activités de GREAT ont principalement été financées sur fonds propres c'est-à-dire des cotisations des membres de l'ONG, pour 44% puis pour un tiers (34%) sur les ressources de l'évaluation d'impacts du projet SWEDD, soit un total de 78% ces deux seules sources de financement. La part de l'Etat, 11%, est apparue faible juste du fait des retards de paiements par le trésor public sinon le financement total attendu pour 2023 était de loin la plus importante source de financement de GREAT. Les 10 à 11% restants proviennent des bailleurs de fonds extérieurs, à savoir WEF et IRD-GDRI dont des paiements de reliquats de l'année d'avant.

Figure 3. Sources de financement de GREAT en 2023



9. Programme d'activités 2024

Le tableau ci-contre donne les activités programmées au cours de l'année à venir en fonction des domaines de recherche. Cette programmation peut évoluer en fonction de l'actualité économique du pays mais aussi des partenariats éventuels que GREAT aurait l'opportunité de nouer sur des enjeux bien précis.

📁 Programme prévisionnel d'activités 2024

1. Etudes et recherche	
Croissance et développement	La problématique du crédit à l'économie
	Les déterminants de la croissance au Mali
	Potentiels agricole et minier du Mali
	Environnement, changements climatiques et politiques publiques
	Cadrages macroéconomique et budgétaire
Etudes d'impacts	Construction d'un modèle national de simulation d'impacts
	Les conséquences du retrait du Mali de la CEDEAO
	Rationalisation des dépenses fiscales au Mali
Développement social	Infrastructures sociales et densité spatiale et de population
	Perspectives d'extension de la protection sociale au Mali
	Inégalités d'accès aux services sociaux
	Conflictualité et répartition spatiale des services sociaux
Capital social	Marché du travail et politiques d'emploi
	Mesure du capital humain au Mali
	Identités nationale et de groupes
	La croissance démographique du Mali
Politiques économiques	Diagnostic des systèmes éducatif et de santé
	Les mécanismes de financement de l'économie
	Inventaire des politiques monétaires à l'œuvre dans le monde
Gouvernance	Le processus de décentralisation en question
	La démocratie à l'épreuve de la guerre
	Transparence budgétaire (OBI)
Genre	La cartographie du handicap au Mali
	Genre et accès à l'emploi
	Accès comparé des pauvres et des non des pauvres aux services sociaux
	Ecart genre dans l'éducation au Mali
Analyse prospective	Analyse structurelle du système Mali
	Scénarios d'évolution du système Mali
	Une vision de long terme du Mali
	Les jeux d'acteurs
2. Enquêtes	Compétitivité des entreprises
	Enquête de suivi-évaluation
	Enquête de perceptions
3. Formation et renforcement de capacités	Renforcement de capacités sur ARGIS
	Renforcement de capacités en méta-analyse
	Renforcement de capacités sur Eviews
	Renforcement de capacités sur la comptabilité des ISBL
	Formation au traitement de bases de données
	Formation en modélisation économique
	Formation sur SPSS
	Formation à la gestion axée sur les résultats de développement
4. Communication	Les Great_Cahiers
	Le Great_Savoir
	La Great_Formation
	Le Great_Café
	Les Great Capsules (Vidéos)
	Actualisation de la Base de connaissances de GREAT
	Dissémination des résultats d'études
	Conférences et colloques
5. Publications	Les Great_Cahiers
	Le Great_Savoir
	Le Great_Café

	La Great_Formation
	Rapport d'activités 2023 de GREAT
6. Partenariat	INSTAT, CPS et Observatoires
	Afrobarometer
	CPM (Comité de prévision et de modélisation)
	CSLP
	Universités
	IBP
	World Economic Forum
	IGM
	AERC
	INPS
	PNUD
	MEF
	SWEDD
	Banque mondiale
	Secteur privé
	Participation événementielle
	Rapportage d'études
7. Fonctionnement institutionnel	Révision du plan stratégique
	Révision du plan de plaidoyer
	Révision de plan de communication
	Révision de plan de mobilisation de ressources
	Réunions régulières des instances

Conclusions

La mission de GREAT est de contribuer, par la réflexion, au développement économique et socioculturel du Mali en créant du savoir dans le domaine des sciences sociales, en particulier de l'économie et en diffusant ce savoir en vue de son application à la résolution des problèmes de développement auxquels le pays est confronté. GREAT s'est attelé tout au long de ses deux décennies d'existence à remplir cette mission et se sent aussi fier d'avoir participé au cours de l'année 2023 au processus d'élaboration de la vision 2063, exercice qui a mobilisé d'importantes ressources financières et humaines du centre et d'autres sommités locales. Ainsi, GREAT a pu, après l'exploitation des centaines de documents, rédiger le document diagnostic du système Mali, diagnostic qui sera un tremplin pour élaborer la vision 2063 du pays à l'image de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Cette participation, quoique satisfaisante, a été confrontée à la bureaucratie et à la lourdeur administrative, les pouvoirs publics n'ayant pas encore ou peu compris l'importance de la recherche scientifique dans la compétitivité globale du pays par rapport aux autres nations puisqu'elles considèrent la recherche comme une dépense et non un investissement.

Plus de 60 ans après les indépendances, l'administration publique malienne n'arrive toujours pas à créer des cadres de collaboration sains entre les centres de recherche locaux et elle malgré l'importance croissante des centres de recherche dans les productions scientifiques de standard international donnant aux chercheurs non seulement un sentiment de frustration mais aussi l'impression de prêcher dans le désert.

Toutefois, la collaboration avec la Cellule technique CSLP sur l'élaboration de la vision Mali 2063 et de sa stratégie nationale de développement a mobilisé les cadres de GREAT tout au long de l'année 2023 et du premier semestre de 2024. Cette collaboration a permis à GREAT de mettre à la disposition de l'Etat ses compétences en matière de traitement et d'analyse de bases de données d'enquêtes et de recensement dans des domaines aussi variés que l'agriculture et l'alimentation, les entreprises, les infrastructures, la population, l'habitat, etc. Le Groupe a diffusé les résultats de recherche issus de la dernière enquête Afrobarometer, round 9. IBP reste un partenaire privilégié de GREAT dans le domaine de la recherche sur la transparence, la participation et le contrôle budgétaire malgré le recul du pays sur l'indice de transparence budgétaire. Aussi, GREAT-a-il-innové cette année, en matière de recherche, par l'élaboration de nombreuses notes théoriques relatives à des concepts d'actualité tels que l'émergence économique, le capital humain, la compétitivité internationale, les financements innovants, le rôle de l'Etat post ajustement structurel, etc., etc.

L'atelier de rédaction du rapport annuel de GREAT a permis à l'équipe de programmer une série d'activités pour l'année 2024 dans ses domaines de prédilection, entre autres, la croissance et le développement économique, les études d'impacts, le capital social, les politiques économiques, la gouvernance, le genre et l'analyse prospective. Par ailleurs, un effort sera fait pour capitaliser les modules de formation que GREAT continue de diffuser, afin de pouvoir diversifier ses activités dans ce domaine qui semble très demandé dans le pays et même au-delà actuellement.